

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

JPMORGAN CHASE BANK, NATIONAL ASSOCIATION

Siège social : 270 Park Avenue, New York U.S.A.

Succursale en France : JPMCB Paris.

Adresse de la succursale : 14, place Vendôme, 75001 Paris.

Dotation de l'agence française : 175 152 685 euros.

712 041 334 R.C.S. Paris.

Extrait du rapport annuel de JPMORGAN CHASE & CO NY 2024**Rapport du cabinet d'experts-comptables****Au conseil d'administration et aux actionnaires de JPMorgan Chase & Co :*****Avis sur les états financiers et le contrôle interne en matière d'information financière***

Nous avons vérifié les bilans consolidés ci-joints de JPMorgan Chase & Co. et de ses filiales (la " société ") aux 31 décembre 2024 et 2023, ainsi que les états consolidés des résultats, du global, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie pour chacun des trois exercices de la période close le 31 décembre 2024, y compris les notes y afférentes (collectivement dénommés les " états financiers consolidés "). Nous avons également vérifié le contrôle interne de l'entreprise sur l'information financière au 31 décembre 2024, sur la base des critères établis dans le document *Internal Control - Integrated Framework* (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

A notre avis, les états financiers consolidés susmentionnés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du cabinet aux 31 décembre 2024 et 2023, ainsi que des résultats de ses activités et de flux de trésorerie pour chacun des trois exercices compris dans la période terminée le 31 décembre 2024, conformément aux principes comptables généralement reconnus aux Etats-Unis d'Amérique. En outre, à notre avis, le cabinet a maintenu, à tous égards importants, un contrôle interne efficace sur l'information financière au 31 décembre 2024, sur la base des critères établis dans le document *Internal Control - Integrated Framework* (2013) publié par le COSO.

Base des avis

La direction du cabinet est responsable de ces états financiers consolidés, du maintien d'un contrôle interne efficace sur l'information financière et de son évaluation de l'efficacité du contrôle interne sur l'information financière, incluse dans le rapport de la direction sur le contrôle interne sur l'information financière ci-joint. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur les états financiers consolidés de l'entreprise et sur le contrôle interne de l'entreprise relatif à l'information financière sur la base de nos audits. Nous sommes un cabinet d'experts-comptables enregistré auprès du Public Company Accounting Oversight Board (Etats-Unis) (PCAOB) et sommes tenus d'être indépendants à l'égard de l'entreprise conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières et aux règles et règlements applicables de la Securities and Exchange Commission (Commission des valeurs mobilières et des changes) et du PCAOB.

Nous avons effectué nos contrôles conformément aux normes du PCAOB. Ces normes requièrent que nos contrôles soient planifiés et exécutés de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'anomalies significatives.

Les états financiers sont exempts d'anomalies significatives, qu'elles résultent d'erreurs ou de fraudes, et un contrôle interne efficace sur l'information financière a été maintenu dans tous les aspects significatifs.

Notre contrôle des états financiers consolidés a comporté la mise en œuvre de procédures d'évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers consolidés, que celles-ci résultent d'erreurs ou de fraudes, ainsi que la mise en œuvre de procédures en réponse à ces risques. Ces procédures ont consisté à examiner, par sondages les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les états financiers consolidés. Nos contrôles ont également comporté une évaluation des principes comptables suivis et des estimations significatives faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Notre audit du contrôle interne sur l'information financière a comporté l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne sur l'information financière, l'évaluation du risque qu'une faiblesse importante existe, ainsi que le test et l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle du contrôle interne sur la base du risque évalué. Nos audits ont également comporté la mise en œuvre d'autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que nos audits fournissent une base raisonnable à nos opinions.

Définition et limites du contrôle interne en matière d'information financière

Le contrôle interne d'une entreprise sur l'information financière est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à préparation des états financiers à des fins externes conformément aux principes comptables généralement acceptés. Le contrôle interne d'une entreprise sur l'information financière comprend les politiques et procédures qui (i) se rapportent à la tenue des registres, qui, de manière raisonnablement détaillée, reflètent avec précision et exactitude les transactions et les

dispositions des actifs de l'entreprise ; (ii) fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées comme il se doit pour permettre la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement acceptés, et que les recettes et les dépenses de l'entreprise ne sont effectuées qu'en conformité avec les autorisations de la direction et des administrateurs de l'entreprise ; et (iii) fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées comme il se doit pour permettre la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement acceptés. (iii) fournir une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection en temps utile de l'acquisition, de l'utilisation ou de la cession non autorisées des actifs de l'entreprise qui pourraient avoir un effet significatif sur les états financiers.

En raison de ses limites inhérentes, le contrôle interne sur l'information financière peut ne pas prévenir ou détecter les inexactitudes. En outre, les projections de toute évaluation de l'efficacité sur des périodes futures sont soumises au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité avec les politiques ou les procédures se détériore.

Questions critiques d'audit

Les questions critiques d'audit communiquées ci-dessous sont des questions découlant de l'audit des états financiers consolidés de la période en cours qui ont été communiquées ou devaient être communiquées au comité d'audit et qui (i) concernent des comptes ou des informations importants pour les états financiers consolidés et (ii) ont nécessité de notre part des jugements particulièrement exigeants, subjectifs ou complexes. La communication des questions critiques d'audit ne modifie en rien notre opinion sur les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, et nous ne fournissons pas, en communiquant les questions critiques d'audit ci-dessous, d'opinions distinctes sur les questions critiques d'audit ou sur les comptes ou informations auxquels elles se rapportent.

Provision pour pertes sur prêts - Composante des portefeuilles de prêts de gros et de cartes de crédit basée sur le portefeuille

Comme l'indique la note 13 des états financiers consolidés, la provision pour pertes sur prêts de la composante portefeuille des portefeuilles de prêts de gros et de prêts sur cartes de crédit s'élevait à 22,0 milliards de dollars sur un total de 919,3 milliards de dollars de prêts conservés en portefeuille 31 décembre 2024. La provision pour pertes sur prêts de l'entreprise représente l'estimation par la direction des pertes de crédit attendues sur la durée de vie restante des portefeuilles de prêts de l'entreprise et tient compte des changements futurs attendus dans les conditions macroéconomiques. La composante " portefeuille " de la provision pour pertes sur prêts de l'entreprise pour les portefeuilles de prêts de gros et de cartes de crédit commence par un calcul quantitatif des pertes de crédit attendues sur la durée de vie attendue du prêt en appliquant des facteurs de perte de crédit à l'exposition estimée en cas de défaillance. Les facteurs de perte de crédit appliqués sont déterminés sur la base de la moyenne pondérée de cinq scénarios macroéconomiques développés en interne qui prennent en considération les perspectives économiques de l'entreprise telles qu'elles ressortent des variables macroéconomiques prévues, dont les plus importantes sont le chômage aux Etats-Unis et le produit intérieur brut réel aux Etats-Unis. Ce calcul quantitatif est ensuite ajusté pour tenir compte de l'imprécision du modèle, des évaluations de risques émergents, des tendances et d'autres facteurs subjectifs qui ne sont pas encore reflétés dans l'estimation de la perte de crédit.

Les principales considérations qui nous ont amenés à déterminer que la mise en œuvre de procédures relatives à la provision pour pertes sur prêts pour la composante de portefeuille portefeuilles de prêts de gros et de prêts sur cartes de crédit est une question d'audit essentielle sont (i) l'importance du jugement et des estimations de la direction en ce qui concerne les prévisions de variables macroéconomiques, en particulier le taux de chômage aux Etats-Unis et le produit intérieur brut réel aux Etats-Unis, étant donné que les prévisions de l'entreprise concernant les conditions économiques affectent de manière significative son estimation des pertes sur prêts attendues à la date du bilan, (ii) l'importance du jugement et des estimations de la direction en ce qui concerne les prévisions de variables macroéconomiques, en particulier le taux de chômage et le produit intérieur brut réel aux Etats-Unis.

le jugement et l'estimation de la direction dans la détermination du calcul quantitatif utilisé dans leurs estimations de pertes de crédit et les ajustements pour prendre en considération l'imprécision du modèle, les évaluations de risques émergents, les tendances et d'autres facteurs subjectifs qui ne sont pas encore reflétés dans l'estimation des pertes de crédit, ce qui a conduit à un degré élevé de jugement, de subjectivité et d'effort de l'auditeur dans la mise en œuvre des procédures et dans l'évaluation des preuves d'audit obtenues concernant les estimations de pertes de crédit et l'adéquation des ajustements des estimations de pertes de crédit, et (iii) l'effort d'audit a impliqué le recours à des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées.

L'examen de cette question a impliqué la mise en œuvre de procédures et l'évaluation d'éléments probants dans le cadre de la formation de notre opinion générale sur les états financiers consolidés. Ces procédures ont consisté à tester l'efficacité des contrôles relatifs à la provision pour pertes sur prêts de l'entreprise, y compris les contrôles relatifs à la validation du modèle et à la génération de scénarios macroéconomiques. Ces procédures ont également consisté, entre , à tester le processus d'estimation de la provision pour pertes sur prêts mis en place par la direction, ce qui a impliqué (i) l'évaluation de l'adéquation des modèles et des méthodologies utilisés dans les calculs quantitatifs ; (ii) l'évaluation du caractère raisonnable des prévisions relatives au chômage et au produit intérieur brut réel aux Etats-Unis ; (iii) l'évaluation de l'adéquation des prévisions relatives au taux de chômage et au produit intérieur brut réel aux Etats-Unis. (iii) tester l'exhaustivité et l'exactitude des données utilisées dans l'estimation ; et (iv) évaluer le caractère raisonnable des ajustements apportés par la direction aux résultats quantitatifs pour tenir compte de l'impact de l'imprécision des modèles, des évaluations de risques émergents, des tendances et d'autres facteurs subjectifs qui ne sont pas encore pris en compte dans l'estimation des pertes de crédit. Ces procédures comprennent également le recours à des professionnels possédant des compétences et des connaissances spécialisées pour aider à évaluer l'adéquation de certains modèles, méthodologies et variables macroéconomiques.

Juste valeur de certains instruments financiers de niveau 3

Comme indiqué dans les notes 2 et 3 des états financiers consolidés, l'entreprise comptabilise 1 500 milliards de dollars d'actifs et 586,2 milliards de dollars de passifs à la juste valeur sur une base récurrente. Ces soldes comprennent 10,9 milliards de dollars d'actifs de négociation et 51,8 milliards de dollars de passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente, collectivement des instruments financiers, qui sont classés au niveau 3 car ils contiennent une ou plusieurs données d'évaluation non observables et significatives pour leur évaluation de la juste valeur. Le cabinet a utilisé des modèles d'évaluation développés en interne et des données non observables pour estimer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Les données non observables utilisées par la direction pour estimer la juste valeur de certains de ces instruments financiers comprennent la volatilité des taux d'intérêt, la volatilité des actions, la valeur des Bermudes et la corrélation entre les taux d'intérêt, les taux d'intérêt et les taux de change, les prix des actions, le rapport entre les actions et le taux de change et le rapport entre les actions et le taux d'intérêt.

Les principales considérations qui nous ont amenés à déterminer que la mise en œuvre de procédures relatives à la juste valeur de certains instruments financiers de niveau 3 est une question critique d'audit sont (i) l'importance du jugement et des estimations de la direction dans la détermination des données utilisées pour estimer la juste valeur, ce qui a entraîné un degré élevé de jugement, de subjectivité et d'effort de la part de l'auditeur dans la mise en œuvre des procédures et dans l'évaluation des preuves d'audit obtenues concernant la juste valeur de ces instruments financiers, et (ii) l'effort d'audit impliquant le recours à des professionnels possédant des compétences et des connaissances spécialisées.

L'examen de cette question a impliqué la mise en œuvre de procédures et l'évaluation d'éléments probants dans le cadre de la formation de notre opinion générale sur les états financiers consolidés. Ces procédures ont consisté à tester l'efficacité des contrôles relatifs à la détermination de la juste valeur par le cabinet, y compris les contrôles sur les modèles, les intrants et les données. Ces procédures ont également consisté, entre autres, à faire appel à des professionnels possédant des compétences et des connaissances spécialisées pour nous aider à élaborer une estimation indépendante de la juste valeur pour un échantillon de ces instruments financiers et à comparer l'estimation de la direction à l'estimation de la juste valeur élaborée de manière indépendante. L'élaboration de l'estimation indépendante a consisté à tester l'exhaustivité et l'exactitude des données fournies par la direction, à élaborer des données indépendantes et, le cas échéant, à évaluer et à utiliser les données non observables susmentionnées de la direction.

New York, New York 14 février 2025

Nous sommes l'auditeur de l'entreprise depuis 1965.

Etats consolidés du résultat global

	2024	2023	2022
	\$	\$	\$
Exercice clos le 31 décembre (en millions sauf les données par action)			
Recettes			
Frais de banque d'investissement	8 910	6 519	6 686
Principales transactions	24 787	24 460	19 912
Commissions sur prêts et dépôts	7 606	7 413	7 098
Frais de gestion d'actifs	17 801	15 220	14 096
Commissions et autres frais	7 530	6 836	6 581
Pertes sur titres de placement	(1 021)	(3 180)	(2 380)
Commissions hypothécaires et revenus connexes	1 401	1 176	1 250
Revenu de la carte	5 497	4 784	4 420
Autres revenus	12 462	5 609	4 322
Revenus autres que d'intérêts	84 973	68 837	61 985
Revenus d'intérêts	193 933	170 588	92 807
Charges d'intérêts	101 350	81 321	26 097
Revenus nets d'intérêts	92 583	89 267	66 710
Total des recettes nettes	177 556	158 104	128 695
Provision pour pertes sur créances	10 678	9 320	6 389
Charges autres que d'intérêt			
Charges de rémunération	51 357	46 465	41 636
Frais d'occupation	5 026	4 590	4 696
Dépenses de technologie de communication et d'équipement	9 831	9 246	9 358
Services professionnels et externes	11 057	10 235	10 174
Marketing	4 974	4 591	3 911
Autres dépenses	9 552	12 045	6 365
Total des frais autres que d'intérêt	91 797	87 172	76 140
Résultat avant impôt sur le revenu	75 081	61 612	46 166
Charge d'impôt sur le revenu	16 610	12 060	8 490
Revenu net	58 471	49 552	37 676
Bénéfice net applicable aux actionnaires ordinaires	56 868	47 760	35 892
Résultat net par action ordinaire			
Résultat de base par action	19.79	16.25	12.10
Résultat dilué par action	19.75	16.23	12.09
Moyenne pondérée des actions de base	2 873.9	2 938.6	2 965.8
Nombre moyen pondéré d'actions diluées	2 879.0	2 943.1	2 970.0

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Etats consolidés du résultat global

	2024	2023	2022
	\$	\$	\$
Exercice clos le 31 décembre (en millions)			
Revenu net	58 471	49 552	37 676
Autres éléments du résultat global après impôts			
Plus-values/(moins-values) non réalisées sur les titres de placement	(87)	5 381	(11 764)
Ecart de conversion nets des couvertures	(858)	329	(611)
Couverture de la juste valeur	(87)	(101)	98
Couverture des flux de trésorerie	(882)	1 724	(5 360)
Régimes de retraite à prestations définies et régimes d'avantages complémentaires de retraite	(63)	373	(1 241)
DVA sur les passifs élus selon l'option de la juste valeur	(36)	(808)	1 621
Total des autres éléments du résultat global après impôts	(2 013)	6 898	(17 257)
Résultat global	56 458	56 450	20 419

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Etat consolidés des variations des capitaux propres

	2024	2023
	\$	\$
31 décembre (en millions sauf les données relatives aux actions)		
Actifs		
Liquidités et créances sur les banques	23 372	29 066
Dépôts auprès des banques	445 945	595 085
Les fonds fédéraux vendus et les titres achetés dans le cadre de conventions de revente (y compris 286 771 \$ et 259 813 \$ à la juste valeur) ont été vendus à un prix inférieur à celui de l'année précédente.	295 001	276 152
Titres empruntés (dont 83 962 \$ et 70 086 \$ à la juste valeur)	219 546	200 436
Actifs détenus à des fins de transaction (y compris des actifs donnés en garantie pour 136 070 \$ et 128 994 \$)	637 784	540 607
Titres disponibles à la vente (coût amorti de 411 045 \$ et 205 456 \$; y compris des actifs mis en gage de 10 162 et 9 219 \$)	406 852	201 704
Titres détenus jusqu'à l'échéance	274 468	369 848
Titres de placement nets de la provision pour pertes sur créances	681 320	571 552
Prêts (dont 41 350 \$ et 38 851 \$ à la juste valeur)	1 347 988	1 323 706
Provision pour pertes sur prêts	(24 345)	(22 420)
Prêts nets de provisions pour pertes sur prêts	1 323 643	1 301 286
Intérêts courus et créances	101 223	107 363
Locaux et équipements	32 223	30 157
Goodwill MSR et autres immobilisations incorporelles	64 560	64 381
Autres actifs (y compris 15 122 \$ et 12 306 \$ à la juste valeur et des actifs mis en gage de 6 288 \$ et 6 764 \$)	178 197	159 308
Total des actifs^(a)	4 002 814	3 875 393
Passif		
Dépôts (dont 33 768 \$ et 78 384 \$ à la juste valeur)	2 406 032	2 400 688
Les fonds fédéraux achetés et les titres prêtés ou vendus dans le cadre d'accords de mise en pension (y compris 226 329 dollars et 1 5 million d'euros).169 003 \$ à la juste valeur)	296 835	216 535
Emprunts à court terme (dont 26 521 \$ et 20 042 \$ à la juste valeur)	52 893	44 712
Passifs de négociation	192 883	180 428
Créditeurs et autres passifs (y compris 5 893 \$ et 5 637 \$ à la juste valeur)	280 672	290 307
Droits de bénéficiaire émis par des EDDV consolidées (inclus 1 \$ et 1 \$ à la juste valeur)	27 323	23 020
Dette à long terme (y compris 100 780 \$ et 87 924 \$ à la juste valeur)	401 418	391 825
Total du passif^(a)	3 658 056	3 547 515
Engagements et éventualités (voir notes 28 29 et 30)		
Capitaux propres		
Actions privilégiées (valeur nominale de 1 \$; autorisées à hauteur de 200 000 000 actions ; émises à hauteur de 2 005 375 et 2 740 375 actions)	20 050	27 404
Actions ordinaires (valeur nominale de 1 \$; autorisées 9 000 000 000 d'actions ; émises 4 104 933 895 actions)	4 105	4 105
Capital d'apport supplémentaire	90 911	90 128
Bénéfices non distribués	376 166	332 901
Cumul des autres pertes globales	(12 456)	(10 443)
Actions propres au coût d'acquisition (1 307 313 494 et 1 228 275 301 actions)	(134 018)	(116 217)
Total des capitaux propres	344 758	327 878
Total du passif et des capitaux propres	4 002 814	3 875 393

(a) Le tableau suivant présente des informations sur les actifs et les passifs liés aux EDDV qui sont consolidées par le cabinet aux 31 décembre 2024 et 2023. Les actifs des EDDV consolidées sont utilisés pour régler les passifs de ces entités. Les détenteurs d'intérêts bénéficiaires n'ont pas recours au crédit général de JPMorganChase. Les actifs et les passifs figurant dans le tableau ci-dessous comprennent les actifs et les passifs de tiers des EDDV consolidées et excluent les soldes intersociétés qui s'éliminent lors de la consolidation. Pour plus de détails, voir la note 14.

	2024	2023
	\$	\$
31 décembre (en millions)		
Actifs		
Actifs détenus à des fins de transaction	3 885	2 170
Prêts	36 510	37 611
Tous les autres actifs	681	591
Total des actifs	41 076	40 372
Passif		
Titres de propriété émis par des EDDV consolidées	27,323	23,020
Tous les autres passifs	454	263
Total du passif	27,777	23,283

Etat consolidés des variations des capitaux propres

	2024	2023	2022
Exercice clos le 31 décembre (en millions sauf les données par action)	\$	\$	\$
Actions privilégiées			
Solde au 1 ^{er} janvier	27 404	27 404	34 838
Délivrance	2 496	-	-
Rédemption	(9 850)	-	(7 434)
Solde au 31 décembre	20 050	27 404	27 404
Actions ordinaires			
Solde au 1 ^{er} janvier et au 31 décembre	4 105	4 105	4 105
Capital d'apport supplémentaire			
Solde au 1 ^{er} janvier	90 128	89 044	88 415
Actions émises et engagements d'émettre des actions ordinaires au titre de la rémunération des salariés fondée sur des actions et les effets fiscaux qui en découlent	768	1 084	629
Autres	15	-	-
Solde au 31 décembre	90 911	90 128	89 044
Bénéfices non distribués			
Solde au 1 ^{er} janvier	332 901	296 456	272 268
Effet cumulé du changement de principes comptables	(161)	449	-
Revenu net	58 471	49 552	37 676
Dividendes sur actions privilégiées	(1 259)	(1 501)	(1 595)
Dividendes sur actions ordinaires (4 80 \$ 4 10 \$ et 4 00 \$ par action pour 2024 2023 et 2022 respectivement)	(13 786)	(12 055)	(11 893)
Solde au 31 décembre	376 166	332 901	296 456
Cumul des autres éléments du résultat global (perte)			
Solde au 1 ^{er} janvier	(10 443)	(17 341)	(84)
Autres éléments du résultat global après impôts	(2 013)	6 898	(17 257)
Solde au 31 décembre	(12 456)	(10 443)	(17 341)
Actions propres au coût			
Solde au 1 ^{er} janvier	(116 217)	(107 336)	(105 415)
Rachat	(19 007)	(9 980)	(3 122)
Réémission	1 206	1 099	1 201
Solde au 31 décembre	(134 018)	(116 217)	(107 336)
Total des capitaux propres	344 758	327 878	292 332

A compter du 1^{er} janvier 2024, le cabinet a adopté la méthode de la mise en équivalence et les coentreprises : Comptabilisation des investissements dans des structures de crédit d'impôt au moyen de la méthode de l'amortissement proportionnel. A compter du 1^{er} janvier 2023, le cabinet a adopté les directives comptables Instruments financiers - Pertes de crédit : Troubled Debt Restructurings, et Derivatives and Hedging : Couverture de la juste valeur - Méthode de la couche de portefeuille. Voir la note 1 pour plus d'informations.

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

	2024	2023	2022
Exercice clos le 31 décembre (en millions)	\$	\$	\$
Activités opérationnelles			
Revenu net	58 471	49 552	37 676
Ajustements pour réconcilier le résultat net avec les liquidités nettes fournies par les activités d'exploitation :			
Provision pour pertes sur créances	10 678	9 320	6 389
Dépréciation et amortissement	7 938	7 512	7 051
Impôt différé (bénéfice)/charge	2 004	(4 534)	(2 738)
Estimation de la plus-value liée à l'acquisition de First Republic	(103)	(2 775)	-
Gain initial sur l'échange d'actions Visa	(7 990)	-	-
Autres	1 985	4 301	5 174
Créations et acquisitions de prêts détenus en vue de la vente	(212 238)	(115 245)	(149 167)
Produits des ventes des titrisations et des remboursements de prêts détenus en vue de la vente	205 303	116 430	167 709
Variation nette :			
Actifs détenus à des fins de transaction	(95 729)	(74 091)	(31 449)
Titres empruntés	(18 762)	(14 902)	20 203
Intérêts courus et créances	5 735	19 928	(22 970)
Autres actifs	(7 650)	32 970	(2 882)
Passifs de négociation	2 276	5 315	11 170

Créditeurs et autres passifs	(90)	(25 388)	58 614
Autres ajustements opérationnels	6 160	4 581	2 339
Trésorerie nette (utilisée)/fournie par les activités d'exploitation	(42 012)	12 974	107 119
Activités d'investissement			
Variation nette :			
Fonds fédéraux vendus et titres achetés dans le cadre de conventions de revente	(18 706)	39 740	(54 278)
Titres détenus jusqu'à l'échéance :			
Produits des remboursements et des échéances	99 363	53 056	48 626
Achats	(4 709)	(4 141)	(33 676)
Titres disponibles à la vente :			
Produits des remboursements et des échéances	38 499	53 744	39 159
Produit des ventes	104 625	108 434	84 616
Achats	(352 712)	(115 499)	(126 258)
Produits de la vente et de la titrisation de prêts détenus à des fins d'investissement	57 921	47 312	44 892
Autres variations des prêts nettes	(83 176)	(88 343)	(128 968)
Trésorerie nette utilisée pour l'acquisition de First Republic	(2 362)	(9 920)	-
Autres activités d'investissement nettes	(2 146)	(16 740)	(11 932)
Trésorerie nette (utilisée)/fournie par les activités d'investissement	(163 403)	67 643	(137 819)
Activités de financement			
Variation nette :			
Dépôts	3 299	(32 196)	(136 895)
Fonds fédéraux achetés et titres prêtés ou vendus dans le cadre d'accords de mise en pension	80 288	13 801	8 455
Emprunts à court terme	7 439	(1 934)	(8 984)
Titres de propriété émis par des EDDV consolidées	1 543	9 029	2 205
Produits des emprunts à long terme	109 915	75 417	78 442
Paievements des emprunts à long terme	(96 605)	(64 880)	(45 556)
Produit de l'émission d'actions privilégiées	2 500	-	-
Rachat d'actions privilégiées	(9 850)	-	(7 434)
Rachat d'actions propres	(18 830)	(9 824)	(3 162)
Dividendes versés	(14 783)	(13 463)	(13 562)
Autres activités de financement nettes	(1 469)	(1 521)	234
Trésorerie nette provenant des/(utilisée) les activités de financement	63 447	(25 571)	(126 257)
Effet des variations des taux de change sur les liquidités les créances sur les banques et les dépôts auprès des banques	(12 866)	1 871	(16 643)
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie des créances sur les banques et des dépôts auprès des banques	(154 834)	56 917	(173 600)
Liquidités créances sur les banques et dépôts auprès des banques au début de la période	624 151	567 234	740 834
Liquidités créances sur les banques et dépôts auprès des banques à la fin de la période	469 317	624 151	567 234
Intérêts payés en espèces	99 642	77 114	23 143
Impôts sur le revenu payés en espèces nets	11 715	9 908	4 355

Notes sur les états financiers consolidés

Note 1 - Base de présentation

JPMorgan Chase & Co. ("JPMorganChase" ou "l'entreprise"), société holding financière constituée en 1968 en vertu de la loi du Delaware, est une société de services financiers de premier plan basée aux Etats-Unis, avec des activités dans le monde entier. Elle est leader dans les domaines de la banque d'investissement, des services financiers aux particuliers et aux petites entreprises, de la banque commerciale, du traitement des transactions financières et de la gestion d'actifs. Voir la note 32 pour plus de détails sur les secteurs d'activité de la société.

Les principes comptables et d'information financière de JPMorganChase et de ses filiales sont conformes aux principes comptables généralement admis aux Etats-Unis (US GAAP). En outre, le cas, les politiques sont conformes aux lignes directrices en matière de comptabilité et d'information prescrites par les autorités réglementaires.

Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de JPMorganChase et d'autres entités dans lesquelles la société détient une participation financière majoritaire. Tous les soldes et transactions significatifs entre sociétés ont été éliminés.

Les actifs détenus par la société pour le compte de ses clients en qualité d'agent ou de fiduciaire ne sont pas des actifs de JPMorganChase et ne figurent pas dans les bilans consolidés.

Le cabinet détermine s'il détient une participation financière majoritaire dans une entité en évaluant d'abord si l'entité est une entité à droit de vote ou entité à droit variable.

Entités avec droit de vote

Les entités avec droit de vote sont des entités qui disposent de suffisamment de capitaux propres et qui confèrent aux investisseurs des droits de vote leur permettant de prendre des décisions importantes concernant les activités de l'entité. Pour ces types d'entités, le cabinet détermine s'il détient une participation de contrôle en se fondant principalement sur le montant des participations avec droit de vote détenues. Les dans lesquelles le cabinet détient une participation financière majoritaire, par la détention de la majorité des avec droit de vote, ou par d'autres droits contractuels qui lui confèrent le contrôle, sont consolidées par le cabinet.

Les investissements dans des sociétés dans lesquelles l'entreprise exerce une influence significative sur les décisions d'exploitation et de financement (sans pour autant détenir la majorité des de vote) sont (i) selon la méthode de la mise en équivalence ou (ii) à la juste valeur si l'option de la juste valeur a été choisie. Ces investissements sont généralement inclus dans les autres actifs, le revenu ou la perte étant inclus dans les revenus autres que d'intérêts.

Certains fonds de gestion d'actifs parrainés par le cabinet sont structurés comme des sociétés en commandite ou des sociétés à responsabilité limitée. Pour un grand nombre de ces entités, le cabinet est l'autorité de tutelle.

L'entreprise n'est pas consolidée en tant qu'associé commandité ou membre gérant, mais les associés ou membres non affiliés ont la possibilité de la révoquer en tant qu'associé commandité ou membre gérant sans motif (c'est-à-dire les droits de retrait), sur la base d'un vote à la majorité simple, ou les associés ou membres non affiliés ont le droit de participer à des décisions importantes. En conséquence, le cabinet ne consolide pas ces entités avec droit de vote. Toutefois, dans les cas limités où les associés ou membres non gestionnaires n'ont pas de droits de sortie ou de participation substantiels, le cabinet évalue les fonds en tant qu'EDDV et les consolide si le cabinet est l'associé commandité ou le membre gestionnaire et qu'il détient à la fois le pouvoir et un intérêt potentiellement significatif.

Les sociétés d'investissement et les fonds de gestion d'actifs de l'entreprise ont des investissements dans des entités publiques et privées, y compris des investissements dans des rachats d'entreprises, des actions de croissance et des opportunités d'investissement. Ces investissements sont comptabilisés selon les directives des sociétés d'investissement et, par conséquent, quel que soit le pourcentage de participation détenu, ils figurent au bilan consolidé à leur juste valeur et sont enregistrés dans les autres actifs, le revenu ou la perte étant inclus dans les revenus autres que d'intérêts. En cas de consolidation, l'entreprise conserve la comptabilisation selon les directives spécialisées des sociétés d'investissement.

Entités à détenteurs de droits variables

Les VIE sont des entités qui, de par leur conception, soit (1) ne disposent pas de capitaux propres suffisants pour permettre à l'entité de financer ses activités sans soutien financier subordonné supplémentaire de la part d'autres parties, soit (2) ont des investisseurs en capitaux propres qui n'ont pas la capacité de prendre des décisions importantes concernant les activités de l'entité par le biais de droits de vote, ou qui n'ont pas l'obligation d'absorber les pertes attendues, ou qui n'ont pas le droit de recevoir les rendements résiduels de l'entité.

Le type d'EDDV le plus courant est l'entité ad hoc. Les SPE sont couramment utilisées dans les opérations de titrisation afin d'isoler certains actifs et d'en distribuer les flux de trésorerie aux investisseurs. La structure de base de la SPE implique qu'une société vende des actifs à la SPE ; la SPE finance l'achat de ces actifs en émettant des titres aux investisseurs. Les documents juridiques qui régissent la transaction précisent comment les liquidités générées par les actifs doivent être réparties entre les investisseurs de la SPE et les autres parties qui ont des droits sur ces flux de trésorerie. Les SPE sont généralement structurées de manière à protéger les investisseurs des créances sur les actifs de la SPE détenues par les créanciers d'autres entités, y compris les créanciers du vendeur actifs.

Le principal bénéficiaire d'une EDDV (c'est-à-dire la partie qui détient une participation financière majoritaire) est de consolider les actifs et les passifs de l'EDDV.

Le principal bénéficiaire est la partie qui a à la fois (1) le pouvoir de diriger les activités de l'EDDV qui ont l'impact le plus significatif sur la performance économique de l'EDDV ; et (2) par le biais de ses intérêts dans l'EDDV, l'obligation d'absorber les pertes ou le droit de recevoir les avantages de l'EDDV qui pourraient potentiellement être significatifs pour l'EDDV.

Pour évaluer si le cabinet a le pouvoir de diriger les activités d'une EDDV qui ont l'impact le plus significatif sur la performance économique de l'EDDV, le cabinet prend en considération tous les faits et circonstances, y compris son rôle dans la création de l'EDDV et ses droits et responsabilités en cours. Cette évaluation comprend, premièrement, l'identification des activités qui ont l'impact le plus significatif sur la performance économique de l'EDDV et, deuxièmement, l'identification de la partie qui, le cas échéant, a le pouvoir sur ces activités. En général, les parties qui prennent les décisions les plus importantes affectant l'EDDV (telles que les gestionnaires d'actifs, les gestionnaires de garanties, les prestataires de services ou les détenteurs d'options d'achat ou de droits de liquidation sur les actifs de l'EDDV) ou qui ont le droit de révoquer unilatéralement ces décideurs sont réputées avoir le pouvoir de diriger les activités d'une EDDV.

Pour déterminer si l'entreprise a l'obligation d'absorber les pertes de l'EDDV ou le droit de recevoir des avantages de l'EDDV qui pourraient être significatifs pour l'EDDV, l'entreprise prend en considération tous ses intérêts économiques, y compris les investissements en dette et en capital, les frais de gestion et les dérivés ou autres accords considérés comme des droits variables dans l'EDDV. Cette évaluation exige que le cabinet

fasse preuve de jugement pour déterminer si ces intérêts, dans leur ensemble, sont considérés comme potentiellement significatifs pour l'EDDV. Les facteurs pris en compte dans l'évaluation de l'importance comprennent : la conception de l'EDDV, y compris sa structure de capitalisation ; la subordination des intérêts ; la priorité des paiements ; la part relative des intérêts détenus dans les différentes catégories de la structure de capital de l'EDDV ; et les raisons pour lesquelles les intérêts sont détenus par l'entreprise.

Le cabinet procède à des réévaluations permanentes pour déterminer : (1) si des entités précédemment évaluées selon le principe de la majorité des voix sont devenues des EDDV, sur la base de certains événements, et sont donc soumises au principe de consolidation des EDDV ; et (2) si des changements dans les faits et circonstances concernant l'implication du cabinet dans une EDDV entraînent une modification de la conclusion du cabinet en matière de consolidation.

Voir la note 14 pour plus d'informations sur les EDDV parrainées par des entreprises.

Reconnaissance des revenus

Revenus d'intérêts

L'entreprise comptabilise les revenus d'intérêts sur les prêts, les titres de créance et les autres instruments de dette, généralement sur la base du rendement, en fonction du taux contractuel sous-jacent. Voir la note 7 pour plus d'informations.

Revenus provenant de contrats avec des clients

JPMorganChase comptabilise les revenus autres que les intérêts provenant de certains contrats avec des clients, dans les commissions de banque d'investissement, les commissions liées aux dépôts, les commissions de gestion d'actifs, les commissions et autres frais, et les composantes des revenus de cartes, lorsque les obligations de performance de l'entreprise sont remplies. Voir la note 6 pour de plus amples informations sur les revenus de la société provenant de contrats avec les clients.

Revenus des transactions principales

JPMorganChase comptabilise une partie de ses actifs et de ses passifs à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sont principalement comptabilisées dans les revenus des transactions principales. Voir les notes 2 et 3 pour plus de détails sur l'évaluation de la juste valeur. Voir la note 6 pour plus de détails sur les revenus des transactions principales.

Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers consolidés

La préparation des états financiers consolidés exige de la direction qu'elle fasse des estimations et des hypothèses qui affectent les montants déclarés des actifs et des passifs, des produits et des charges, ainsi que les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Conversion des devises étrangères

JPMorganChase réévalue les actifs, les passifs, les recettes et les dépenses libellés en devises non américaines en dollars américains en utilisant les taux de change applicables.

Les gains et les pertes liés à la conversion des états financiers en monnaie fonctionnelle en vue de leur présentation aux Etats-Unis sont inclus dans l'état consolidé du résultat global. Les gains et les pertes liés aux transactions en devises non fonctionnelles, y compris les transactions en devises non fonctionnelles, sont inclus dans les états consolidés du résultat global.

Activités aux Etats-Unis où la monnaie fonctionnelle est le dollar américain.

Les montants en dollars américains sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé.

Compensation des actifs et des passifs

Les GAAP américains autorisent les entités à présenter les produits dérivés à recevoir et à payer avec la même contrepartie, ainsi que les garanties en espèces à recevoir et à payer, sur une base nette dans le bilan consolidé lorsqu'il existe un accord général de compensation juridiquement exécutoire. Les GAAP américains permettent également de présenter les titres vendus et achetés dans le cadre d'accords de mise en pension et les titres empruntés ou prêtés dans le cadre d'accords de prêt de titres sur une base nette lorsque des conditions spécifiques sont remplies, notamment l'existence d'un accord-cadre de compensation juridiquement exécutoire. L'entreprise a choisi de présenter ces soldes nets lorsqu'elle a déterminé que les conditions spécifiées étaient.

L'entreprise a recours à des accords de compensation globale pour atténuer le risque de crédit de la contrepartie dans certaines transactions, notamment les contrats de produits dérivés, la revente, la mise en pension, les titres empruntés et les titres prêtés.

Accords. Un accord de compensation globale est un accord unique avec une contrepartie qui permet de résilier ou d'accélérer des transactions multiples régies par cet accord et de les régler par un paiement unique dans une devise unique en cas de défaillance (par exemple, faillite, défaut de paiement ou de transfert de titres ou de livraison de garanties ou de marges à l'échéance). Lors de l'exercice des droits de résiliation des

produits dérivés par la partie non défaillante, (i) toutes les transactions sont résiliées, (ii) toutes les transactions sont évaluées et les valeurs positives des transactions " dans la monnaie " sont compensées par les valeurs négatives des transactions " hors de la monnaie " et (iii) la seule obligation de paiement qui subsiste est celle de l'une des parties de payer le montant de résiliation compensé. Lors de l'exercice de droits de défaillance dans le cadre d'accords de mise en pension et de prêts de titres, en général (i) toutes les transactions sont résiliées et accélérées, (ii) toutes les valeurs des titres ou des espèces détenus ou à livrer sont calculées, et toutes ces sommes sont compensées entre elles et (iii) la seule obligation de paiement restante est celle de l'une des parties de payer le montant net de la résiliation.

Les conventions-cadres de compensation typiques pour ces types transactions contiennent aussi souvent une convention de garantie/marge qui prévoit sûreté ou un transfert de titres ou d'espèces en garantie/marge à la partie qui a le droit d'exiger une marge (la " partie requérante "). L'accord de garantie/marge exige généralement qu'une partie transfère à la partie exigeante une garantie/marge d'une valeur égale au montant du déficit de marge sur une base nette pour toutes les transactions régies par l'accord de compensation globale, moins un éventuel seuil. L'accord de garantie/marge accorde à la partie demanderesse, en cas de défaillance de la contrepartie, le droit de compenser tout montant dû par la contrepartie avec toute garantie déposée ou l'équivalent en espèces de toute garantie/marge déposée. Il accorde également à la partie demanderesse le droit de liquider la garantie/marge et d'appliquer le produit à un montant payable par la contrepartie.

Voir la note 5 pour plus de détails sur les instruments dérivés de l'entreprise. Voir la note 11 pour plus de détails sur les accords de financement de titres de l'entreprise.

Etats des flux de trésorerie

Pour les états consolidés des flux de trésorerie de JPMorganChase, les liquidités sont définies comme les montants inclus dans les liquidités, les créances sur les banques et les dépôts auprès des banques dans les consolidés.

Norme comptable adoptée le 1^{er} janvier 2024

Méthode de la mise en équivalence et coentreprises : Comptabilisation des investissements dans des structures de crédit d'impôt selon la méthode de l'amortissement proportionnel

Les directives ont élargi les types d'investissements à vocation fiscale, au-delà des crédits d'impôt pour le logement abordable, que l'entreprise peut choisir, programme par programme, de comptabiliser en utilisant la méthode de l'amortissement proportionnel. Cette méthode exige que le coût des investissements éligibles, dans le cadre d'un programme choisi, soit amorti proportionnellement aux avantages fiscaux reçus, l'amortissement résultant étant comptabilisé directement dans la charge d'impôt sur le revenu, ce qui correspond aux crédits d'impôt et autres avantages fiscaux associés. Les investissements éligibles doivent répondre à certains critères, notamment que la quasi-totalité du rendement provienne de crédits d'impôt et d'autres avantages fiscaux.

Cette directive a été adoptée le 1^{er} janvier 2024 selon la méthode rétrospective modifiée. L'adoption de cette directive a entraîné une modification de la classification et du calendrier de l'amortissement associé à certains des investissements fiscaux de l'entreprise dans le domaine des énergies alternatives. A la suite de l'adoption, l'amortissement de ces investissements, qui était auparavant comptabilisé dans les autres revenus, est maintenant comptabilisé dans la charge d'impôt sur le revenu. La modification comptable a entraîné une diminution des bénéfices non répartis de 161 millions de dollars et a augmenté la charge d'impôt sur le revenu et le taux d'imposition effectif de l'entreprise d'environ 450 millions de dollars et de deux points de pourcentage, respectivement, au premier trimestre de 2024, sans incidence importante sur le revenu net.

La directive exige des informations supplémentaires pour tous les investissements qui génèrent des crédits d'impôt et d'autres avantages fiscaux dans le cadre d'un programme d'investissement à vocation fiscale pour lequel l'entreprise a choisi d'appliquer la méthode de l'amortissement proportionnel. La directive exige également une réévaluation des investissements éligibles lorsque des modifications ou des événements importants surviennent et entraînent un changement dans la nature de l'investissement ou dans la relation de l'entreprise avec le projet sous-jacent.

Voir les notes 6, 14 et 25 pour plus d'informations.

Normes comptables adoptées le 1^{er} janvier 2023

Dérivés et couvertures : Couverture de la juste valeur - Méthode de la couche de portefeuille

L'adoption de cette directive a élargi la possibilité de couvrir un portefeuille d'actifs à taux fixe dans le cadre d'une relation de comptabilité de couverture qualifiée. Comme le permet directive, l'entreprise a choisi de transférer les titres HTM dans la catégorie AFS et a désigné ces titres dans une couverture de portefeuille par la méthode de la couche au moment de l'adoption. L'impact de l'adoption du transfert sur les bénéfices non distribués n'est pas significatif.

Instruments financiers - Pertes de crédit : Restructurations de dettes douteuses (" TDR ")

L'adoption de cette directive a supprimé l'obligation d'évaluer la provision pour les TDR à l'aide d'une méthode d'actualisation des flux de trésorerie (" DCF ") et a permis d'opter pour une approche non DCF basée sur le portefeuille pour les prêts modifiés accordés à des emprunteurs en difficulté.

L'entreprise a choisi cette option pour tous les portefeuilles de prêts modifiés à des emprunteurs en difficulté, à l'exception des prêts dépendant d'une garantie et des prêts à risque non comptabilisés, pour lesquels l'entreprise a choisi de continuer à appliquer la méthode DCF. L'adoption de cette directive selon la méthode rétrospective modifiée le 1^{er} janvier 2023, a entraîné une augmentation de 446 millions de dollars des bénéfices non distribués.

Principales méthodes comptables

Le tableau suivant identifie les autres principes comptables importants de JPMorganChase ainsi que la note et la page où l'on peut trouver une description détaillée de chaque principe.

Evaluation de la juste valeur	Note 2	page 181
Option de la juste valeur	Note 3	page 203
Instruments dérivés	Note 5	page 209
Revenus autres que d'intérêts et revenus autres que d'intérêts dépenses	Note 6	page 225
Produits d'intérêts et charges d'intérêts	Note 7	page 229
Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi régimes d'avantages sociaux des employés	Note 8 (en anglais)	page 230
Incitations à base d'actions pour les salariés	Note 9	page 233
Titres de placement	Note 10	page 235
Activités de financement de titres	Note 11	page 240
Prêts	Note 12	page 243
Provision pour pertes sur créances	Note 13	page 266
Entités à détenteurs de droits variables	Note 14	page 271
Goodwill, droits de gestion des hypothèques et autres immobilisations incorporelles	Note 15	page 280
Locaux et équipements	Note 16	page 285
Baux	Note 18	page 286
Dettes et autres passifs	Note 19	page 288
Dettes à long terme	Note 20	page 289
Résultat par action	Note 23	page 294
Impôts sur le revenu	Note 25	page 296
Prêts hors bilan instruments financiers, garanties et autres engagements	Note 28	page 302

Note 2 - Evaluation de la juste valeur

JPMorganChase comptabilise une partie de ses actifs et de ses passifs à la juste valeur. Ces actifs et passifs sont principalement comptabilisés à la juste valeur de manière récurrente (c'est-à-dire les actifs et passifs qui sont évalués et comptabilisés à la juste valeur dans les consolidés de l'entreprise). Certains actifs, passifs et engagements non financés liés à des prêts sont évalués à la juste valeur sur une base non récurrente, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas évalués à la juste valeur sur une base continue mais font l'objet d'ajustements de la juste valeur uniquement dans certaines circonstances (par exemple, lorsqu'il existe une preuve de dépréciation).

La juste valeur est définie comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre des acteurs du marché à la date d'évaluation. La juste valeur est basée sur des prix ou des données cotées sur le marché, lorsqu'elles sont disponibles. Si les prix ou les données ne sont pas disponibles, la juste valeur est basée sur des modèles d'évaluation et d'autres techniques d'évaluation qui prennent en compte les caractéristiques pertinentes de la transaction (telles que l'échéance) et utilisent, comme données, des paramètres de marché observables ou non observables, notamment des courbes de rendement, des taux d'intérêt, des volatilités, des prix (tels que les prix des matières premières, des actions ou de la dette), des corrélations, des taux de change et des courbes de crédit. La juste valeur peut également intégrer des ajustements d'évaluation.

Le niveau de précision dans l'estimation des données de marché non observables ou d'autres facteurs peuvent affecter le montant du gain ou de la perte enregistré pour une position particulière.

En outre, bien que l'entreprise estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et cohérentes avec celles d'autres acteurs du marché, les méthodes et les hypothèses utilisées reflètent le jugement de la direction et peuvent varier selon les activités et les portefeuilles de l'entreprise.

Le cabinet utilise diverses méthodologies et hypothèses pour déterminer la juste valeur. L'utilisation par d'autres acteurs du marché de méthodologies ou d'hypothèses différentes de celles utilisées par l'entreprise pourrait conduire à une estimation différente de la juste valeur à la date de clôture.

Processus d'évaluation

Les fonctions de prise de risque sont chargées de fournir des estimations de la juste valeur des actifs et des passifs comptabilisés à la juste dans bilans consolidés. Le groupe de contrôle des valorisations (Valuation Control Group - VCG), qui fait partie de la fonction financière de l'entreprise et qui est indépendant des fonctions de prise de risque, est chargé de vérifier ces estimations et de déterminer les ajustements de juste valeur éventuellement nécessaires pour garantir que les positions de l'entreprise sont comptabilisées à leur juste valeur. En outre, le Valuation Governance Forum (" VGF ") de l'entreprise, qui est composé de cadres supérieurs de la finance et du risque, est chargé de superviser la gestion des risques découlant des activités d'évaluation menées dans l'ensemble de l'entreprise. Le VGF est présidé par le directeur général de l'entreprise.

Le VCG est dirigé par le chef du VCG (sous la direction du contrôleur de l'entreprise) et comprend des sous-forums couvrant la CIB, la CCB, l'AWM et certaines fonctions de l'entreprise, y compris la trésorerie et le DSI.

Processus de vérification des prix

Le VCG vérifie les estimations de la juste valeur fournies par fonctions de prise de risque en s'appuyant sur des prix dérivés de manière indépendante, des données d'évaluation et d'autres données de marché, lorsqu'elles sont disponibles. Lorsque des prix ou des données indépendants ne sont pas disponibles, le VCG procède à un examen supplémentaire pour s'assurer du caractère raisonnable des estimations. Cet examen supplémentaire peut comprendre l'évaluation de l'activité limitée du marché, y compris les dénouements des clients, la comparaison des données d'évaluation avec celles utilisées pour des instruments similaires, la décomposition de l'évaluation des instruments structurés en composants individuels, la comparaison des flux de trésorerie prévus et réels, l'examen des tendances en matière de pertes et profits et l'examen des tendances en matière d'évaluation de la garantie. Il existe également des niveaux supplémentaires d'examen par la direction pour les positions plus importantes ou plus complexes.

Le VCG détermine les ajustements de valorisation éventuellement nécessaires aux estimations fournies par les fonctions de prise de risque. Aucun ajustement des prix cotés n'est appliqué pour les instruments classés au niveau 1 de la hiérarchie de la juste valeur (voir la discussion sur la hiérarchie de la juste valeur à la page 182 pour plus d'informations).

Pour les autres positions, il faut faire preuve de discernement pour évaluer la nécessité de procéder à des ajustements de valeur afin de refléter de manière appropriée les considérations de liquidité, les paramètres non observables et, pour certains portefeuilles répondant à des critères précis, la taille de la position de risque nette ouverte. La détermination de ces ajustements suit cadre cohérent dans l'ensemble de l'entreprise :

- Des ajustements de l'évaluation de la liquidité sont envisagés lorsqu'il existe un prix externe observable ou un paramètre d'évaluation, mais que sa fiabilité est moindre, potentiellement en raison d'une activité de marché plus faible. Les ajustements de la valeur de la liquidité sont effectués sur la base des conditions actuelles du marché. Les facteurs qui peuvent être pris en compte pour déterminer l'ajustement de liquidité comprennent l'analyse de : (1) l'écart estimé entre l'offre et la demande pour l'instrument négocié ; (2) d'autres points de cotation pour des instruments similaires sur des marchés actifs ; et (3) l'écart entre l'offre et la demande pour l'instrument négocié.

(3) l'éventail des valeurs raisonnables que le prix ou le paramètre pourrait prendre.

- L'entreprise gère certains portefeuilles d'instruments financiers sur la base de l'exposition au risque net ouvert et, comme le permettent les GAAP américains, a choisi d'estimer la juste valeur de ces portefeuilles sur la base d'un transfert de l'ensemble de la position de risque net ouvert dans le cadre d'une transaction ordonnée. Dans ce cas, des ajustements d'évaluation peuvent s'avérer nécessaires pour refléter le coût de sortie d'une position nette de risque ouverte d'une taille supérieure à la normale du marché. Lorsqu'ils sont appliqués, ces ajustements sont les suivants sur la base de facteurs qu'un acteur du marché concerné prendrait en considération lors du transfert de la position nette en risque, y compris l'ampleur de l'évolution défavorable du marché susceptible de se produire pendant la période nécessaire pour réduire suffisamment la position nette en risque.

- Des ajustements pour incertitude liés à des paramètres non observables peuvent être effectués lorsque les positions sont évaluées à l'aide de prix ou de paramètres d'entrée dans les modèles d'évaluation qui ne sont pas observables en raison d'un manque d'activité sur le marché ou parce qu'ils ne peuvent être déduits de données de marché observables. Ces prix ou paramètres doivent être estimés et sont donc soumis au jugement de la direction. Des ajustements sont effectués pour refléter l'incertitude inhérente à l'estimation de l'évaluation qui en résulte.

- Le cas, l'entreprise applique également des ajustements à ses estimations de la juste valeur afin de refléter de manière appropriée la qualité du crédit de la contrepartie (CVA), la propre solvabilité de l'entreprise (DVA) et l'impact du financement (FVA), en utilisant un cadre cohérent dans l'ensemble de l'entreprise. Pour plus d'informations sur ces ajustements, se reporter à la section Ajustements de crédit et de financement à la page 198 de la présente note.

Examen et approbation du modèle d'évaluation

Si des prix ou des cotations ne sont pas disponibles pour un instrument ou un instrument similaire, la juste valeur est généralement déterminée à l'aide de modèles d'évaluation qui prennent en compte les conditions pertinentes de la transaction, telles que l'échéance, et utilisent comme données des paramètres fondés sur le marché ou provenant de sources indépendantes. Lorsque c'est le cas, le processus de vérification des prix décrit ci-dessus est appliqué aux données de ces modèles.

En vertu de la politique d'estimation et de gestion du risque de modèle du cabinet, MRGR examine et approuve les nouveaux modèles, ainsi que les changements importants apportés aux modèles existants, avant leur mise en œuvre dans l'environnement opérationnel. Dans certaines circonstances, des exceptions peuvent être accordées à la politique du cabinet pour permettre l'utilisation d'un modèle avant son examen ou son approbation. Le MRGR peut également exiger de l'utilisateur qu'il prenne des mesures appropriées pour atténuer le risque lié au modèle s'il doit être utilisé dans l'intervalle. Ces mesures dépendent du modèle et peuvent inclure, par exemple, la limitation de l'activité de négociation.

Hiérarchie de la juste valeur

Une hiérarchie de la juste valeur à trois niveaux a été établie selon les GAAP américains pour la divulgation des évaluations de la juste valeur. La hiérarchie de la juste valeur est basée sur l'observabilité des données utilisées pour l'évaluation d'un actif ou d'un passif à la date d'évaluation. Les trois niveaux sont définis comme suit.

- Niveau 1 - les données utilisées pour la méthode d'évaluation sont les prix cotés (non ajustés) d'actifs ou de passifs identiques sur des marchés actifs.
- Niveau 2 - les données utilisées pour la méthode d'évaluation comprennent les prix cotés d'actifs et de passifs similaires sur des marchés actifs et les données observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement, pour la quasi-totalité de la durée de l'instrument financier.
- Niveau 3 - une ou plusieurs données de la méthode d'évaluation ne sont pas observables et sont significatives pour l'évaluation de la juste valeur.

Le classement d'un instrument financier dans la hiérarchie de la juste valeur est basé sur le niveau le plus bas de données significatives pour l'évaluation de la juste valeur.

Le tableau suivant décrit les méthodes d'évaluation généralement utilisées par l'entreprise pour mesurer ses produits/instruments importants à la juste valeur, y compris la classification générale de ces instruments selon la hiérarchie de la juste valeur.

Produit/instrument	Méthodologie	Classification dans la hiérarchie des justes valeurs
Accords de financement de titres	Les évaluations sont basées sur les flux de trésorerie actualisés, qui prennent en compte : <ul style="list-style-type: none"> • Caractéristiques des produits dérivés : pour plus d'informations, se référer à la discussion sur les produits dérivés ci-dessous. • Taux du marché pour l'échéance respective • Caractéristiques des garanties 	principalement le niveau 2
Prêts et engagements liés à des prêts - commerce de gros Prêts comptabilisés à la juste valeur (prêts commerciaux et prêts non commerciaux) et prêts associés engagements liés aux prêts	Lorsque des données de marché observables sont disponibles, les évaluations sont basées sur : <ul style="list-style-type: none"> • Prix observés sur le marché (circonstances peu fréquentes) • Devis de courtiers pertinents • Prix de marché observés pour des instruments similaires Lorsque les données de marché observables ne sont pas disponibles ou sont limitées, Les évaluations sont basées sur les flux de trésorerie actualisés, qui prennent en compte les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Les écarts de crédit dérivés du coût des CDS ; ou les courbes de crédit de référence développées par la firme, par secteur et par notation de crédit. • Vitesse de remboursement anticipé • Caractéristiques des garanties 	Niveau 2 ou 3
Prêts - consommation Prêts comptabilisés à la juste valeur	La juste valeur est basée sur les prix du marché observables pour les prêts hypothécaires. Il incorpore des ajustements à ces prix pour tenir compte des différences entre les titres et la valeur des prêts sous-jacents, qui comprennent les caractéristiques de crédit, la composition du portefeuille et la liquidité.	Principalement de niveau 2

- prêts hypothécaires résidentiels dont la vente est prévue Investissement et commerce Titres	<p>Prix cotés sur le marché</p> <p>En l'absence de prix cotés sur le marché, les titres sont évalués sur la base :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prix de marché observables pour des titres similaires • Devis de courtiers pertinents • Flux de trésorerie actualisés <p>En outre, les données suivantes sont utilisées pour actualiser les flux de trésorerie pour les produits suivants :</p> <p>Données spécifiques aux titres adossés à des créances hypothécaires et à des actifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Caractéristiques des garanties • Répartition des paiements et des pertes en fonction de l'opération • Hypothèses actuelles du marché concernant le rendement, la vitesse de remboursement anticipé, les taux de défaillance conditionnels et la gravité des pertes <p>Données spécifiques aux Collateralized Loan Obligations (" CLO ") :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Caractéristiques des garanties • Répartition des paiements et des pertes en fonction de l'opération • Vitesse de remboursement anticipée, taux de défaillance conditionnels, sévérité des pertes • Ecart de crédit • Données sur les notations de crédit 	Niveau 1 Niveau 2 ou 3
Produits de base physiques	Evaluées à l'aide de prix ou de données de marché observables.	Principalement de niveau 1 ou 2

Produit/instrument	Méthodologie	Classification dans la hiérarchie des justes valeurs
Dérivés	<p>Dérivés activement négociés, par exemple des dérivés négociés en bourse, qui sont évalués sur la base de prix cotés.</p> <p>Les produits dérivés qui sont évalués à l'aide de modèles tels que le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes, les modèles de simulation ou une combinaison de modèles qui peuvent utiliser des données d'évaluation observables ou non observables et prendre en compte les conditions contractuelles.</p> <p>Les principales données d'évaluation utilisées dépendent du type de dérivé et de la nature des instruments sous-jacents et peuvent inclure les prix des actions, les prix des matières premières, les taux de change, les volatilités, les corrélations, les écarts de CDS, les taux de recouvrement et la vitesse de remboursement anticipé.</p> <p>En outre, les données spécifiques utilisées pour les dérivés qui sont évalués sur la base de modèles avec des données non observables significatives sont les suivantes :</p> <p>Les données spécifiques aux dérivés exotiques de taux d'intérêt et de change sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Courbe des taux d'intérêt • Volatilité des taux d'intérêt • Volatilité des écarts de taux d'intérêt • Valeur de commutation des Bermudes • Corrélation des taux d'intérêt • Corrélation entre les taux d'intérêt et les devises • Corrélation entre les taux de change <p>Les données spécifiques aux dérivés de crédit comprennent</p> <ul style="list-style-type: none"> • Corrélation de crédit entre les instruments de dette sous-jacents <p>Les données d'entrée spécifiques aux dérivés d'actions comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prix à terme des actions • Volatilité des actions • Corrélation entre les actions • Corrélation entre les actions et les devises • Corrélation actions-IR <p>Les données spécifiques aux dérivés de matières premières comprennent</p>	Niveau 1 Niveau 2 ou 3

	<ul style="list-style-type: none"> • Prix à terme des matières premières • Volatilité des matières premières • Corrélation entre les produits de base <p>En outre, des ajustements sont effectués pour refléter la qualité du crédit de la contrepartie (CVA) et l'impact du financement (FVA). Voir la page 198 de la présente note.</p>	
Droits de gestion des hypothèques	Voir les droits de gestion des hypothèques à la note 15.	Niveau 3
Investissements directs en capital-investissement	<p>La juste valeur est estimée à l'aide de toutes les informations disponibles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prix des transactions • Multiples de négociation des entreprises publiques comparables • Performance opérationnelle de la société de portefeuille sous-jacente • Ajustements nécessaires, étant donné que les sociétés publiques comparables ne sont pas identiques à la société évaluée, et pour des questions spécifiques à la société, notamment le manque de liquidité. • Autres données disponibles pertinentes pour l'investissement 	Niveau 2 ou 3

Produit/instrument	Méthodologie	Classification dans la hiérarchie des justes valeurs
Investissements dans des fonds (par exemple, fonds d'investissement mutuels/collectifs, fonds de capital-investissement, fonds spéculatifs et fonds immobiliers)	<p>Valeur nette d'inventaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • La valeur liquidative est soutenue par la capacité de rachat et d'achat au niveau de la valeur liquidative. • Ajustements de la valeur liquidative, le cas échéant, pour tenir compte des restrictions au rachat (par exemple, périodes de blocage ou limitations de retrait) ou lorsque l'activité observable est limitée. 	<p>Niveau 1</p> <p>Niveau 2 ou 3^(a)</p>
Titres de propriété émis par des EDDV consolidées	<p>Valorisés à l'aide d'informations observables sur le marché, lorsqu'elles sont disponibles.</p> <p>En l'absence d'informations observables sur le marché, les évaluations sont effectuées à l'aide d'un système de notation, sur la base de la juste valeur des actifs sous-jacents détenus par l'EDDV.</p>	Niveau 2 ou 3
Obligations structurées (incluses dans les dépôts, les emprunts à court terme et la dette à long terme)	<p>Les évaluations sont basées sur des analyses de flux de trésorerie actualisés qui prennent en compte le dérivé incorporé ainsi que les conditions et la structure de paiement de la note.</p> <p>Les caractéristiques des dérivés incorporés sont prises en compte à l'aide de modèles tels que le modèle d'évaluation des options Black-Scholes, des modèles de simulation ou une combinaison de modèles qui peuvent utiliser des données d'évaluation observables ou non observables, en fonction du dérivé incorporé. Les données spécifiques utilisées varient en fonction de la nature des caractéristiques du dérivé incorporé, comme décrit dans la discussion ci-dessus concernant l'évaluation des dérivés. Des ajustements sont ensuite apportés à cette évaluation de base pour refléter le risque de crédit propre à l'entreprise (DVA). Voir la page 198 de la présente note.</p>	Niveau 2 ou 3

(a) Exclut certains investissements qui sont évalués à la juste valeur en utilisant la valeur nette d'inventaire par action (ou son équivalent) comme moyen pratique.

Le tableau suivant présente les actifs et les passifs comptabilisés à la juste valeur aux 31 décembre 2024 et 2023, par grande catégorie de produits et par hiérarchie de la juste valeur.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente

	Hiérarchie de la juste valeur			Compensation des dérivés Ajustements ^(e)	Total de la juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
31 décembre 2024 (en millions) valeur	\$	\$	\$	\$	\$
Fonds fédéraux vendus et titres achetés dans le cadre de conventions de revente	-	286 771	-	-	286 771
Titres empruntés	-	83 962	-	-	83 962
Actifs détenus à des fins de transaction :					
Instruments de dette :					
Titres adossés à des créances hypothécaires :					
GSE et agences gouvernementales américaines ^(a)	-	104 312	488	-	104 800
Résidentiel - sans agence	-	2 282	5	-	2 287
Commercial - sans agence	-	1 283	10	-	1 293
Total des titres adossés à des créances hypothécaires	-	107 877	503	-	108 380
Trésor américain GSE et agences gouvernementales ^(a)	150 580	11 702	-	-	162 282
Obligations des Etats et municipalités des Etats-Unis	-	6 100	1	-	6 101
Certificats de dépôt acceptations bancaires et papier commercial	-	3 950	-	-	3 950
Titres de créance d'administrations publiques non américaines	34 108	54 335	152	-	88 595
Titres de créance d'entreprises	-	33 591	390	-	33 981
Prêts	-	10 228	1 088	-	11 316
Titres adossés à des actifs	-	2 813	10	-	2 823
Total des instruments de dette	184 688	230 596	2 144	-	417 428
Titres de participation	130 307	1 359	62	-	131 728
Produits de base physiques ^(b)	5 957	1 533	26	-	7 516
Autres	-	19 935	210	-	20 145
Total des instruments de dette et de capitaux propres^(c)	320 952	253 423	2 442	-	576 817
Créances dérivées :					
Taux d'intérêt	4 934	282 019	3 781	(265 789)	24 945
Crédit	-	10 379	708	(10 273)	814
Change	196	261 520	1 204	(237 608)	25 312
Fonds propres	-	82 855	2 365	(79 935)	5 285
Produits de base	-	15 232	394	(11 015)	4 611
Total des créances dérivées	5 130	652 005	8 452	(604 620)	60 967
Total des actifs détenus à des fins de transaction^(d)	326 082	905 428	10 894	(604 620)	637 784
Titres disponibles à la vente :					
Titres adossés à des créances hypothécaires :					
GSE et agences gouvernementales américaines ^(a)	-	91 893	-	-	91 893
Résidentiel - sans agence	-	4 811	-	-	4 811
Commercial - sans agence	-	4 057	8	-	4 065
Total des titres adossés à des créances hypothécaires	-	100 761	8	-	100 769
Trésor américain et agences gouvernementales	234 491	288	-	-	234 779
Obligations des Etats et municipalités des Etats-Unis	-	17 913	-	-	17 913
Titres de créance d'administrations publiques non américaines	23 973	12 272	-	-	36 245
Titres de créance d'entreprises	-	70	-	-	70
Titres adossés à des actifs :					
Obligations de prêts garantis	-	14 943	-	-	14 943
Autres ^(a)	-	2 133	-	-	2 133
Total des titres disponibles à la vente	258 464	148 380	8	-	406 852
Prêts ^(e)	-	38 934	2 416	-	41 350
Droits de gestion des hypothèques	-	-	9 121	-	9 121
Autres actifs ^(d)	5 732	6 997	1 344	-	14 073
Total des actifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente	590 278	1 470 472	23 783	(604 620)	1 479 913
Dépôts		-31 583	2 185		33 768
Fonds fédéraux achetés et titres prêtés ou vendus dans le cadre d'opérations de mise en pension accords	-	226 329	-	-	226 329
Emprunts à court terme	-	23 045	3 476	-	26 521
Passifs de négociation :					
Instruments de dette et de capitaux propres ^(c)	120 719	32 457	46	-	153 222
Dettes dérivées :					
Taux d'intérêt	3 981	266 767	3 480	(264 989)	9 239

Crédit	-	12 725	1 071	(11 898)	1 898
Change	187	253 196	1 184	(238 970)	15 597
Fonds propres	-	90 908	5 231	(87 491)	8 648
Produits de base	-	14 021	467	(10 209)	4 279
Total des dettes dérivées	4 168	637 617	11 433	(613 557)	39 661
Total des passifs commerciaux	124 887	670 074	11 479	(613 557)	192 883
Créditeurs et autres passifs	3 100	2 717	76	-	5 893
Titres de propriété émis par des EDDV consolidées	-	1	-	-	1
Dettes à long terme	-	66 216	34 564	-	100 780
Total des passifs évalués à la juste valeur de manière récurrente	127 987	1 019 965	51 780	(613 557)	586 175

31 décembre 2023 (en millions) valeur	Hiérarchie de la juste valeur			Compensation des dérivés Ajustements ^(e)	Total de la juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
	\$	\$	\$		\$
Fonds fédéraux vendus et titres achetés dans le cadre de conventions de revente		-259 813	-	-	-259 813
Titres empruntés	-	70 086	-	-	70 086
Actifs détenus à des fins de transaction :					
Instruments de dette :					
Titres adossés à des créances hypothécaires :					
GSE et agences gouvernementales américaines ^(a)	-	73 840	758	-	74 598
Résidentiel - sans agence	-	1 921	5	-	1 926
Commercial - sans agence	-	1 362	12	-	1 374
Total des titres adossés à des créances hypothécaires	-	77 123	775	-	77 898
Trésor américain GSE et agences gouvernementales ^(a)	133 997	9 998	-	-	143 995
Obligations des Etats et municipalités des Etats-Unis	-	5 858	10	-	5 868
Titres de créance d'administrations publiques non américaines	24 846	55 557	179	-	80 582
Titres de créance d'entreprises	-	32 854	484	-	33 338
Prêts	-	7 872	684	-	8 556
Titres adossés à des actifs	-	2 199	6	-	2 205
Total des instruments de dette	158 843	192 217	2 138	-	353 198
Titres de participation	107 926	679	127	-	108 732
Produits de base physiques ^(b)	2 479	3 305	7	-	5 791
Autres	-	17 879	101	-	17 980
Total des instruments de dette et de capitaux propres^(c)	269 248	214 080	2 373	-	485 701
Créances dérivées :					
Taux d'intérêt	2 815	243 578	4 298	(224 367)	26 324
Crédit	-	8 644	1 010	(9 103)	551
Change	149	204 737	889	(187 756)	18 019
Fonds propres	-	55 167	2 522	(52 761)	4 928
Produits de base	-	15 234	205	(10 397)	5 042
Total des créances dérivées	2 964	527 360	8 924	(484 384)	54 864
Total des actifs détenus à des fins de transaction^(d)	272 212	741 440	11 297	(484 384)	540 565
Titres disponibles à la vente :					
Titres adossés à des créances hypothécaires :					
GSE et agences gouvernementales américaines ^(a)	-	85 170	-	-	85 170
Résidentiel - non agence	-	3 639	-	-	3 639
Commercial - sans agence	-	2 803	-	-	2 803
Total des titres adossés à des créances hypothécaires	-	91 612	-	-	91 612
Trésor américain et agences gouvernementales	57 683	122	-	-	57 805
Obligations des Etats et municipalités des Etats-Unis	-	21 367	-	-	21 367
Titres de créance d'administrations publiques non américaines	13 095	8 187	-	-	21 282
Titres de créance d'entreprises	-	100	-	-	100
Titres adossés à des actifs :					
Obligations de prêts garantis	-	6 752	-	-	6 752
Autres ^(a)	-	2 786	-	-	2 786
Total des titres disponibles à la vente	70 778	130 926	-	-	201 704
Prêts ^(e)	-	35 772	3 079	-	38 851
Droits de gestion des hypothèques	-	-	8 522	-	8 522
Autres actifs ^(d)	6 635	3 929	758	-	11 322
Total des actifs évalués à la juste valeur de manière récurrente	349 625	1 241 966	23 656	(484 384)	1 130 863
Dépôts	-	76 551	1 833	-	78 384

Fonds fédéraux achetés et titres prêtés ou vendus dans le cadre d'accords de mise en pension	-	169 003	-	-	169 003
Emprunts à court terme	-	18 284	1 758	-	20 042
Passifs de négociation :					
Instruments de dette et de capitaux propres ^(c)	107 292	32 252	37	-	139 581
Dettes dérivées :					
Taux d'intérêt	4 409	232 277	3 796	(228 586)	11 896
Crédit	-	11 293	745	(10 949)	1 089
Change	147	211 289	827	(199 643)	12 620
Fonds propres	-	60 887	4 924	(56 443)	9 368
Produits de base	-	15 894	484	(10 504)	5 874
Total des dettes dérivées	4 556	531 640	10 776	(506 125)	40 847
Total des passifs commerciaux	111 848	563 892	10 813	(506 125)	180 428
Créditeurs et autres passifs	3 968	1 617	52	-	5 637
Titres de propriété émis par des EDDV consolidées	-	1	-	-	1
Dette à long terme	-	60 198	27 726	-	87 924
Total des passifs évalués à la juste valeur de manière récurrente	115 816	889 546	42 182	(506 125)	541 419

(a) Au 31 décembre 2024 et 2023, les obligations du GSE américain s'élevaient à 120,1 milliards de dollars et 78,5 milliards de dollars, respectivement, et étaient liées à des prêts hypothécaires.

(b) Les stocks de matières premières physiques sont généralement comptabilisés au plus faible du coût ou de la valeur nette de réalisation. La "valeur nette de réalisation" est un terme défini dans les GAAP américains comme n'excédant pas la juste valeur moins les coûts de vente ("coûts de transaction"). Les coûts de transaction pour les stocks physiques de marchandises de l'entreprise sont soit non applicables, soit non significatifs par rapport à la valeur des stocks. Par conséquent, la valeur nette de réalisation est proche de la juste valeur pour les stocks physiques de matières premières de l'entreprise. Lorsque la couverture de la juste valeur a été appliquée (ou lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure au coût), la valeur comptable des produits de base physiques est proche de la juste valeur, car dans le cadre de la comptabilité de couverture de la juste valeur, le coût de base est ajusté pour tenir compte des variations de la juste valeur. Voir la note 5 pour une analyse plus détaillée des relations de comptabilité de couverture de l'entreprise. Afin de fournir des informations cohérentes sur la juste valeur, tous les stocks de matières premières physiques ont été inclus dans chaque période présentée.

(c) Les soldes reflètent la réduction des titres détenus (positions longues) par le montant des titres identiques vendus mais non encore achetés (positions courtes).

(d) Certains investissements qui sont évalués à la juste valeur en utilisant la valeur de l'actif net par action (ou son équivalent) comme moyen pratique ne sont pas tenus d'être classés dans la hiérarchie de la juste valeur. Aux 31 décembre 2024 et 2023, la juste valeur de ces investissements, qui comprennent certains fonds spéculatifs, fonds de capital-investissement, fonds immobiliers et autres fonds, s'élevait à 1,0 milliard de dollars et était principalement comptabilisée dans les autres actifs.

(e) Comme le permettent les GAAP américains, l'entreprise a choisi de compenser les produits dérivés à recevoir et à payer, ainsi que les garanties en espèces reçues et payées, lorsqu'il existe un accord-cadre de compensation juridiquement exécutoire. Les soldes de niveau 3 seraient réduits si la compensation était appliquée, y compris l'avantage de compensation associé aux garanties en espèces.

Evaluations de niveau 3

Le cabinet a mis en place des procédures bien structurées pour déterminer la juste valeur, y compris pour les instruments dont la juste valeur est estimée à l'aide de données non observables significatives (niveau 3). Pour de plus amples informations sur le processus d'évaluation du cabinet et analyse détaillée de la détermination de la juste valeur de chaque instrument financier, voir les pages 181-185 de la présente note.

L'estimation de la juste valeur nécessite l'exercice jugement. Le type et le niveau de jugement requis dépendent largement de la quantité d'informations de marché observables dont dispose l'entreprise. Pour les instruments évalués à l'aide de modèles d'évaluation développés en interne et d'autres techniques d'évaluation qui utilisent des données non observables significatives et sont donc classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur, les jugements utilisés pour estimer la juste valeur sont plus importants que requis pour estimer la juste valeur des instruments classés aux niveaux 1 et 2.

Pour parvenir à une estimation de la juste valeur d'un instrument de niveau 3, la direction doit d'abord déterminer le modèle d'évaluation approprié ou toute autre technique d'évaluation à utiliser. Ensuite, en raison du manque d'observabilité des données significatives, la direction doit évaluer les données empiriques pertinentes pour dériver les données d'évaluation, y compris les détails des transactions, les courbes de rendement, les taux d'intérêt, la vitesse de remboursement anticipé, les taux de défaillance, les volatilités, les corrélations, les prix (tels que les prix des matières premières, des actions ou de la dette), les évaluations d'instruments comparables, les taux de change et les courbes de crédit.

Le tableau suivant présente les principaux instruments financiers de niveau 3 du cabinet, les techniques d'évaluation utilisées pour mesurer la juste valeur de ces instruments financiers, les principales données non observables, la fourchette de valeurs de ces données et les moyennes pondérées ou arithmétiques de ces données. Bien que la détermination du classement d'un instrument dans le niveau 3 soit basée sur l'importance des données non observables pour l'évaluation globale de la juste valeur, les instruments financiers de niveau 3 comprennent généralement des éléments observables (c'est-à-dire des éléments activement cotés et pouvant être validés par des sources externes) en plus des non observables. Les données de niveau 1 et/ou de niveau 2 ne sont pas incluses dans le tableau. En outre, l'entreprise gère le risque des

composantes observables des instruments financiers de niveau 3 en utilisant des titres et des positions sur dérivés qui sont classés dans les niveaux 1 ou 2 de la hiérarchie de la juste valeur.

La fourchette de valeurs présentée dans le tableau est représentative des données les plus élevées et les plus basses utilisées pour évaluer les groupes d'instruments significatifs au sein d'une classification produit/instrument. Lorsqu'elles sont fournies, les moyennes pondérées des valeurs des données présentées dans le tableau sont calculées sur la base de la juste valeur des instruments que la donnée est utilisée pour évaluer.

De l'avis du cabinet, les valeurs de la fourchette, de la moyenne pondérée et de la moyenne arithmétique ne reflètent pas degré d'incertitude des données ou une évaluation du caractère raisonnable des estimations et des hypothèses du cabinet. Elles reflètent plutôt les caractéristiques des divers instruments détenus par le cabinet et la distribution relative des instruments dans la fourchette des caractéristiques. Par exemple, deux contrats d'option peuvent avoir des niveaux similaires d'exposition au risque de marché et d'incertitude de l'évaluation, mais peuvent avoir des niveaux de volatilité implicite significativement différents parce que les contrats d'option ont des sous-jacents, des durées ou des prix d'exercice différents. La fourchette d'entrée et les valeurs moyennes pondérées et arithmétiques varieront donc d'une période à l'autre et d'un paramètre à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments détenus par l'entreprise à chaque date de clôture.

31 décembre 2024							
Produit/Instrument	Juste valeur (en millions)	Evaluation principale technique	Données non observables ^(g)	Plage de valeurs d'entrée			Moyenne ⁽ⁱ⁾
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et prêts ^(b)	861	Flux de trésorerie actualisés	Rendement Vitesse de remboursement Taux de défaut conditionnel Gravité des pertes	0 % 3 % 0 % 0 %		103 % 13 % 7 % 110 %	8 % 8 % 0 % 5 %
Commercial(mortgage-backed securities (titres adossés à des créances hypothécaires)	1,424	Comp. sur marché	Prix	0		90	81
Titres de créance d'entreprises	390	Comp. sur marché	Prix	0		148	95
Prêts ^(d)	1,730	Comp. sur marché	Prix	0		107	79
Titres de créance d'administrations publiques non U.S.	152	Comp. sur marché	Prix	0		103	95
Dérivés de taux d'intérêt nets	293	Prix des options Flux de trés. act.	Volatilité des taux d'intérêt Volatilité des écarts de taux d'int. Valeur de commutation Bermudes Corrélation des taux d'intérêt Corrélation IR-FX Vitesse de remboursement ant.	9 bps 37 bps 0 % (82)% (35)% 0 %		1,097 bps 77 bps 45 % 97 % 60 % 21 %	115 bps 64 bps 17 % 64 % 8 % 7 %
Dérivés de crédit nets	(393)	Flux de trés. act. Comp. sur marché	Corrélation de crédit Ecart de crédit Taux de récupération Prix	31 % 0 bps 10 % 0 \$		79 % 2,717 bps 90 % 115 \$	47 % 331 bps 61 % 74 \$
Dérivés de change nets	62 (42)	Prix des options Flux de trés. act.	Corrélation IR-FX Vitesse de remboursement anticipé Courbe des taux d'intérêt	(40)% 1 %	11 %	60 % 27 %	22 % 11 % 7 %
Dérivés sur actions, nets	(2,866)	Prix des options	Prix à terme des actions ^(h) Volatilité des actions Corrélation entre les actions Corrélation actions et devises	76 % 5 % 17 % (80)%		153 % 135 % 100 % 65 %	100 % 32 % 56 % (32)%

			Corrélation actions-IR	5 %		25 %	14 %
Dérivés nets sur matières premières	(73)	Prix des options	Contrats à terme sur le pétrole Gaz naturel à terme Volatilité des matières premières Corrélation entre les produits de base	87 \$ / BBL 2 \$ / MMBTU 2 % (35)%		291 \$ / BBL 7 \$ / MMBTU 43 % 98 %	160 \$ / BBL 4 \$ / MMBTU 5 % (9)%
MSR	9 121	Flux de trésorerie actualisés	Voir note 15				
Dettes à long terme, emprunts à court terme et dépôts	38 901	Prix des options	Volatilité des taux d'intérêt Valeur de commutation des Bermudes Corrélation des taux d'intérêt Corrélation IR-FX Volatilité des actions Corrélation entre les actions et les devises Corrélation actions-IR Corrélation de crédit	9 pdb 0 % (82)% (35)% 2 % 17 % (80)% 5 %		1 097 pd b 45 % 97 % 60 % 137 % 100 % 65 % 25 %	115 pdb 17 % 64 % 8 % 28 % 56 % (32)% 14 %
	1 324	Flux de trésorerie actualisés	Ecart de crédit Taux de récupération Rendement Gravité des pertes	30 % 2 points de base 20 % 5 % 0 %		57 % 270 points de base 40 % 20 % 100 %	46 % 83 points de base 35 % 10 % 50 %
Autres actifs et passifs de niveau 3 nets ^(f)	1,531						

(a) Les catégories présentées dans le tableau ont été regroupées sur la base du type de produit, qui peut différer de leur classification dans les consolidés. En outre, les données présentées pour chaque technique d'évaluation dans le tableau ne sont, dans certains cas, pas applicables à chaque instrument évalué à l'aide de la technique, car les caractéristiques des instruments peuvent différer.

(b) Comprend des titres du GSE américain et d'agences gouvernementales pour 488 millions de dollars, des titres non-agences pour 5 millions de dollars et des prêts non négociables pour 368 millions de dollars.

(c) Comprend des titres non-agents pour 18 millions de dollars, des prêts négociés pour 65 millions de dollars et des prêts non négociés pour 1,3 milliard de dollars.

(d) Comprend des prêts commerciaux de 1,0 milliard de dollars et des prêts non commerciaux de 707 millions de dollars.

(e) Les dettes à long terme, les emprunts à court terme et les dépôts comprennent des obligations structurées émises par l'entreprise, qui sont des instruments financiers contenant généralement des dérivés intégrés. L'estimation de la juste valeur des obligations structurées inclut les caractéristiques des dérivés incorporés dans l'instrument. Les données significatives non observables sont largement cohérentes avec celles présentées pour les créances dérivées.

(f) Comprend des titres de participation de 734 millions de dollars, dont 672 millions de dollars dans les autres actifs, pour lesquels les prix cotés ne sont pas facilement disponibles et la juste valeur est généralement basée sur des techniques d'évaluation internes telles que les multiples de l'EBITDA et l'analyse des comparables. Tous les autres actifs et passifs de niveau 3 sont négligeables, tant individuellement que globalement.

(g) Le prix est une donnée non observable importante pour certains instruments. Lorsque les prix cotés sur le marché ne sont pas facilement disponibles, on s'appuie généralement sur des techniques d'évaluation internes basées sur le prix. Le prix est exprimé en supposant une valeur nominale de 100 dollars.

(h) Le prix à terme des actions est exprimé en pourcentage du prix actuel des actions.

(i) Les montants représentent des moyennes pondérées, à l'exception des données relatives aux produits dérivés pour lesquelles des moyennes arithmétiques sont utilisées.

Variations et fourchettes des données non observables

La discussion suivante fournit une description de l'impact sur une évaluation de la juste valeur d'un changement dans chaque donnée non observable prise isolément, et de l'interrelation entre les données non observables, lorsqu'elle est pertinente et significative. L'impact des changements dans les données peut ne pas être indépendant, car un changement dans une donnée non observable peut donner lieu à un changement dans une autre donnée non observable. Lorsqu'il existe des relations entre deux données d'entrée non observables, ces relations sont discutées ci-dessous. Des relations peuvent également exister entre les données observables et non observables (par exemple, lorsque les taux d'intérêt observables augmentent, les taux de remboursement anticipé non observables diminuent) ; de telles relations n'ont pas été

incluses dans la discussion ci-dessous. En outre, pour chacune des relations individuelles décrites ci-dessous, la relation inverse s'applique généralement.

Les paragraphes suivants décrivent également les caractéristiques des instruments sous-jacents et les facteurs de marché externes qui influencent l'éventail des données utilisées dans l'évaluation des positions de l'entreprise.

Rendement - Le rendement d'un actif est le taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs dans un calcul de flux de trésorerie actualisés. Une augmentation du rendement, prise isolément, entraînerait une diminution de l'évaluation de la juste valeur.

Ecart de crédit - L'écart de crédit est le montant rendement annualisé supplémentaire par rapport au taux d'intérêt du marché qu'un acteur du marché exigerait pour s'exposer au risque de crédit d'un instrument. L'écart de crédit d'un instrument fait partie du taux d'actualisation utilisé dans le calcul des flux de trésorerie actualisés. En règle générale, une augmentation de l'écart de crédit entraîne une diminution de la juste.

Le rendement et l'écart de crédit d'un titre hypothécaire donné reflètent principalement le risque inhérent à l'instrument. Le rendement est également influencé par le niveau absolu du coupon payé par l'instrument (qui peut ne pas correspondre directement au niveau de risque inhérent). Par conséquent, l'éventail des rendements et des écarts de crédit reflète l'éventail des risques inhérents aux divers instruments détenus par l'entreprise. Le risque inhérent aux titres adossés à des créances hypothécaires dépend de la subordination du titre évalué et des caractéristiques des prêts hypothécaires sous-jacents au sein pool garanti, y compris les scores FICO des emprunteurs, les ratios LTV pour les prêts hypothécaires résidentiels et la nature de la propriété et/ou des locataires pour les prêts hypothécaires commerciaux. Pour les titres de créance d'entreprise, les obligations de

En ce qui concerne les obligations d'Etat et de municipalités des Etats-Unis et d'autres instruments similaires, les écarts de crédit reflètent la qualité de crédit du débiteur et la durée de l'obligation.

Vitesse de remboursement anticipé - La vitesse de remboursement anticipé est mesure des remboursements volontaires non programmés du principal d'une obligation remboursable par anticipation dans un pool garanti. La vitesse de remboursement anticipé diminue généralement à mesure que les défaillances des emprunteurs augmentent. Une augmentation de la vitesse de remboursement anticipé, prise isolément, entraînerait une diminution de l'évaluation de la juste valeur des actifs évalués à une prime par rapport au pair et une augmentation de l'évaluation de la juste valeur des actifs évalués à une décote par rapport au pair.

Les vitesses de remboursement anticipé peuvent varier d'un groupe garanties à l'autre et dépendent du type et de la localisation de l'emprunteur sous-jacent, de la durée restante de l'obligation ainsi que du niveau et du type (fixe ou variable, par exemple) de taux d'intérêt payé par l'emprunteur.

En règle générale, les pools de garanties dont la qualité de crédit de l'emprunteur est plus élevée ont un taux de remboursement anticipé plus élevé que ceux dont la qualité de crédit de l'emprunteur est plus faible, toutes choses étant égales par ailleurs.

Taux de défaillance conditionnel - Le taux de défaillance conditionnel est une mesure de la réduction de l'encours de la garantie sous-jacente à une obligation garantie à la suite de défaillances. Bien qu'il n'y ait généralement pas de relation directe entre les taux de défaillance conditionnels et les vitesses de remboursement anticipé, les obligations garanties pour lesquelles la garantie sous-jacente a des vitesses de remboursement anticipé élevées auront tendance à avoir des taux de défaillance conditionnels plus faibles. Une augmentation des taux de défaut conditionnels s'accompagne généralement d'une augmentation de la sévérité des pertes et d'une augmentation des spreads de crédit. Une augmentation du taux de défaut conditionnel, prise isolément, entraînerait une diminution de l'évaluation de la juste valeur. Les taux de défaut conditionnels reflètent la qualité des garanties sous-jacentes à une titrisation et la structure de la titrisation elle-même. Sur la base des types de titres détenus dans les portefeuilles de tenue de marché de l'entreprise, les taux de défaut conditionnels se situent le plus souvent dans la partie inférieure de la fourchette présentée.

Gravité des pertes - La gravité des pertes (le concept inverse est le taux de recouvrement) est le montant attendu des pertes futures réalisées résultant de la liquidation finale d'un prêt particulier, exprimé comme le montant net de la perte par rapport au solde du prêt. Une augmentation de la gravité des pertes s'accompagne généralement d'une augmentation des taux de défaut conditionnels. Une augmentation de la sévérité des pertes, prise isolément, entraînerait une diminution de l'évaluation de la juste valeur.

La sévérité des pertes appliquée à l'évaluation d'un titre adossé à une hypothèque dépend de facteurs liés aux hypothèques sous-jacentes, y compris le LTV, la nature du privilège du prêteur sur la propriété et d'autres facteurs spécifiques à l'instrument.

Corrélation - La corrélation est une mesure de la relation entre les mouvements de deux variables. La corrélation est une donnée de prix pour un produit dérivé dont le gain est déterminé par un ou plusieurs risques sous-jacents. Les données relatives à la corrélation sont liées au type de produit dérivé (par exemple, taux d'intérêt, crédit, actions, devises et matières premières) en raison de la nature des risques sous-jacents. Lorsque les paramètres sont positivement corrélés, une augmentation d'un paramètre entraînera une augmentation de l'autre paramètre. Lorsque les paramètres sont négativement corrélés, une augmentation d'un paramètre entraînera une diminution de l'autre paramètre. Une augmentation de la corrélation peut entraîner augmentation ou une diminution de l'évaluation de la juste valeur. Compte tenu d'une position de corrélation courte, une augmentation de la corrélation, prise isolément, se traduirait généralement par une diminution de l'évaluation de la juste valeur.

Le niveau de corrélation utilisé dans l'évaluation produits dérivés présentant des risques sous-jacents multiples dépend d'un certain nombre de facteurs, dont la nature de ces risques. Par exemple, la corrélation entre deux expositions au risque de crédit sera différente de celle entre deux expositions au risque de taux d'intérêt. De même, la durée de la transaction peut également avoir un impact sur la , étant donné que la relation

entre les risques sous-jacents peut être différente sur des périodes de temps différentes. En outre, les niveaux de corrélation dépendent des conditions de marché et peuvent présenter une fourchette relativement large au sein des classes d'actifs ou entre elles au fil du temps, en particulier lorsque les conditions de marché sont volatiles.

Volatilité - La volatilité est une mesure de la variabilité des rendements possibles d'un instrument, d'un paramètre ou d'un indice de marché, compte tenu de l'évolution de la valeur de l'instrument, du paramètre ou de l'indice en question au fil du temps.

La volatilité est une donnée de prix pour les options, y compris les options sur actions, les options sur matières premières et les options sur taux d'intérêt. Compte tenu d'une position longue sur une option, une augmentation de la volatilité, prise isolément, se traduirait généralement par une augmentation de l'évaluation de la juste valeur.

Le niveau de volatilité utilisé dans l'évaluation d'un dérivé particulier basé sur une option dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment la nature du risque sous-jacent à l'option (par exemple, la volatilité d'un titre de participation particulier peut être sensiblement différente de celle d'un indice de matières premières particulier), la durée du dérivé ainsi que le prix d'exercice de l'option.

Valeur de conversion des Bermudes - La valeur de conversion est la différence entre la valeur globale d'une option de swap des Bermudes, qui peut être exercé à plusieurs moments, et son option de swap européen le plus cher, et reflète la valeur supplémentaire que les multiples dates d'exercice apportent au détenteur. Les valeurs de commutation dépendent des conditions du marché et peuvent varier considérablement en fonction d'un certain nombre de facteurs, tels que la durée du swap sous-jacent et le prix d'exercice de l'option. Une augmentation de la valeur de conversion, prise isolément, entraînerait généralement une augmentation de l'évaluation de la juste valeur.

Courbe des taux d'intérêt - La courbe des taux d'intérêt représente la relation entre les taux d'intérêt sur différentes durées. La courbe des taux d'intérêt est utilisée pour fixer les flux de trésorerie des dérivés de taux d'intérêt et de change et constitue également une donnée de prix utilisée dans l'actualisation de tout flux de trésorerie dérivé.

Prix à terme - Le prix à terme est le prix auquel l'acheteur accepte d'acheter l'actif sous-jacent à un contrat à terme à la date de livraison future prédéterminée, et est tel que la valeur du contrat est nulle à l'origine.

Le prix à terme est utilisé comme donnée dans l'évaluation de certains dérivés et dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment les taux d'intérêt, le prix actuel de l'actif sous-jacent, ainsi que les revenus attendus et les coûts encourus par le vendeur du fait de la détention de l'actif jusqu'à la date de livraison. Une augmentation du contrat à terme peut entraîner une augmentation ou diminution de l'évaluation de la juste valeur.

Changements dans les évaluations récurrentes de la juste valeur de niveau 3

Les tableaux suivants présentent un récapitulatif des montants des bilans consolidés (y compris les changements de la juste valeur) pour les instruments financiers classés par le cabinet dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur pour les exercices clos les 31 décembre 2024, 2023 et 2022.

Lorsqu'il est décidé de classer un instrument financier dans le niveau 3, la décision se fonde sur l'importance des données non observables pour l'évaluation globale de la juste valeur. Toutefois, les instruments financiers de niveau 3 comprennent généralement, outre les éléments non observables ou de niveau 3, des éléments observables (c'est-à-dire des éléments faisant l'objet d'une cotation active et pouvant être validés par des sources externes) ; par conséquent, les gains et les pertes figurant dans le tableau ci-dessous comprennent les variations de la juste valeur dues en partie à des facteurs observables qui font partie de la méthode d'évaluation. Le cabinet gère le risque des composantes observables des instruments financiers de niveau 3 en utilisant des titres et des positions dérivées qui sont classés au niveau 1 ou 2 de la hiérarchie de la juste valeur ; comme ces instruments de gestion du risque de niveau 1 et de niveau 2 ne sont pas inclus ci-dessous, les gains ou les pertes dans les tableaux suivants ne reflètent pas l'effet des activités de gestion du risque du cabinet liées à ces instruments de niveau 3.

Exercice clos 31 décembre 2022 (en millions)	Evaluations de la juste valeur utilisant des données non observables significatives								Variation des plus-values/(moins-values) non réalisées Total liés aux instruments financiers détenus au 31 déc. 2024
	Juste valeur au 1 ^{er} janv. 2024	Gains/(pertes) réalisés/non réalisés	Achats ^(a)	Ventes	Règlements ^(h)	Transfers en niveau 3	Transferts (sortie) niveau 3	Juste valeur au 31 déc. 2024	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs :^(a)									
Fonds fédéraux vendus et titres achetés dans le cadre de contrats de revente	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs détenus à des fins de transaction :									
Instruments de dette :									
Titres adossés à des créances hypothécaires :									
GSE et agences gouvernementales américaines	758	18	46	(260)	(81)	7	-	488	(3)
Résidentiel - non agence	5	7	-	(5)	(2)	4	(4)	5	-

Commercial - sans agence	12	(2)	-	-	-	-	-	10	(1)
Total des prêts hypothécaires titres	775	23	46	(265)	(83)	11	(4)	503	(4)
Obligations des Etats américains et des municipalités	10	-	-	-	(3)	-	(6)	1	-
Dettes publiques non américaines	179	(6)	175	(183)	-	17	(30)	152	(10)
Titres de créance d'entreprises	484	36	459	(354)	(181)	13	(67)	390	45
Prêts	684	63	800	(642)	(74)	839	(582)	1 088	29
Titres adossés à des actifs	6	-	9	(5)	(8)	8	-	10	-
Total des instruments de dette	2 138	116	1 489	(1 449)	(349)	888	(689)	2 144	60
Titres de participation	127	(21)	138	(123)	(1)	85	(143)	62	(308)
Produits de base physiques	7	17	3	-	(1)	-	-	26	16
Autres	101	144	53	-	(68)	28	(48)	210	108
Total des actifs détenus à des fins de transaction - instruments de dette et de capitaux propres	2 373	256^(c)	1 683	(1 572)	(419)	1 001	(880)	2 442	(124)^(c)
Créances nettes sur dérivés : ^(b)									
Taux d'intérêt	502	745	387	(197)	(608)	(172)	(356)	301	(362)
Crédit	265	(208)	(2)	(17)	(333)	(61)	(7)	(363)	(265)
Change	62	248	178	(538)	(30)	128	(28)	20	353
Fonds propres	(2 402)	(321)	904	(2 488)	953	(91)	579	(2 866)	783
Produits de base	(279)	64	32	(215)	310	15	-	(73)	102
Total des créances nettes sur dérivés	(1 852)	528^(c)	1 499	(3 455)	292	(181)	188	(2 981)	611^(c)
Titres disponibles à la vente :									
Titres adossés à des créances hypothécaires :									
Commercial - sans agence	-	-	-	-	-	8	-	8	-
Titres de créance d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des titres disponibles à la vente	-	-	-	-	-	8	-	8	..^(d)
Prêts	3 079	266 ^(c)	431	(756)	(993)	816	(427)	2 416	251 ^(c)
Droits de gestion des hypothèques	8 522	762 ^(e)	926	(21)	(1 068)	-	-	9 121	762 ^(e)
Autres actifs	758	105 ^(c)	623	(62)	(58)	5	(27)	1 344	88 ^(c)

Exercice clos 31 décembre 2022 (en millions)	Evaluations de la juste valeur utilisant des données non observables significatives									Variation des plus- values/(moins- values) non réalisées Total liés aux instruments financiers détenus au 31 déc. 2024
	Juste valeur au 1 ^{er} janv. 2024	Gains/(pertes) réalisés/non réalisés	Achats ^(g)	Ventes		Règlements ^(h)	Transferts en niveau 3	Transferts (sortie) niveau 3	Juste valeur au 31 déc. 2024	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Passif : ^(a)										
Dépôts	1 833	(14) ^{(c)(f)}	-	-	2 006	(1 522)	34	(152)	2 185	(44) ^{(c)(f)}
Emprunts à court terme	1 758	180 ^{(c)(f)}	-	-	7 752	(6 230)	23	(7)	3 476	58 ^{(c)(f)}
Passifs de transaction - dettes et capitaux propres										
instruments	37	(47)	(45) ^(c)	70	-	-	48	(17)	46	18 ^(c)
Créditeurs et autres passifs	52	(6) ^(c)	(35)	63	-	-	5	(3)	76	(6) ^(c)
Dettes à long terme	27 726	1 475 ^{(c)(f)}	-	-	23 920	(18 432)	738	(863)	34 564	1 212 ^{(c)(f)}

	Evaluations de la juste valeur utilisant des données non observables significatives								Variation des plus-values/(moins-values) non réalisées Total liés aux instruments financiers détenus au 31 déc. 2023
	Juste valeur au 1 ^{er} janv. 2023	Gains/(pertes) réalisés/non réalisés	Achats ^(e)	Ventes	Règlements ^(h)	Transferts en niveau 3	Transferts (sortie) niveau 3	Juste valeur au 31 déc. 2023	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Exercice clos 31 décembre 2022 (en millions)									
Actifs :^(a)									
Fonds fédéraux vendus et titres achetés dans le cadre de la revente accords	-	-	-	-	\$	-		-	-
Actifs détenus à des fins de transaction : Instruments de dette :									
Titres adossés à des créances hypothécaires :									
GSE et agences gouvernementales américaines	759	4	249	(133)	(107)	-	(14)	758	1
Résidentiel - non agence	5	6	-	(6)	(1)	1	-	5	1
Commercial - sans agence	7	6	-	-	(1)	8	(8)	12	7
Total des prêts hypothécaires titres	771	16	249	(139)	(109)	9	(22)	775	9
Obligations des Etats et municipalités des Etats-Unis	7	-	1	-	(1)	3	-	10	-
Dette publique non américaine titres	155	74	217	(254)	-	22	(35)	179	74
Titres de créance d'entreprises	463	36	322	(172)	(41)	114	(238)	484	35
Prêts	759	(15)	1,027	(499)	(441)	382	(529)	684	30
Titres adossés à des actifs	23	-	7	(12)	(1)	5	(16)	6	-
Total des instruments de dette				(1,07)					
Titres de participation	2,178	111	1,823	6	(593)	535	(840)	2,138	148
Produits de base physiques	665	(53)	164	(239)	(384)	192	(218)	127	(422)
Autres	2	-	7	-	(2)	-	-	7	-
	64	(58)	141	-	(5)	1	(42)	101	(28)
Total des actifs détenus à des fins de transaction - instruments de dette et de capitaux propres	2,909	-	2,135	(1,315)	(984)	728	(1,100)	2,373	(302) ^(c)
Créances nettes sur dérivés : ^(b)									
Taux d'intérêt	701	556	251	(255)	654	(1,117)	(288)	502	419
Crédit	13	304	(60)	(25)	47	15	(29)	265	230
Change	489	31	151	(144)	(187)	144	(422)	62	(80)
Fonds propres				(1,93)					
Produits de base	(384)	191	928	1	(1,306)	700	(600)	(2,402)	(646)
	(146)	(59)	59	(290)	(51)	(11)	219	(279)	(144)
Total des créances nettes sur dérivés	673	1,023 ^(c)	1,329	(2,645)	(843)	(269)	(1,120)	(1,852)	(221) ^(c)
Titres disponibles à la vente :									
Titres adossés à des créances hypothécaires :									
Commercial - sans agence	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créance d'entreprises	239	24	-	(225)	-	-	(38)	-	-
Total des titres disponibles à la vente	239	24 ^(d)	-	(225)	-	-	(38)	-	.. ^(d)
Prêts	1,418	289 ^(c)	2,398	(120)	(1,147)	1,306	(1,065)	3,079	293 ^(c)
Droits de gestion des hypothèques	7,973	467 ^(e)	1,281	(188)	(1,011)	-	-	8,522	467 ^(e)
Autres actifs	405	(36) ^(c)	525	(20)	(147)	45	(14)	758	(82) ^(c)

	Evaluations de la juste valeur utilisant des données non observables significatives								Variation des plus-values/(moins-values) non réalisées Total liés aux instruments financiers détenus au 31 déc. 2023
	Juste valeur au 1 ^{er} janv. 2023	Gains/(pertes) réalisés/non réalisés	Achats ^(e)	Ventes	Règlements ^(h)	Transferts en niveau 3	Transferts (sortie) niveau 3	Juste valeur au 31 déc. 2023	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Exercice clos 31 décembre 2022 (en millions)									
Passif :^(a)									
Dépôts	2 162	95 ^{(c)(f)}	-	-940		(1 043)	-	1 833	73 ^{(c)(f)}
Emprunts à court terme	1,401	201 ^{(c)(f)}	-	-	4,522	(4,345)	3	1,758	14 ^{(c)(f)}
Passifs de transaction - instruments de dette et de capitaux propres	84	(21) ^(c)	(32)	9	-	(2)	19	37	-
Créditeurs et autres passif	53	(4) ^(c)	(16)	24	-	-	(13)	52	(4) ^(c)
Dettes à long terme	24,092	3 010 ^{(c)(f)}	-	-	12,679	(11,555)	229	27,726	2 870 ^{(c)(f)}

Exercice clos 31 décembre 2022 (en millions)	Evaluations de la juste valeur utilisant des données non observables significatives								Variation des plus-values/(moins-values) non réalisées Total liés aux instruments financiers détenus au 31 déc. 2022
	Juste valeur au 1 ^{er} janv. 2022	Gains/(pertes) réalisés/non réalisés	Achats ^(e)	Ventes	Règlements ^(h)	Transfert en niveau 3	Transferts (sortie) niveau 3	Juste valeur au 31 déc. 2022	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs :^(a)									
Fonds fédéraux vendus et titres achetés dans le cadre de contrats de revente	-	-	1	(1)	(1)	1	\$	-	-
Actifs détenus à des fins de transaction :									
Instruments de dette :									
Titres adossés à des créances hypothécaires :									
GSE et agences gouvernementales américaines	265	31	673	(125)	(84)	4	(5)	759	29
Résidentiel - non agence	28	(1)	7	(5)	(12)	-	(12)	5	-
Commercial - sans agence	10	-	-	(1)	-	3	(5)	7	-
Total des prêts hypothécaires titres	303	30	680	(131)	(96)	7	(22)	771	29
Obligations des Etats et municipalités des Etats-Unis	7	-	-	-	-	-	-	7	-
Dette publique non américaine Titres	81	(92)	494	(338)	(4)	84	(70)	155	(153)
Titres de créance d'entreprises	332	(30)	404	(178)	(100)	357	(322)	463	(48)
Prêts	708	(51)	652	(605)	(230)	925	(640)	759	(26)
Titres adossés à des actifs	26	5	19	(24)	(1)	5	(7)	23	1
Total des instruments de dette	1 457	(138)	2 249	(1 276)	(431)	1 378	(1 061)	2 178	(197)
Titres de participation	662	(1 036)	473	(377)	(2)	1 066	(121)	665	(840)
Produits de base physiques	-	(1)	3	-	-	-	-	2	(1)
Autres	160	93	37	-	(221)	1	(6)	64	46
Total des actifs détenus à des fins de transaction - instruments de dette et de capitaux propres	2 279	(1 082) ^(c)	2 762	(1 653)	(654)	2 445	(1 188)	2 909	(992) ^{(c)(i)}
Créances nettes sur dérivés : ^(b)									
Taux d'intérêt	(16)	187	325	(483)	329	732	(373)	701	332
Crédit	74	226	17	(9)	(271)	5	(29)	13	170
Change	(419)	726	215	(114)	83	3	(5)	489	459
Fonds propres	(3 626)	5 016	1 226	(2 530)	96	(656)	90	(384)	3 435
Produits de base	(907)	571	110	(331)	350	5	56	(146)	369
Total des créances nettes sur dérivés	(4 894)	6 726 ^(c)	1 893	(3 467)	587	89	(261)	673	4 765 ^(c)
Titres disponibles à la vente :									
Titres adossés à des créances hypothécaires :									
Commercial sans agence	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créance d'entreprises	161	5	88	-	(15)	-	-	239	5
Total des titres disponibles à la vente	161	5 ^(d)	88	-	(15)	-	-	239	5 ^(d)
Prêts	1 933	(158) ^(c)	568	(261)	(886)	1 053	(831)	1 418	(76) ^(c)
Droits de gestion des hypothèques	5 494	2 039 ^(e)	2 198	(822)	(936)	-	-	7 973	2 039 ^(e)
Autres actifs	306	194 ^(c)	50	(38)	(103)	2	(6)	405	191 ^(c)

Exercice clos 31 décembre 2022 (en millions)	Evaluations de la juste valeur utilisant des données non observables significatives										Variation des (gains)/pertes non réalisées liés à l'activité de l'entreprise à des	
	Juste valeur réalisée	Total réalisée/ou non 1 ^{er} janv. (gains)/		Ventes	Emissions					Juste		
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$		
Passif : ^(a)												
Dépôts	2 317 (76) ^{(c)(f)}	(292) ^{((c)(f))}	- -	-	3,963	531 (4,685)	-(114)	15	(15)	1,401	-(280) 90	2 162
Emprunts à court terme	2 481	(358) ^{(c)(f)}	(41)	77		-		57	(8)	84	101	
Passifs de transaction - dettes et capitaux propres instruments	30	(31) ^(c)	(37)	(42)		-		1	(6)	53	(16)	
Créditeurs et autres passif	69	(16) ^(c)										
Dette à long terme											(3 447) ^{(c)(f)}	
	24 374	(3 869) ^{((c)(f))}	-	-	12 714	(8 876)		793	(1 044)	24 092		

(a) Les actifs de niveau 3 à la juste valeur en pourcentage du total des actifs de l'entreprise à la juste valeur (y compris les actifs évalués à la juste valeur sur une base non récurrente) étaient de 2 % aux 31 décembre 2024, 2023 et 2022. Les passifs de niveau 3 à la juste valeur en pourcentage du total des passifs de l'entreprise à la juste valeur (y compris les passifs évalués à la juste valeur sur une base non récurrente) étaient de 9 % au 31 décembre 2024 et de 8 % aux 31 décembre 2023 et 2022.

(b) Tous les dérivés de niveau 3 sont présentés sur une base nette, quelle que soit la contrepartie sous-jacente.

(c) Principalement comptabilisés dans les revenus des transactions principales, à l'exception des variations de la juste valeur des prêts hypothécaires de la BCC et des engagements liés aux prêts dans l'intention de vendre, et des engagements d'achat de prêts hypothécaires, qui sont comptabilisés dans les commissions sur prêts hypothécaires et revenus connexes.

(d) Les gains/(pertes) réalisés sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans les gains/(pertes) sur titres de placement. Les gains/(pertes) non réalisés sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les gains/(pertes) réalisés et non réalisés enregistrés sur les titres disponibles à la vente de niveau 3 n'étaient pas significatifs pour les exercices clos les 31 décembre 2024, 2023 et 2022.

(e) Les variations de la juste valeur des MSR sont comptabilisées dans les commissions hypothécaires et les revenus connexes.

(f) Les (plus-values)/moins-values réalisées dues à la DVA pour les passifs ayant fait l'objet d'un choix d'option à la juste valeur sont comptabilisées dans les produits des opérations principales et n'étaient pas significatives pour les exercices clos les 31 décembre 2024, 2023 et 2022. Les (plus-values)/moins-values non réalisées sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et s'élevaient à (50) millions de dollars, (158) millions de dollars et (50) millions de dollars pour les exercices clos les 31 décembre 2024, 2023 et 2022.

(529) millions de dollars pour les exercices clos les 31 décembre 2024, 2023 et 2022, respectivement.

(g) Les prêts sont inclus dans les achats.

Comprend les actifs et les passifs financiers qui sont arrivés à échéance, qui ont été partiellement ou totalement remboursés, l'impact des modifications, les déconsolidations associées aux intérêts bénéficiaires dans les EDDV et d'autres éléments.

Analyse de niveau 3

Changements dans les bilans consolidés

Les paragraphes suivants décrivent les changements importants survenus dans les actifs de niveau 3 depuis le 31 décembre 2023, pour les éléments évalués à la juste valeur sur une récurrente. Voir la section Actifs et passifs évalués à la juste valeur sur une base non récurrente à la page 199 pour plus d'informations sur les changements affectant les éléments évalués à la juste valeur sur base non récurrente.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

Les actifs de niveau 3 s'élevaient à 23,8 milliards de dollars au 31 décembre 2024, soit une augmentation de 127 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2023.

L'augmentation pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'explique :

- Augmentation de 599 millions de dollars des MSR.
- une augmentation de 586 millions de dollars des autres actifs, principalement due à des achats,

compensé par :

- Diminution de 472 millions de dollars des créances brutes sur dérivés en raison de ventes et de règlements principalement compensés par des gains, des achats et des transferts nets.
- une diminution de 663 millions de dollars des prêts hors négociation en raison de ventes et de règlements largement compensés par des gains, des achats et des transferts nets.

Voir la note 15 pour des informations sur les MSR.

Pour plus d'informations, reportez-vous aux sections ci-dessous.

Transferts entre niveaux pour les instruments comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les transferts significatifs du niveau 2 au niveau 3 ont été les suivants :

- 1,0 milliard de dollars d'instruments de dette et d'actions, principalement des prêts commerciaux, en raison d'une diminution de l'observabilité.
- 959 millions de dollars de créances brutes sur dérivés de taux d'intérêt et 1,1 milliard de dollars de dettes brutes sur dérivés de taux d'intérêt, en raison d'une diminution de l'observabilité et d'une augmentation de l'importance des données non observables.
- 1,6 milliard de dollars de créances brutes sur dérivés d'actions et 1,6 milliard de dollars de créances brutes sur dérivés d'actions.
- 1,7 milliard de dollars de dettes brutes au titre des dérivés d'actions en tant qu'élément d'une stratégie de développement durable.

Les données non observables sont moins observables et les données non observables sont plus significatives.

- 816 millions de dollars de prêts non négociés, en raison d'une diminution de l'observabilité.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les transferts significatifs du niveau 3 au niveau 2 ont été les suivants :

- 880 millions de dollars d'instruments de dette et d'actions, principalement des prêts commerciaux et des titres de participation, en raison d'une augmentation de l'observabilité.
- 1,4 milliard de dollars de créances brutes sur dérivés d'actions et 1,4 milliard de dollars de créances sur dérivés d'actions.
2,0 milliards de dollars de dettes brutes au titre des dérivés d'actions en d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.
- 863 millions de dollars de la dette à long terme en raison d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, les transferts significatifs du niveau 2 au niveau 3 ont été les suivants :

- 951 millions de dollars de créances brutes sur dérivés de taux d'intérêt en raison d'une diminution de l'observabilité et d'une augmentation de l'importance des données non observables, et 2,1 milliards de dollars de dettes brutes sur dérivés de taux d'intérêt en raison de la transition vers le SOFR à terme pour certaines options de taux d'intérêt.
- 1,5 milliard de dollars de créances brutes sur dérivés d'actions et 1,5 milliard de dollars de créances brutes sur dérivés d'actions.
829 millions de dollars de dettes brutes au titre des dérivés sur actions en raison d'une diminution de l'observabilité et d'une augmentation de l'importance des données non observables.
- 1,3 milliard de dollars de prêts non négociables en raison d'une diminution de l'observabilité.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, les transferts significatifs du niveau 3 au niveau 2 ont été les suivants :

- 1,1 milliard de dollars du total des instruments de dette et de capitaux propres, en partie en raison des prêts de négociation, grâce à une augmentation de l'observabilité.
- 921 millions de dollars de créances brutes sur dérivés de taux d'intérêt, en raison d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.
- 2,3 milliards de dollars de créances brutes sur dérivés d'actions et
1,7 milliard de dollars de dettes brutes au titre des dérivés d'actions en d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.
- 1,1 milliard de dollars de prêts non commerciaux en raison d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, les transferts significatifs du niveau 2 au niveau 3 ont été les suivants :

- 2,4 milliards de dollars d'instruments de dette et de capitaux propres, principalement en raison de titres de capitaux propres de 1,1 milliard de dollars dus à une diminution de l'observabilité, principalement en raison d'un accès restreint à certains marchés, et de prêts de négociation de 925 millions de dollars dus à une diminution de l'observabilité.
- 1,6 milliard de dollars de créances brutes sur dérivés de taux d'intérêt et 878 millions de dollars de dettes brutes sur dérivés de taux d'intérêt, en raison d'une diminution de l'observabilité et d'une augmentation de l'importance des données non observables.
- 1,6 milliard de dollars de créances brutes sur dérivés d'actions et 1,6 milliard de dollars de créances brutes sur dérivés d'actions.
2,3 milliards de dollars de dettes brutes au titre des dérivés sur actions en raison d'une diminution de l'observabilité et d'une augmentation de l'importance des données non observables.
- 1,1 milliard de dollars de prêts non commerciaux en raison d'une diminution de l'observabilité.
- 793 millions de dollars de dette à long terme, en raison d'une diminution de l'observabilité et d'une augmentation de l'importance des données non observables pour les billets structurés.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, les transferts significatifs du niveau 3 au niveau 2 ont été les suivants :

- 1,2 milliard de dollars du total des instruments de dette et de capitaux propres, en grande partie en raison des prêts commerciaux, grâce à une augmentation de l'observabilité.
- 1,2 milliard de dollars de créances brutes sur dérivés de taux d'intérêt et 807 millions de dollars de dettes brutes sur dérivés de taux d'intérêt, en raison d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.

- 2,2 milliards de dollars de créances brutes sur dérivés d'actions et 2,3 milliards de dollars de dettes brutes au titre des dérivés d'actions en d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.
- 831 millions de dollars de prêts non commerciaux, en raison d'une amélioration de l'observabilité.
- 1,0 milliard de dollars de dette à long terme, en raison d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables pour les billets structurés.

Tous les transferts sont basés sur des changements dans l'observabilité et/ou l'importance des données d'évaluation et sont supposés se produire au début de la période de déclaration trimestrielle au cours de laquelle ils se produisent.

Gains et pertes

Le tableau suivant décrit les principales composantes du total des gains/(pertes) réalisés/non réalisés pour les instruments évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour les exercices clos les 31 décembre 2024, 2023 et 2022. Ces montants ne tiennent pas compte des effets des activités de gestion des risques de l'entreprise lorsque les instruments financiers sont classés aux niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs. Pour plus d'informations sur ces instruments, voir les tableaux récapitulatifs des changements dans les évaluations récurrentes de la juste valeur de niveau 3 aux pages 192-196.

2024

- 1,9 milliard de dollars de gains nets sur les actifs, principalement dus à des gains sur les créances nettes de dérivés de taux d'intérêt en raison des mouvements du marché et à des gains sur les MSR reflétant des vitesses de remboursement anticipé plus faibles pour des taux plus élevés.
- 1,6 milliard de dollars de pertes nettes sur les passifs, principalement dues à des pertes sur la dette à long terme en raison des mouvements du marché.

2023

- 1,8 milliard de dollars de gains nets sur les actifs, en grande partie dus à des gains sur les créances nettes de dérivés de taux d'intérêt en raison des mouvements du marché et à des gains sur les MSR reflétant des vitesses de remboursement anticipé plus faibles pour des taux plus élevés.
- 3,3 milliards de dollars de pertes nettes sur les passifs, principalement dues à des pertes sur la dette à long terme en raison des mouvements du marché.

2022

- 7,7 milliards de dollars de gains nets sur les actifs, principalement dus à des gains sur les créances nettes de dérivés d'actions en raison des mouvements du marché et à des gains sur les MSR reflétant des vitesses de remboursement anticipé plus faibles sur des taux plus élevés.
- 4,6 milliards de dollars de gains nets sur les passifs, principalement dus à une baisse de la juste valeur de la dette à long terme en raison des mouvements du marché.

Voir la note 15 pour des informations sur les MSR.

Ajustements de crédit et de financement - produits dérivés

Les produits dérivés sont généralement évalués à l'aide de modèles qui s'appuient sur des paramètres de marché observables. Ces paramètres de marché ne tiennent généralement pas compte de facteurs tels que le risque de non-exécution de la part de la contrepartie, la qualité de crédit de l'entreprise elle-même et les coûts de financement. Par conséquent, il est généralement nécessaire de procéder à des ajustements de l'estimation de base de la juste valeur pour refléter ces facteurs.

La CVA représente l'ajustement, par rapport au taux d'intérêt de référence, nécessaire pour refléter le risque de non-exécution de la contrepartie. L'entreprise estime la CVA en utilisant une analyse de scénario pour estimer l'exposition positive au crédit attendue pour toutes les positions existantes de l'entreprise avec chaque contrepartie, puis estime les pertes sur la base de la probabilité de défaut et du taux de recouvrement estimé à la suite d'un événement de crédit de la contrepartie, en tenant compte des facteurs contractuels conçus pour atténuer l'exposition au crédit de l'entreprise, tels que les garanties et les droits légaux de compensation. Les éléments clés de cette méthodologie sont (i) la probabilité de survenance d'un événement de défaut pour chaque contrepartie, telle qu'elle est dérivée des spreads de CDS observés ou estimés ; et (ii) les taux de recouvrement estimés impliqués par les spreads de CDS, ajustés pour tenir compte des différences de taux de recouvrement en tant que créancier dérivé par rapport à ceux reflétés dans les spreads de CDS, qui reflètent généralement le risque de créancier de premier rang non garanti.

La FVA représente l'ajustement pour refléter l'impact du financement et est comptabilisée lorsqu'il est prouvé qu'un acteur du marché principal l'incorporerait dans un transfert de l'instrument. Le cadre de la FVA de l'entreprise, appliqué aux dérivés de gré à gré (OTC) non garantis (y compris partiellement garantis), intègre des données clés telles que (i) les besoins de financement prévus découlant des positions de l'entreprise auprès de chaque contrepartie et des accords de garantie ; et (ii) le coût de financement estimé sur le marché principal qui, pour les passifs dérivés, tient compte du risque de crédit de l'entreprise (DVA). Pour les dérivés garantis, la juste valeur est estimée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux de swap indexé au jour le jour, compte tenu de l'accord de garantie sous-jacent conclu avec la contrepartie, et il n'est donc pas nécessaire de procéder à une évaluation distincte de la valeur de marché.

Le tableau suivant présente l'impact des ajustements de crédit et de financement sur le revenu des transactions principales au cours des périodes respectives, à l'exclusion de l'effet de toute activité de couverture associée. La FVA présentée ci-dessous inclut l'impact de la qualité de crédit de l'entreprise sur la valeur initiale des engagements ainsi que l'impact des changements de la qualité de crédit de l'entreprise au fil du temps.

	2024	2023	2022
	\$	\$	\$
Exercice clos le 31 décembre (en millions)			
Ajustements de crédit et de financement :			
Dérivés CVA	29	221	22
Dérivés FVA	99	114	42

Ajustements de l'évaluation des passifs élus selon l'option de la juste valeur

L'évaluation des passifs de l'entreprise pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie nécessite la prise en compte du risque de crédit propre à l'entreprise. La DVA sur les passifs pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie reflète les changements (postérieurs à l'émission du passif) de la probabilité de défaut et du LGD de l'entreprise, qui sont estimés sur la base des changements de l'écart de crédit de l'entreprise observés sur le marché obligataire. Les (plus-values)/moins-values réalisées dues à la DVA pour les passifs pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie sont comptabilisées dans les recettes des opérations principales. Les (plus-values)/moins-values non réalisées sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Pour plus d'informations, voir la page 196 de la présente note et la note 24.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur sur une base non récurrente

Les tableaux suivants présentent les actifs détenus aux 31 décembre 2024 et 2023, pour lesquels des ajustements non récurrents de la juste valeur ont été enregistrés au cours des exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023, par grande catégorie de produits et par hiérarchie de la juste valeur. Il n'y avait aucun passif évalué à la juste valeur sur une base non récurrente aux 31 décembre 2024 et 2023.

	Hiérarchie de la juste valeur		Niveau	Juste valeur totale
	\$	\$	\$	\$
31 décembre (en millions)				
Prêts	-	738	694	1 432
Autres actifs ^(a)	-	9	1 048	1 057
Total des actifs évalués à la juste valeur sur base non récurrente	-	747	1 742	2 489

(a) Comprend les titres de participation dont la juste valeur n'est pas facilement déterminable et qui ont été ajustés sur la base des variations de prix observables dans le cadre de transactions ordonnées par rapport à un investissement identique ou similaire du même émetteur (alternative de mesure). Sur les 1,0 milliard de dollars d'actifs de niveau 3 évalués à la juste valeur de manière non récurrente au 31 décembre 2024, 668 millions de dollars étaient liés à des titres de participation ajustés sur la base de l'option de mesure. Ces titres de participation sont classés au niveau 3 en raison de la rareté des prix observables et/ou des restrictions sur les actions. Comprend également des dépréciations sur certains investissements dans la méthode de la mise en équivalence.

	Hiérarchie de la juste valeur			Juste valeur totale
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
	\$	\$	\$	\$
31 décembre 2023 (en millions)				
Prêts	-	599	1 156	1 755
Autres actifs	-	52	1 334	1 386
Total des actifs évalués à la juste valeur sur une base non récurrente	-	651	2 490	3 141

Variations non récurrentes de la juste valeur

Le tableau suivant présente la variation totale de la valeur des actifs et des passifs pour lesquels des ajustements à la juste valeur ont été comptabilisés pour les exercices clôturés 31 décembre 2024, 2023 et 2022, en ce qui concerne les actifs et les passifs détenus à ces.

31 décembre (en millions)	2024	2023	2022
	\$	\$	\$
Prêts	(302)	(276)	(55)
Autres actifs ^(a)	(610)	(789)	(409)
Créditeurs et autres passifs	-	-	(83)
Total des gains/(pertes) de juste valeur non récurrents	(912)	(1 065)	(547)

(a) Comprend (197) millions de dollars, (232) millions de dollars et (338) millions de dollars pour les exercices clos les 31 décembre 2024, 2023 et 2022, respectivement, de gains/(pertes) nets résultant de l'alternative d'évaluation. La période actuelle comprend également des dépréciations de certains investissements dans la méthode de la mise en équivalence.

Titres de participation dont la juste valeur n'est pas facilement déterminable

Le cabinet évalue certains titres de participation dont la juste valeur n'est pas facilement déterminable au coût moins la dépréciation (le cas échéant), plus ou moins les variations de prix observables par rapport à un investissement identique ou similaire du même émetteur (c'est-à-dire l'alternative d'évaluation), et ces variations sont comptabilisées dans les autres revenus.

Lors de la détermination des nouvelles valeurs comptables à la suite de changements de prix observables, le cabinet peut ajuster les prix s'il le juge nécessaire pour parvenir aux justes valeurs estimées par le cabinet. Ces ajustements peuvent inclure des ajustements pour refléter les différents droits et obligations de titres similaires, et d'autres ajustements qui sont cohérents avec les techniques d'évaluation de l'entreprise pour les investissements directs en capital-investissement.

Le tableau suivant présente la valeur comptable des titres de participation sans juste valeur facilement déterminable détenus aux 31 décembre 2024 et 2023, qui sont évalués selon l'option d'évaluation et les ajustements connexes enregistrés au cours des périodes présentées pour les titres dont les variations de prix sont observables. Ces titres sont inclus dans les tableaux de la juste valeur non récurrente lorsque les variations de prix applicables sont observables.

Au 31 décembre ou pour l'exercice clos le 31 décembre (en millions)	2024	2023
	\$	\$
Autres actifs		
Valeur comptable ^(a)	3 737	4 457
Variations à la hausse de la valeur comptable ^(b)	89	93
Variations à la baisse de la valeur comptable/dépréciation ^(c)	(286)	(325)

(a) Les valeurs comptables en fin de période reflètent les achats et les ventes cumulés ainsi que les variations à la hausse ou à la baisse de la valeur comptable.

(b) Les variations cumulées à la hausse de la valeur comptable entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2024 s'élèvent à 1,1 milliard de dollars.

(c) Les variations cumulées à la baisse de la valeur comptable entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2024 s'élèvent à (1,5) milliard de dollars.

La participation du cabinet dans environ 18,6 millions d'actions ordinaires Visa de classe B-2 ("actions Visa B-2") et 37,2 millions d'actions ordinaires Visa de classe B ("actions Visa B") figurant dans le portefeuille d'investissement principal du cabinet aux 31 décembre 2024 et 2023, respectivement, est incluse dans les autres actifs susmentionnés.

Les actions Visa B ont été redénominées en actions ordinaires Visa de classe B-1 ("actions Visa B-1") le 24 janvier 2024. Le 8 avril 2024, Visa a lancé une offre d'échange initiale pour toutes les actions Visa B-1 en circulation. Le 6 mai 2024, l'entreprise a annoncé que Visa avait accepté l'offre de l'entreprise concernant ses 37,2 millions d'actions Visa B-1 en échange d'une combinaison d'actions Visa B-2 et d'actions ordinaires Visa de classe C ("actions Visa C"), ce qui s'est traduit par un gain initial de 1,5 million d'euros.

8,0 milliards de dollars sur la base de la juste valeur des actions Visa C. En outre, le deuxième trimestre 2024 a également reflété d'autres activités liées à Visa, y compris les variations de la juste valeur des actions Visa C et des instruments dérivés, ainsi que les dividendes, ce qui a donné lieu à un gain net de 7,9 milliards de dollars sur les actions Visa au cours du trimestre. Au 30 septembre 2024, l'entreprise avait cédé toutes ses actions Visa C par le biais de ventes au cours des deuxième et troisième trimestres 2024 et d'une contribution de 1,0 milliard de dollars à la Fondation de l'entreprise au cours du deuxième trimestre 2024.

Les actions Visa B-2 sont soumises à certaines restrictions de transfert et sont convertibles en actions ordinaires de classe A de Visa ("actions Visa A") à un taux de conversion spécifié lors de la résolution finale de certains litiges impliquant Visa. Le taux de conversion des actions Visa B-2 en actions Visa A était de 1,5430 au 31 décembre 2024 et peut être ajusté par Visa en fonction des développements liés aux litiges. L'issue de ces litiges et l'effet que leur résolution pourrait avoir sur le taux de conversion sont inconnus. Par conséquent, au 31 décembre 2024, il existe une grande incertitude quant à la date à laquelle les restrictions de transfert sur les actions Visa B-2 pourront être levées et quant au taux de conversion final actions Visa B-2. En raison de ces considérations, ainsi que des différences dans les droits de vote, les actions Visa B-2 ne sont pas considérées comme similaires aux actions Visa A et sont détenues à leur valeur nominale de report.

Par ailleurs, dans le cadre de la vente d'actions Visa B avant 2024, l'entreprise a conclu des instruments dérivés avec les acheteurs des actions, en vertu desquels l'entreprise conserve le risque lié aux variations du taux de conversion. Selon les termes des instruments dérivés, l'entreprise (a) effectuera ou recevra des paiements en fonction des changements ultérieurs du taux de conversion et (b) effectuera des paiements d'intérêts périodiques aux acquéreurs des actions Visa B. Les paiements au titre des instruments dérivés se poursuivront tant que les actions Visa B-2 associées aux actions Visa B précédemment vendues resteront soumises à des restrictions de transfert. Les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur en utilisant une méthode d'actualisation des flux de trésorerie basée sur l'estimation par le cabinet du calendrier et de l'ampleur de la résolution finale des litiges. Les instruments dérivés sont comptabilisés dans les passifs de transaction et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres revenus. Le montant notionnel des actions associées à ces instruments dérivés a été ajusté à la suite de l'offre d'échange de Visa. Au 31 décembre 2024, l'entreprise détenait des instruments dérivés associés à 11,6 millions d'actions Visa B-2 liées à des ventes d'actions Visa B avant 2024, qui sont toutes soumises à des conditions similaires.

Informations supplémentaires sur la juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés

Les GAAP américains exigent la divulgation de la juste valeur estimée de certains instruments financiers, qui sont inclus dans le tableau suivant. Toutefois, ce tableau n'inclut pas d'autres éléments, tels que les actifs non financiers, les actifs incorporels, certains instruments financiers et les relations avec la clientèle. De l'avis de la direction, ces éléments, dans leur ensemble, ajoutent une valeur significative à JPMorganChase.

Instruments financiers dont la valeur comptable est proche de la juste valeur

Certains instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur dans les bilans consolidés sont comptabilisés à leur juste valeur, à des montants qui se rapprochent de la juste valeur, en raison de leur nature à court terme et du risque de crédit généralement négligeable. Ces instruments comprennent la trésorerie et les créances sur les banques, les dépôts auprès des banques, les fonds fédéraux vendus, les titres achetés dans le cadre d'accords de revente et les titres empruntés, les créances à court terme et les intérêts courus à recevoir, les emprunts à court terme, les fonds fédéraux achetés, les titres prêtés et vendus dans le cadre d'accords de mise en pension, les comptes créditeurs et les charges à payer. En outre, les GAAP américains exigent que la juste valeur des dépôts sans échéance déterminée (c'est-à-dire les dépôts à vue, les dépôts d'épargne et certains dépôts sur le marché monétaire) soit égale à leur comptable ; la comptabilisation de la valeur de financement inhérente à ces instruments n'est pas autorisée.

Le tableau suivant présente, par classification dans la hiérarchie de la juste valeur, les valeurs comptables et les justes valeurs estimées au 31 décembre 2024 et 2023 des actifs et passifs financiers, à l'exclusion des instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, et leur classification dans la hiérarchie de la juste valeur.

(en milliards)	31 décembre 2024					31 décembre 2023				
	Hiérarchie de la juste valeur estimée					Hiérarchie de la juste valeur estimée				
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total de la juste valeur estimée	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total de la juste valeur estimée
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers										
Liquidités et créances sur les banques	23,4	23,4	-	-23,4		29,1	29,1	-		-29,1
Dépôts auprès des banques	445,9	445,8	0,1	-445,9		595,1	594,6	0,5	-	595,1
Intérêts courus et créances	101,1	-	101,0	0,1	101,1	107,1	-	107,0	0,1	107,1
Fonds fédéraux vendus et titres achetés dans le cadre de conventions de revente	8,2	-	8,2	-	8,2	16,3	-	16,3	-	16,3
Titres empruntés	135,6	-	135,6	-	135,6	130,3	-	130,3	-	130,3

Titres de placement détenus jusqu'à l'échéance	274,5	97,4	150,5	-	247,9	369,8	160,6	182,2	-	342,8
Prêts, nets de provisions pour pertes sur prêts ^(a)	1 282,3	-	268,7	1 007,8	1 276,5	1 262,5	-	285,6	964,6	1 250,2
Autres pertes sur prêts	82,7	-	81,3	1,6	82,9	76,1	-	74,9	1,4	76,3
Passifs financiers	2 372,3	-	2 372,5	-	2 372,5	2 322,3	-	2 322,6	-	2 322,6
Dépôts										
Fonds fédéraux achetés et titres prêtés ou vendus dans le cadre d'accords de mise en pension	70,5	-	70,5	-	70,5	47,5	-	47,5	-	47,5
Emprunts à court terme	26,4	-	26,3	-	26,3	24,7	-	24,7	-	24,7
Créditeurs et autres	232,8	-	219,6	12,6	232,2	241,8	-	233,3	8,1	241,4
Titres de propriété émis par des EDDV consolidées	27,3	-	27,4	-	27,4	23,0	-	23,0	-	23,0
Dette à long terme	300,6	-	251,2	50,7	301,9	303,9	-	252,2	51,3	303,5

(a) La juste valeur est généralement estimée à l'aide d'un modèle d'actualisation des flux de trésorerie qui intègre les caractéristiques des prêts sous-jacents (y compris le principal, le taux d'intérêt contractuel et les frais contractuels) et d'autres données clés, notamment les pertes de crédit attendues sur la durée de vie, les taux d'intérêt, les taux de remboursement anticipé et les marges du marché primaire ou du marché secondaire. Pour certains prêts, la juste valeur est mesurée sur la base de la valeur de garantie sous-jacente. La valeur comptable du prêt tient compte de la provision pour pertes sur prêts, qui représente les pertes de crédit attendues sur la durée de vie restante du prêt. La différence entre la juste valeur estimée et la valeur comptable d'un prêt est généralement imputable aux variations des taux d'intérêt du marché, y compris les écarts de crédit, les primes de liquidité du marché et d'autres facteurs qui affectent la juste valeur d'un prêt mais n'affectent pas sa valeur comptable.

(b) Ne comprend pas les engagements liés aux prêts indiqués dans le tableau ci-dessous.

La majorité des engagements liés aux prêts de l'entreprise ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur de manière récurrente dans les consolidés. La valeur comptable et la juste valeur estimée de ces engagements liés aux prêts de gros étaient les suivantes pour les périodes indiquées.

(en milliards)	31 décembre 2024					31 décembre 2023				
	Hiérarchie de la juste valeur estimée					Hiérarchie de la juste valeur estimée				
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total de la juste valeur estimée	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total de la juste valeur estimée
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Prêts de gros liés engagements	2,7	-	-	4,4	4,4	3,0	-	-	4,8	4,8

(a) Ne comprend pas les valeurs comptables actuelles du passif de la garantie et de l'actif compensatoire, qui sont tous deux comptabilisés à la juste valeur au début des garanties.

(b) Comprend la provision de gros pour les engagements liés aux prêts.

(c) Au 31 décembre 2024 et 2023, les ajustements de la juste valeur associés à First Republic pour d'autres engagements non financés d'octroi de crédit totalisant 699 millions de dollars et 1,1 milliard de dollars, respectivement, comptabilisés dans les comptes créditeurs et autres passifs dans les consolidés. Voir les notes 28 et 34 pour plus d'informations.

L'entreprise n'estime pas la juste valeur des engagements liés aux prêts à la consommation hors bilan. Dans de nombreux cas, l'entreprise peut réduire ou annuler ces engagements avec ou sans préavis à l'emprunteur, comme le permet la loi, ou conformément au contrat. Se reporter à la page 183 de la présente note pour une analyse plus approfondie de l'évaluation des engagements liés à des prêts.

Note 3 - Option de la juste valeur

L'option de la juste valeur permet de choisir la juste valeur pour certains actifs financiers, passifs financiers, engagements fermes non comptabilisés et engagements de prêt écrits.

Le cabinet a choisi d'évaluer certains instruments à la juste valeur pour plusieurs raisons, notamment pour atténuer la volatilité du compte de résultat causée par les différences entre la base d'évaluation des instruments choisis (par exemple, certains instruments qui seraient autrement comptabilisés sur la de la comptabilité d'exercice) et accords de gestion des risques associés qui sont comptabilisés sur la juste valeur, ainsi que pour mieux refléter les instruments qui sont gérés sur la de la juste valeur.

Le choix de la juste valeur par le cabinet porte sur les instruments suivants :

- Prêts achetés ou originés dans le cadre d'une activité d'entrepasage de titrisation, soumis à la comptabilité de bifurcation, ou gérés sur la base de la juste valeur, y compris les engagements liés aux prêts.
- Certains accords de financement de titres
- Droits de bénéficiaire détenus dans des actifs financiers titrisés contenant des dérivés de crédit intégrés, qui devraient autrement être comptabilisés séparément en tant qu'instruments dérivés.
- Les obligations structurées et autres instruments hybrides, qui sont principalement des instruments financiers contenant des dérivés intégrés, émis ou négociés dans le cadre d'activités orientées vers le client
- Certains droits de bénéficiaire à long terme émis par les fiducies de titrisation consolidées de la CIB, dont les actifs sous-jacents sont comptabilisés à leur juste valeur.

Variations de la juste valeur en vertu de l'option de la juste valeur

Le tableau suivant présente les variations de la juste valeur incluses dans le compte de résultat consolidé pour les exercices clos les 31 décembre 2024, 2023 et 2022, pour les éléments pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie. Les informations sur le résultat présentées ci-dessous ne comprennent que les instruments financiers qui ont été choisis pour être évalués à la juste valeur ; les instruments de gestion du risque connexes, qui doivent être évalués à la juste valeur, ne sont pas inclus dans le tableau.

31 décembre (en millions)	2024				2023			2022	
	Principales transactions	Tous les autres revenus	Total des variations de la juste valeur enregistrées ^(e)	Principales transactions	Tous les autres revenus	Total des variations de la juste valeur enregistrées ^(e)	Principales transactions	Tous les autres revenus	Total des variations de la juste valeur enregistrées ^(e)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Fonds fédéraux vendus et titres achetés dans le cadre de contrats de revente	144	-	144	300	-	300	(384)	-	(384)
Titres empruntés	347	-	347	164	-	164	(499)	-	(499)
Actifs détenus à des fins de transaction :									
Instruments de dette et de capitaux propres									
Hors prêts									
Prêts déclarés comme actifs commerciaux	7 205	-	7 205	3 656	-	3 656	(1 703)	-	(1 703)
Changements dans spécifique à un instrument									
risque de crédit	346	-	346	248	-	248	(136)	-	(136)
Autres variations de la juste valeur	9	10							
Prêts :			19	3	5 ^(c)	8	(59)	-	(59)
Changement dans le risque de crédit spécifique aux instruments	517	(6) ^(c)							
Autres changements juste valeur	75	371	511	322	(4) ^(c)	318	(242)	21 ^(c)	(221)
Autres actifs	63	-	446	427	216 ^(c)	643	(1 421)	(794) ^(c)	(2 215)
			63	282	(4) ^(c)	278	39	(6) ^(c)	33
Dépôts ^(a)	(3 398)	-	(3 398)	(2 582)	-	(2 582)	901	-	901
Fonds fédéraux achetés et titres prêtés ou vendus dans le cadre d'accords de mise en pension	(12)	-	(12)	(121)	-	(121)	181	-	181
Court terme emprunts ^(a)	(922)	-	(922)	(567)	-	(567)	473	-	473
Passifs de négociation	(1)	-	(1)	(24)	-	(24)	43	-	43
Intérêts bénéficiaires délivré par VIE consolidées	-	-	-	-	-	-	(1)	-	(1)

Autres passifs	(11)	-	(11)	(16)	-	(16)	(11)	-	(11)
Dettes à long terme ^{(a)(b)}	(2 711)	(6) ^{(c)(d)}	(2 717)	(5 875)	(78) ^{(c)(d)}	(5 953)	8 990	98 ^{(c)(d)}	9 088

(a) Les gains/(pertes) non réalisés dus au risque de crédit spécifique à un instrument (DVA) pour les passifs pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, tandis que les gains/(pertes) réalisés sont comptabilisés dans les produits des opérations principales. Les gains/(pertes) réalisés dus au risque de crédit spécifique à instrument et enregistrés dans les revenus des transactions principales n'étaient pas significatifs pour les exercices clos les 31 décembre 2024, 2023 et 2022.

(b) La dette à long terme évaluée à la juste valeur concerne principalement des obligations structurées. Bien que le risque associé aux obligations structurées soit activement géré, les gains/(pertes) présentés dans ce tableau n'incluent pas l'impact sur le compte de résultat des instruments de gestion du risque utilisés pour gérer ce risque.

(c) Comptabilisé dans les commissions hypothécaires et les revenus connexes.

(d) Comptabilisé dans les autres revenus.

(e) Les variations de la juste valeur excluent les intérêts contractuels, qui sont inclus dans les produits et charges d'intérêts pour tous les instruments autres que certains instruments financiers hybrides de la BFI. Voir la note 7 pour plus d'informations sur les produits et charges d'intérêts.

Détermination du risque de crédit spécifique à un instrument pour les éléments pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie

Les paragraphes suivants décrivent la manière dont les gains et les pertes attribuables aux variations du risque de crédit spécifique à un instrument ont été déterminés.

- **Prêts et engagements liés à des prêts :** Pour les taux variable, toutes les variations de valeur sont attribuées au risque de crédit spécifique à l'instrument. Pour les instruments à taux fixe, les variations de valeur de la période sont réparties entre les variations de valeur liées aux taux d'intérêt et les variations de valeur liées au crédit. Les affectations sont généralement basées sur une analyse de l'écart de crédit spécifique à l'emprunteur et sur les informations relatives au recouvrement, le cas échéant, ou l'étalement par rapport à des entités ou des secteurs d'activité similaires.
- **Dettes à long terme :** Les variations de valeur attribuables au risque de crédit spécifique à l'instrument ont été dérivées principalement des variations observables de la marge de crédit de l'entreprise, telles qu'observées sur le marché obligataire.
- **Accords de financement de titres :** En général, pour ces types d'accords, il est exigé que la garantie soit maintenue à une valeur de marché égale ou supérieure au montant principal prêté ; conséquent, il n'y aurait pas d'ajustement ou un ajustement non significatif pour le risque de crédit spécifique à l'instrument lié à ces accords.

Différence entre la juste valeur globale et le solde contractuel restant dû Le tableau suivant indique la différence entre la juste valeur globale et le solde contractuel restant dû au 31 décembre 2024 et 2023 pour les prêts, la dette à long terme et les droits de bénéficiaire à long terme pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie.

	2024			2023		
	Capital contractuel restant dû	Juste valeur	Juste valeur plus/(moins) que le capital contractuel restant dû	Capital contractuel restant dû	Juste valeur	Juste valeur sur/(sous) le capital contractuel restant dû
31 décembre (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Prêts						
Prêts à intérêts non comptabilisés	3 429	464	(2 965)	2 987	588	(2 399)
Prêts déclarés comme actifs détenus à des fins de transaction						
Prêts	1 711	1 492	(219)	838	732	(106)
Sous-total	5 140	1 956	(3 184)	3 825	1 320	(2 505)
90 jours ou plus de retard de paiement et						
Prêts ^(a)	50	45	(5)	65	59	(6)
Tous les autres prêts productifs^(b)						
Prêts déclarés comme actifs détenus à des fins de transaction	12 171	10 852	(1 319)	9 547	7 968	(1 579)
Prêts ^(c)	40 342	39 813	(529)	38 948	38 060	(888)
Sous-total	52 513	50 665	(1 848)	48 495	46 028	(2 467)
Total des prêts	57 703	52 666	(5 037)	52 385	47 407	(4 978)
Dettes à long terme						
Dettes à capital protégé	57 414	47 780 ^(e)	(9 634)	47 768	38 882 ^(e)	(8 886)
Dettes non protégées par des titres de créance ^(d)	NA	53 000	NA	NA	49 042	NA
Total de la dette à long terme	NA	100 780	NA	NA	87 924	NA

(a) Ces soldes sont exclus des prêts à intérêts non comptabilisés car les prêts sont assurés et/ou garantis par des agences gouvernementales américaines.

(b) Aux 31 décembre 2024 et 2023, aucun prêt productif n'était en souffrance depuis quatre-vingt-dix jours plus.

(c) Comprend les prêts assurés et/ou garantis par des agences gouvernementales américaines en retard de moins de 90 jours.

(d) Le capital contractuel restant n'est pas applicable aux obligations structurées sans protection du capital et aux intérêts bénéficiaires à long terme. Contrairement aux obligations structurées à capital protégé et aux droits de bénéficiaire à long terme, pour lesquels l'entreprise est tenue

de rembourser un montant déterminé de capital à l'échéance, les obligations structurées à capital non protégé et les droits de bénéficiaire à long terme n'obligent pas l'entreprise à rembourser un montant déterminé de capital à l'échéance, mais, pour les obligations structurées, à rembourser un montant basé sur la performance d'une variable sous-jacente ou d'un élément dérivé incorporé dans l'obligation. Toutefois, les investisseurs sont exposés au risque de crédit de l'entreprise en tant qu'émetteur, tant pour les obligations sans protection du capital que pour les obligations avec protection du capital.

(e) Lorsque l'entreprise émet des obligations à coupon zéro ou à escompte dont le capital est protégé, le solde reflète le paiement contractuel du capital à l'échéance ou, le cas échéant, le paiement contractuel du capital à la prochaine date d'appel de fonds de l'entreprise.

Au 31 décembre 2024 et 2023, le montant contractuel des engagements liés à des prêts pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie s'élevait respectivement à 12,2 milliards de dollars et 9,7 milliards de dollars, avec une juste valeur correspondante de 50 millions de dollars et de 1,5 milliard d'euros.

97 millions de dollars, respectivement. Voir la note 28 pour plus d'informations sur les instruments financiers hors bilan liés aux prêts.

Note 4 - Concentrations du risque

Produits d'obligations structurées par classification du bilan et composante de risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des obligations structurées, par classification du bilan et par type de risque principal.

(en millions)	31 décembre 2024				31 décembre 2023			
	Dettes à long terme	Court terme emprunts	Dépôts	Total	Dettes à long terme	Emprunts à court terme	Dépôts	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Exposition au risque								
Taux d'intérêt	46 220	1 065	28 871	76 156	38 604	654	74 526	113 784
Crédit	6 213	1 242	-	7 455	5 444	350	-	5 794
Change	2 309	1 058	416	3 783	2 605	941	187	3 733
Fonds propres	44 149	7 881	2 986	55 016	38 685	5 483	2 905	47 073
Produits de base	1 331	62	1 ^(a)	1 394	1 862	11	1 ^(a)	1 874
Total des notes structurées	100 222	11 308	32 274	143,804	87 200	7 439	77 619	172,258

(a) Ne comprend pas les dépôts liés aux métaux précieux pour lesquels l'option de la juste valeur n'a pas été choisie, soit 869 millions de dollars et 627 millions de dollars pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023, respectivement.

Il y a concentration du risque de crédit lorsqu'un certain nombre de clients, de contreparties ou de consommateurs sont engagés dans des activités commerciales similaires ou dans la même région géographique, ou lorsqu'ils présentent des caractéristiques économiques similaires qui feraient que leur capacité à remplir leurs obligations contractuelles serait affectée de la même manière par des changements de la conjoncture économique.

JPMorganChase surveille régulièrement les différents segments de ses portefeuilles de crédit afin d'évaluer les concentrations potentielles de risque de crédit et d'obtenir des garanties supplémentaires lorsque cela est jugé nécessaire et autorisé par les accords de la société. La direction générale est fortement impliquée dans le processus d'approbation et d'examen du crédit, et les niveaux de risque sont ajustés en fonction des besoins pour refléter l'appétit du risque de l'entreprise.

Dans le portefeuille de prêts à la consommation, les concentrations sont gérées principalement par produit et par région géographique aux Etats-Unis, en mettant l'accent sur les tendances et les concentrations au du portefeuille, où les concentrations potentielles de risque de crédit peuvent être corrigées par des changements dans les politiques de souscription et les lignes directrices du portefeuille. Voir la note 12 pour plus d'informations sur la composition géographique des portefeuilles de prêts à la consommation de l'entreprise. Dans le portefeuille de prêts de gros, les concentrations de risque de crédit sont évaluées principalement par secteur d'activité et font l'objet d'un suivi régulier, tant au niveau du portefeuille global qu'au niveau de chaque client ou contrepartie.

L'exposition de la firme aux risques de gros est gérée par le biais de syndications de prêts et de participations, de ventes de prêts, de titrisations, de dérivés de crédit, d'accords généraux de compensation, de garanties et d'autres techniques de réduction des risques. Voir la note 12 pour plus d'informations sur les prêts.

L'entreprise ne pense pas que son exposition à un produit de prêt ou à un secteur d'activité particulier entraîne une concentration importante du risque de crédit.

Les conditions des produits de prêt et la couverture des garanties sont prises en compte dans l'évaluation de l'entreprise lors de l'octroi de crédits et de l'établissement de sa provision pour pertes sur créances. Voir la note 13 pour plus d'informations sur la provision pour pertes sur créances.

Le tableau ci-dessous présente l'exposition au crédit à la consommation et au crédit de gros, au bilan et hors bilan, par les trois segments du portefeuille de crédit de l'entreprise aux 31 décembre 2024 et 2023. La catégorie de risque du secteur de la vente en gros est généralement basée sur l'activité commerciale principale du client ou de la contrepartie.

31 décembre (en millions)	2024				2023			
	Exposition au risque de crédit ^(h)	Bilan		Hors bilan	Exposition au risque de crédit ^(h)	Bilan		Hors bilan
		Prêts	Produits dérivés			Prêts	Produits dérivés	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Consommateurs à l'exclusion des cartes de crédit	437 654	392 810	-	44 844	455 496	410 093	-	45 403
Carte de crédit ^(a)	1 234 171	232 860	-	1 001 311	1 126 781	211 123	-	915 658
Consommateur total ^(a)	1 671 825	625 670	-	1 046 155	1 582 277	621 216	-	961 061
Commerce de gros ^(b)								
Immobilier	207 050	169 506	310	37 234	208 261	166 372	420	41 469
Personnes physiques et entités individuelles ^(c)	144 145	130 317	1 259	12 569	145 849	126 339	725	18 785
Gestionnaires d'actifs	135 541	58 720	15 695	61 126	129 574	52 178	9 925	67 471
Consommateurs et commerce de détail	129 815	46 509	1 608	81 698	127 086	46 274	2 013	78 799
Technologie médias et télécommunications	84 716	21 449	2 448	60 819	77 296	22 450	2 451	52 395
Industrie	72 530	24 011	2 035	46 484	75 092	26 548	1 335	47 209
Soins de santé	64 224	23 243	616	40 365	65 025	23 169	1 577	40 279
Banques et sociétés financières	61 287	40 239	3 890	17 158	57 177	33 941	2 898	20 338
Utilitaires	35 871	6 172	2 631	27 068	36 061	7 067	3 396	25 598
Gouvernement des Etats et des municipalités ^(d)	35 039	19 279	372	15 388	35 986	20 019	442	15 525
Automobile	34 336	17 696	794	15 846	33 977	17 459	428	16 090
Pétrole et gaz	31 724	7 226	1 153	23 345	34 475	8 480	705	25 290
Assurance	24 267	2 533	9 703	12 031	20 501	2 535	7 138	10 828
Produits chimiques et plastiques	20 782	6 176	267	14 339	20 773	6 458	441	13 874
Transport	17 019	5 380	769	10 870	16 060	5 080	555	10 425
Métaux et mines	15 860	4 425	564	10 871	15 508	4 655	274	10 579
Gouvernement central	13 862	4 715	6 285	2 862	17 704	5 463	10 669	1 572
Sociétés de titres	9 443	1 878	3 197	4 368	8 689	865	3 285	4 539
Infrastructure des marchés financiers	4 446	16	2 410	2 020	4 251	86	2 155	2 010
Tous les autres ^(e)	140 873	100 906	4 961	35 006	134 777	97 034	4 032	33 711
Sous-total	1 282 830	690 396	60 967	531 467	1 264 122	672 472	54 864	536 786
Prêts détenus pour la vente et prêts à la juste valeur	31 922	31 922	-	-	30 018	30 018	-	-
Créances sur la clientèle ^(f)	51 929	-	-	-	47 625	-	-	-
Total du commerce de gros	1 366 681	722 318	60 967	531 467	1 341 765	702 490	54 864	536 786
Exposition totale ^(g)	3 038 506	1 347 988	60 967	1 577 622	2 924 042	1 323 706	54 864	1 497 847

(a) Comprend également les engagements liés aux prêts de cartes commerciales, principalement dans la BFI.

(b) Les classements sectoriels présentés dans le tableau au 31 décembre 2023 sont basés sur les classements sectoriels des expositions correspondantes au 31 décembre 2024, et non sur les classements réels de ces expositions au 31 décembre 2023.

(c) Les particuliers et les entités individuelles sont principalement des clients de Global Private Bank au sein de l'AWM et de J.P. Morgan Wealth Management au sein de la CCB, et comprennent des sociétés d'investissement personnelles et des fiducies personnelles et testamentaires.

(d) Outre l'exposition au risque de crédit des Etats et des administrations municipales (américaines et non américaines) au 31 décembre 2024 et 2023, comme indiqué ci-dessus, la société détenait : 6,1 milliards de dollars et 5,9 milliards de dollars, respectivement, d'actifs de négociation ; 17,9 milliards de dollars et 21,4 milliards de dollars, respectivement, de titres disponibles à la vente ; et 9,3 milliards de dollars et 9,9 milliards de dollars, respectivement, de titres détenus jusqu'à l'échéance, émis par des Etats et des municipalités des Etats-Unis. Voir la note 2 et la note 10 pour plus d'informations.

(e) Tous les autres comprennent : les entités ad hoc et les organismes privés d'enseignement et de services civiques, qui représentent respectivement environ 94 % et 6 % aux 31 décembre 2024 et 2023. Voir la note 14 pour plus d'informations sur les expositions aux entités ad hoc.

(f) Les créances sur les clients reflètent les prêts sur marge détenus pour investissement aux clients de courtage de CIB, CCB et AWM qui sont garantis par des actifs maintenus dans les comptes de courtage des clients (y compris les espèces en dépôt et les titres de créance ou d'actions principalement liquides et facilement négociables).

(g) Ne comprend pas les liquidités placées auprès des banques, soit 459,2 milliards de dollars et 614,1 milliards de dollars au 31 décembre 2024 et 2023, respectivement, qui sont essentiellement placées auprès de diverses banques centrales, principalement des banques de réserve fédérales.

(h) L'exposition au risque de crédit est nette des participations au risque et exclut le bénéfice des dérivés de crédit utilisés dans les activités de gestion de portefeuille de crédit détenus contre des créances ou des prêts de dérivés et des titres liquides et autres garanties en espèces détenus contre des créances de dérivés.

(i) Représente les instruments financiers liés aux prêts.

Note 5 - Instruments dérivés

Les contrats dérivés tirent leur valeur des prix des actifs sous-jacents, des indices, des taux de référence, d'autres données ou d'une combinaison de ces facteurs et peuvent exposer les contreparties aux risques et aux bénéfices d'un actif ou d'un passif sous-jacent sans avoir à investir initialement dans l'actif ou le passif, à le posséder ou à l'échanger. JPMorganChase commercialise des produits dérivés pour le compte de ses clients et utilise également des produits dérivés pour couvrir ou gérer ses propres risques. La plupart des produits dérivés de l'entreprise sont conclus à des fins de tenue de marché ou de gestion des risques.

Produits dérivés destinés à la tenue de marché

La majorité des produits dérivés de l'entreprise sont conclus à des fins de tenue de marché. Les clients utilisent des produits dérivés pour atténuer ou modifier les risques de taux d'intérêt, de crédit, de change, d'actions et de matières premières. L'entreprise gère activement les risques liés à son exposition à ces produits dérivés en concluant d'autres contrats dérivés ou en achetant ou vendant d'autres instruments financiers qui compensent partiellement ou totalement l'exposition aux produits dérivés des clients.

Dérivés pour la gestion des risques

L'entreprise gère certains risques de marché et de crédit à l'aide d'instruments dérivés, y compris des dérivés dans des relations de comptabilité de couverture et d'autres dérivés utilisés pour gérer les risques associés à des actifs et des passifs spécifiques.

L'entreprise utilise généralement des produits dérivés sur les taux d'intérêt pour gérer le risque lié aux variations des taux d'intérêt. La valeur de marché des actifs et des passifs à taux fixe s'apprécie ou se déprécie en fonction des variations des taux d'intérêt. De même, les produits et les charges d'intérêts augmentent ou diminuent en raison de la réinitialisation des actifs et des passifs à taux variable aux taux actuels du marché, et en raison du remboursement et de la création ou de l'émission ultérieure d'actifs et de passifs à taux fixe aux taux actuels du marché. Les gains et les pertes sur les instruments dérivés liés à ces actifs et passifs devraient compenser en grande partie cette variabilité.

Les instruments dérivés sur devises sont utilisés pour gérer le risque de change associé à certains actifs et passifs libellés en devises (c'est-à-dire en devises autres que le dollar américain) et à des transactions prévues, ainsi qu'aux investissements nets de l'entreprise dans certaines filiales ou succursales non américaines dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain, mais qui ne sont pas libellées en dollars américains.

Le dollar américain. En raison des fluctuations des devises étrangères, les valeurs équivalentes en dollars américains des actifs et passifs libellés en devises étrangères ou des recettes ou dépenses prévues augmentent ou diminuent. Les gains ou les pertes sur les instruments dérivés liés à ces actifs ou passifs libellés en devises étrangères, ou aux transactions prévues, devraient compenser en grande partie cette variabilité.

Les instruments dérivés sur les matières premières sont utilisés pour gérer le risque de prix de certains stocks de matières premières. Les gains ou les pertes sur ces instruments dérivés sont censés compenser substantiellement la dépréciation ou l'appréciation de l'inventaire correspondant.

Les dérivés de crédit sont utilisés pour gérer le risque de crédit de la contrepartie associé aux prêts et aux engagements liés aux prêts. Les dérivés de crédit indemnisent l'acheteur lorsque l'entité référencée dans le contrat subit un événement de crédit, tel qu'une faillite ou défaut de paiement d'une obligation à l'échéance. Les dérivés de crédit consistent principalement en des CDS. Voir la section Dérivés de crédit aux pages 222-224 de la présente note pour une analyse plus approfondie des dérivés de crédit.

Pour plus d'informations sur les dérivés de gestion des risques, voir le tableau des gains et pertes sur les dérivés de gestion des risques à la page 221 et les tableaux des gains et pertes sur la comptabilité de couverture aux pages 218 à 221 de la présente note.

Contreparties aux produits dérivés et types de règlement

L'entreprise conclut des dérivés de gré à gré, qui sont négociés et réglés bilatéralement avec la contrepartie du dérivé. Elle également, en tant que mandant, certains contrats ETD, tels que des contrats à terme et des options, et des contrats de dérivés compensés de gré à gré avec des contreparties centrales. Les contrats ETD sont généralement des contrats standardisés négociés sur un marché boursier et compensés par la contrepartie centrale, qui est la contrepartie de l'entreprise dès le début des transactions. Les produits dérivés compensés de gré à gré sont négociés sur une base bilatérale et font ensuite l'objet d'une novation auprès de la contrepartie centrale pour compensation.

Services de compensation de produits dérivés

L'entreprise fournit des services de compensation à des clients pour lesquels elle agit en tant que membre compensateur auprès de certaines bourses et chambres de compensation. L'entreprise ne tient pas compte des contrats de dérivés de ses clients dans ses états financiers consolidés. Voir la note 28 pour plus d'informations sur les services de compensation de la Firme.

Comptabilisation des produits dérivés

Tous les instruments dérivés autonomes que l'entreprise exécute pour son propre compte doivent être inscrits au bilan consolidé à leur juste valeur.

Comme le permettent les GAAP américains, l'entreprise compense les actifs et les passifs dérivés, ainsi que les créances et les dettes liées aux garanties en espèces, lorsqu'il existe un accord-cadre de compensation juridiquement exécutoire entre l'entreprise et la contrepartie du dérivé. Voir la note 1 pour plus de détails sur la compensation des actifs et des passifs. La comptabilisation des variations de valeur d'un dérivé dépend de la désignation ou non de la transaction et de son éligibilité à la comptabilité de couverture. Les dérivés qui ne sont pas désignés comme des couvertures sont comptabilisés et évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les tableaux figurant aux pages 213 à 221 de la présente note fournissent des informations supplémentaires sur le montant et la présentation des actifs, passifs, gains et pertes liés aux produits dérivés. Se reporter aux notes 2 et 3 pour une analyse plus approfondie des dérivés incorporés dans les obligations structurées.

Dérivés désignés comme couvertures

L'entreprise applique la comptabilité de couverture à certains dérivés exécutés à des fins de gestion des risques - généralement des dérivés de taux d'intérêt, de change et de matières premières. Toutefois, JPMorganChase ne cherche pas à appliquer la comptabilité de couverture à tous les produits dérivés associés à ses activités de gestion des risques. Par exemple, l'entreprise n'applique pas la comptabilité de couverture aux CDS achetés utilisés pour gérer le risque de crédit des prêts et des engagements liés aux prêts, en raison des difficultés à qualifier ces contrats de couvertures. Pour la même raison, l'entreprise n'applique pas la comptabilité de couverture à certains dérivés de taux d'intérêt, de change et de matières premières utilisés à des fins de gestion des risques.

Pour bénéficier de la comptabilité de couverture, un dérivé doit être très efficace pour réduire le risque associé à l'exposition couverte. En outre, pour qu'un dérivé soit désigné comme une couverture, l'objectif et la stratégie de gestion des risques doivent être documentés. La documentation relative à la couverture doit identifier l'instrument dérivé de couverture, l'actif ou le passif ou la transaction prévue et le type de risque à couvrir, ainsi que la manière dont l'efficacité du dérivé est évaluée de manière prospective et rétrospective. Pour évaluer l'efficacité, l'entreprise utilise des méthodes statistiques telles que l'analyse de régression, des méthodes non statistiques telles que des comparaisons en valeur monétaire de la variation de la juste valeur du dérivé par rapport à la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert, ainsi que des comparaisons qualitatives des conditions essentielles et l'évaluation de toute modification de ces conditions. La mesure dans laquelle un dérivé a été, et devrait continuer à, hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert doit être évaluée et documentée au moins une fois par trimestre. S'il est établi qu'un dérivé n'est pas hautement efficace pour couvrir l'exposition désignée, la comptabilité de couverture cesse.

Il existe trois types de désignations de comptabilité de couverture : les couvertures de juste valeur, les couvertures de flux de trésorerie et les couvertures d'investissement net. JPMorganChase utilise des couvertures de juste valeur principalement pour couvrir la dette à long terme à taux fixe, les titres disponibles à la vente et certains stocks de matières premières. Pour les couvertures de juste valeur qualifiées, les variations de la juste valeur du dérivé et de la valeur de l'élément couvert pour le risque couvert sont comptabilisées dans les résultats. Certains montants exclus de l'évaluation de l'efficacité sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global et comptabilisés en résultat sur la durée de vie du dérivé. Si la relation de couverture prend fin, l'ajustement de l'élément couvert continue d'être comptabilisé dans la base de l'élément couvert et, pour les instruments financiers porteurs d'intérêts, est amorti en résultat en tant qu'ajustement du rendement. Les montants des dérivés affectant les résultats sont comptabilisés conformément à la classification de l'élément couvert - principalement les revenus nets d'intérêts et les revenus des transactions principales.

L'entreprise utilise la méthode de la couche de portefeuille pour gérer le risque de taux d'intérêt des portefeuilles d'actifs à taux fixe. Pendant toute la durée de la couverture ouverte, les ajustements de base sont maintenus au niveau du portefeuille et ne sont attribués aux actifs individuels que dans certaines circonstances. Il s'agit notamment des cas où le montant du portefeuille tombe en dessous des montants des couches couvertes, ou dans les cas de désignations volontaires.

JPMorganChase utilise des couvertures de flux de trésorerie principalement pour couvrir l'exposition à la variabilité des flux de trésorerie prévus pour les actifs et les passifs à taux variable et les recettes et dépenses libellées en devises étrangères. Pour les couvertures de flux de trésorerie admissibles, les variations de la juste valeur du dérivé sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global et comptabilisées dans les résultats lorsque l'élément couvert affecte les résultats. Les montants des dérivés affectant le résultat sont comptabilisés conformément à la classification de l'élément couvert - principalement les revenus autres que d'intérêts, les revenus nets d'intérêts et les charges de rémunération. Si la relation de couverture prend fin, la variation de la valeur du dérivé enregistrée dans les AOCI est comptabilisée en résultat lorsque les flux de trésorerie couverts affectent le résultat. Pour les relations de couverture qui sont interrompues parce que l'on s'attend à ce qu'une transaction prévue ne se produise pas conformément aux prévisions de couverture initiales, toute valeur dérivée connexe enregistrée dans les AOCI est immédiatement comptabilisée dans les résultats.

utilise des couvertures d'investissement net pour protéger la valeur de ses investissements nets dans certaines filiales ou succursales non américaines dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain. Pour les couvertures d'investissement net qualifiées, les variations de la juste valeur des dérivés dues aux variations des taux de change au comptant sont enregistrées dans les autres éléments du bilan en tant qu'écarts de conversion. Les montants exclus de l'évaluation de l'efficacité sont comptabilisés directement dans les résultats.

Le tableau suivant présente les principales utilisations de produits dérivés par l'entreprise, ainsi que la désignation de la comptabilité de couverture ou la catégorie d'information correspondante.

Type d'instrument dérivé	Utilisation de produits dérivés	Désignation et divulgation	Segment ou unité concerné(e)	Référence de la page
Gère les expositions au risque spécifiquement identifiées dans les relations de comptabilité de couverture qualifiées : Taux d'intérêt	Couverture des actifs et passifs à taux fixe	Couv. juste valeur	Entreprise	218-219
• Taux d'intérêt	Couverture d'actifs et de passifs à taux variable	Couv. flux trésorerie	Entreprise	220
• Change	Couverture d'actifs et de passifs libellés en devises étrangères	Couv. juste valeur	Entreprise	218-219
• Change	Couverture des produits et charges prévisionnels libellés en devises étrangères	Couv. flux trésorerie	Entreprise	220
• Taux de change	Couverture de la valeur des investissements de l'entreprise dans des entités dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain.	Couv. Inv. net	Entreprise	221
• Matières premières	Couverture des stocks de matières premières	Couv. juste valeur	CIB, AWM	218-219
Gère les expositions au risque spécifiquement identifiées qui ne sont pas désignées dans des relations de comptabilité de couverture qualifiées : • Taux d'intérêt	Gère le risque associé aux engagements hypothécaires, entrepôts et MSR	Gest. risque définie	CCB	221
• Crédit	Gère le risque de crédit associé à l'exposition aux prêts de gros	Gest. risque définie	CIB, AWM	221
• Taux d'intérêt et change	Gère le risque associé à certains autres actifs et dettes spécifiés	Gest. risque définie	Entreprises, CIB	221
	Risque spécifié de change			
Tenue de marché, produits dérivés et autres activités : • Divers	Tenue de marché et gestion des risques associés	Tenue de marché et autres	CIB	221
• Divers	Autres produits dérivés	Tenue de marché et autres	CIB, AWM, Entreprise	221

Montant notionnel des contrats dérivés

Le tableau suivant résume le montant notionnel des contrats dérivés autonomes en cours aux 31 décembre 2024 et 2023.

31 décembre (en milliards)	Montants notionnels ^(b)	
	2024	2023
	\$	\$
Contrats de taux d'intérêt		
Swaps	20 437	23 251
Futures et contrats à terme	3 067	2 690
Options écrites	3 067	3 370
Options achetées	3 089	3 362
Total des contrats de taux d'intérêt	29 660	32 673
Dérivés de crédit^(a)	1 191	1 045
Contrats de change		
Swaps de devises	4 509	4 721
Au comptant à terme et à terme de gré à gré	7 005	6 957
Options écrites	1 015	830
Options achetées	984	798
Total des contrats de change	13 513	13 306
Contrats d'actions		
Swaps	850	639
Futures et contrats à terme	206	157
Options écrites	914	778
Options achetées	788	698

Total des contrats d'actions	2 758	2 272
Contrats de marchandises		
Swaps	148	115
Au comptant à terme et à terme de gré à gré	191	157
Options écrites	137	130
Options achetées	125	115
Total des contrats de marchandises	601	517
Total des montants notionnels des produits dérivés	47 723	49 813

(a) Pour plus d'informations sur les volumes et les types de contrats de dérivés de crédit, voir l'analyse des dérivés de crédit aux pages 222-224.

(b) Représente la somme des contrats dérivés bruts longs et courts avec des tiers.

Bien que les montants notionnels indiqués ci-dessus donnent une indication du volume de l'activité de l'entreprise en matière de produits dérivés, ils dépassent largement, de l'avis de l'entreprise, les pertes éventuelles qui pourraient résulter de ces transactions. Pour la plupart des contrats dérivés, le montant notionnel n'est pas échangé ; il s'agit simplement d'un montant de référence utilisé pour calculer les paiements.

Impact des produits dérivés sur les bilans consolidés

Le tableau suivant résume les informations sur les produits dérivés à recevoir et à payer (avant et après les ajustements de compensation) qui figurent dans les bilans consolidés de l'entreprise aux 31 décembre 2024 et 2023, par désignation comptable (par exemple, si les produits dérivés ont été désignés dans des relations de comptabilité de couverture qualifiées ou non) et par type de contrat.

Dérivés libres à recevoir et à payer^(a)

	Créances brutes sur dérivés				Dérivés bruts à payer			
	Pas de désigné	Dérivé désigné Dérivé comme	Total	Net dérivée créances ^(b)	Non désignés comme couvertures	Désignées	Total des dettes dérivées	Net dérivé ^(eb) dettes
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
31 décembre 2024 (en millions)								
Actifs détenus à des fins de transaction et passif								
Taux d'intérêt	290 734	-	290 734	24 945	274 226	2	274 228	
Crédit	11 087	-	11 087	814	13 796	-	13 796	
Change	261 035	1 885	262 920	25 312	253 289	1 278	254 567	
Fonds propres	85 220	-	85 220	5 285	96 139	-	96 139	
Produits de base	15 490	136	15 626	4 611	14 415	73	14 488	
Total de la juste valeur des transactions actifs et passifs	663 566	2 021	665 587	60 967	651 865	1 353	653 218	

	Créances brutes sur dérivés				Dérivés bruts à payer			
	Pas de désignés	Dérivé désigné Dérivé comme	Total	Net dérivée créances ^(b)	Non désigné comme couvertures	Désignées	Total des dettes dérivées	Net dérivé ^(eb) dettes
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
31 décembre 2023 (en millions)								
Actifs détenus à des fins de transaction et passif								
Taux d'intérêt	250 689	2	250 691	26 324	240 482	-	240 482	11 896
Crédit	9 654	-	9 654	551	12 038	-	12 038	1 089
Change	205 010	765	205 775	18 019	210 623	1 640	212 263	12 620
Fonds propres	57 689	-	57 689	4 928	65 811	-	65 811	9 368
Produits de base	15 228	211	15 439	5 042	16 286	92	16 378	5 874
Total de la juste valeur des transactions actifs et passifs	538 270	978	539 248	54 864	545 240	1 732	546 972	40 847

(a) Les soldes excluent les billets structurés pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie. Pour plus d'informations, voir la note 3.

(b) Comme le permettent les GAAP américains, l'entreprise a choisi de compenser les créances et les dettes liées aux produits dérivés et les créances et dettes liées aux garanties en espèces lorsqu'il existe un accord général de compensation juridiquement exécutoire.

Compensation des dérivés

Les tableaux suivants présentent, aux 31 décembre 2024 et 2023, les montants bruts et nets à recevoir et à payer au titre des instruments dérivés, par contrat et par type de règlement. Les créances et dettes dérivées, ainsi que les garanties en espèces correspondantes provenant de même contrepartie, ont été compensées dans les bilans consolidés lorsque l'entreprise a obtenu un avis juridique approprié concernant l'accord de compensation globale. Lorsqu'un tel avis juridique n'a pas été demandé ou obtenu, les montants ne sont pas éligibles à la compensation dans les bilans consolidés, et ces créances et dettes dérivées sont présentées séparément dans les tableaux.

Outre les garanties en espèces reçues et transférées qui sont présentées sur une base nette avec les produits dérivés à recevoir et à payer, l'entreprise reçoit et transfère des garanties supplémentaires (instruments financiers et espèces). Ces montants atténuent le risque de crédit de la contrepartie associé aux instruments dérivés de l'entreprise, mais ne sont pas éligibles à une présentation nette :

- des garanties constituées de titres liquides et d'autres garanties en espèces détenues auprès de dépositaires tiers, qui figurent séparément dans les tableaux en tant que "Garanties non compensables dans les consolidés", à concurrence du montant de l'exposition à la juste valeur. Pour les besoins de cette information, la définition des titres liquides est cohérente avec la définition des actifs liquides de haute qualité telle que définie dans la règle LCR ;
- le montant de la garantie détenue ou transférée qui dépasse l'exposition à la juste valeur au niveau de chaque contrepartie, à la date présentée, et qui est exclu des tableaux ; et
- les garanties détenues ou transférées qui se rapportent à des créances ou des dettes dérivées pour lesquelles un avis juridique approprié n'a pas été demandé ou obtenu en ce qui concerne l'accord de compensation globale, qui est exclu des tableaux.

	2024			2023		
	Brut créances dérivées	Montants nettes sur le compte consolidé bilans	Net créances dérivées	Brut créances dérivées	Montants nettes sur le compte consolidé bilans	Net créances dérivées
31 décembre (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dérivés à recevoir nettoyables selon les PCGR US						
Contrats de taux d'intérêt :						
OTC	158 202	(134 791)	23 411	176 901	(152 703)	24 198
Compensation de gré à gré	130 989	(130 810)	179	71 419	(71 275)	144
négocié en bourse ^(a)	190	(188)	2	402	(389)	13
Total des contrats de taux d'intérêt	289 381	(265 789)	23 592	248 722	(224 367)	24 355
Contrats de crédit :						
OTC	8 680	(8 030)	650	7 637	(7 226)	411
Compensation de gré à gré	2 267	(2 243)	24	1 904	(1 877)	27
Total des contrats de crédit	10 947	(10 273)	674	9 541	(9 103)	438
Contrats de change :						
OTC	259 608	(236 931)	22 677	203 624	(187 295)	16 329
Compensation de gré à gré	685	(677)	8	469	(459)	10
négocié en bourse ^(a)	34	-	34	6	(2)	4
Total des contrats de change	260 327	(237 608)	22 719	204 099	(187 756)	16 343
Contrats d'actions :						
OTC	33 269	(30 742)	2 527	25 001	(23 677)	1 324
négocié en bourse ^(a)	51 040	(49 193)	1 847	30 462	(29 084)	1 378
Total des contrats d'actions	84 309	(79 935)	4 374	55 463	(52 761)	2 702
Contrats de marchandises :						
OTC	8 340	(5 848)	2 492	8 049	(5 084)	2 965
Compensation de gré à gré	126	(84)	42	133	(123)	10
négocié en bourse ^(a)	5 179	(5 083)	96	5 214	(5 190)	24
Total des contrats de marchandises	13 645	(11 015)	2 630	13 396	(10 397)	2 999
Créances dérivées avec avis juridique approprié	658 609	(604 620)	53 989^(d)	531 221	(484 384)	46 837^(d)
Créances dérivées pour lesquelles aucun avis juridique approprié n'a été sollicité ou obtenu	6 978		6 978	8 027		8 027
Total des créances dérivées comptabilisées dans les bilans consolidés	665 587		60 967	539 248		54 864
Sûreté non déductible dans les bilans consolidés^{(b)(c)}			(28,160)			(22,461)
Montants nets			32,807			32,403

	2024			2023		
	Brut dettes dérivées	Montants nets sur le compte consolidé bilans	Net dettes dérivées	Brut dettes dérivées	Montants nets sur le compte consolidé bilans	Net dettes dérivées
31 décembre (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes dérivées nettables selon les PCGR U.S.						
Contrats de taux d'intérêt :						
OTC	138 215	(130 375)	7 840	161 901	(152 467)	9 434
Compensation de gré à gré	134 555	(134 262)	293	76 007	(75 729)	278
négocié en bourse ^(a)	363	(352)	11	436	(390)	46
Total des contrats de taux d'intérêt	273 133	(264 989)	8 144	238 344	(228 586)	9 758
Contrats de crédit :						
OTC	11 381	(10 133)	1 248	10 332	(9 313)	1 019
Compensation de gré à gré	1 779	(1 765)	14	1 639	(1 636)	3
Total des contrats de crédit	13 160	(11 898)	1 262	11 971	(10 949)	1 022
Contrats de change :						
OTC	251 860	(238 292)	13 568	209 386	(199 173)	10 213
Compensation de gré à gré	772	(678)	94	552	(470)	82
négocié en bourse ^(a)	14	-	14	6	-	6
Total des contrats de change	252 646	(238 970)	13 676	209 944	(199 643)	10 301
Contrats d'actions :						
OTC	44 394	(38 298)	6 096	29 999	(27 360)	2 639
négocié en bourse ^(a)	49 578	(49 193)	385	33 137	(29 083)	4 054
Total des contrats d'actions	93 972	(87 491)	6 481	63 136	(56 443)	6 693
Contrats de marchandises :						
OTC	6 918	(5 206)	1 712	8 788	(5 192)	3 596
Compensation de gré à gré	84	(84)	-	120	(120)	-
négocié en bourse ^(a)	5 182	(4 919)	263	5 376	(5 192)	184
Total des contrats de marchandises	12 184	(10 209)	1 975	14 284	(10 504)	3 780
Dettes dérivées avec avis juridique approprié	645 095	(613 557)	31 538^(d)	537 679	(506 125)	31 554^(d)
Dettes dérivées pour lesquelles un avis juridique approprié n'a pas été demandé ou obtenu	8 123		8 123	9 293		9 293
Total des dettes dérivées comptabilisées dans les bilans consolidés	653 218		39 661	546 972		40 847
Garanties non comptabilisées dans les bilans consolidés^{(b)(d)}			(10,163)			(4,547)
Montants nets			29 498			36 300

(a) Les soldes des produits dérivés négociés en bourse qui se rapportent à des contrats à terme sont réglés quotidiennement.

(b) Comprend les titres liquides et autres garanties en espèces détenus par des dépositaires tiers en rapport avec des instruments dérivés pour lesquels un avis juridique approprié a été obtenu. Pour certaines contreparties, les montants de garantie des instruments financiers peuvent dépasser les soldes des créances et des dettes sur dérivés. Lorsque c'est le cas, le montant total déclaré est limité aux soldes nets des créances et des dettes dérivées avec cette contrepartie.

(c) Les garanties sur les produits dérivés ne concernent que les instruments dérivés de gré à gré et les instruments dérivés compensés de gré à gré.

(d) Les produits dérivés nets à recevoir comprenaient des garanties en espèces nettes de 51,9 milliards de dollars et 48,3 milliards de dollars au 31 décembre 2024 et 2023, respectivement. Le montant net des dérivés à payer comprenait des garanties en espèces nettes de 60,8 milliards de dollars et de 70,0 milliards de dollars aux 31 décembre 2024 et 2023, respectivement. Les garanties en espèces sur les dérivés concernent les instruments dérivés de gré à gré et compensés de gré à gré.

Risque de liquidité et éléments conditionnels liés au crédit

Outre les risques de marché spécifiques liés à chaque type de contrat dérivé, les produits dérivés exposent JPMorganChase au risque de crédit, c'est-à-dire au risque que les contreparties des produits dérivés ne respectent pas leurs obligations de paiement au titre des contrats dérivés et que la garantie éventuellement détenue par l'entreprise s'avère d'une valeur insuffisante pour couvrir l'obligation de paiement. La politique de JPMorganChase consiste à rechercher activement, dans la mesure du possible, l'utilisation d'accords généraux de compensation et d'accords de garantie juridiquement exécutoires afin d'atténuer le risque de crédit de la contrepartie inhérent aux créances sur dérivés.

Alors que les créances dérivées exposent l'entreprise au risque de crédit, les dettes dérivées exposent l'entreprise au risque de liquidité, étant donné que les contrats dérivés exigent généralement que l'entreprise dépose des garanties en espèces ou en titres auprès des contreparties lorsque la juste des contrats évolue en faveur des contreparties ou en cas de révision à la baisse des notations de crédit respectives de l'entreprise.

et de ses filiales. Certains contrats dérivés prévoient également la résiliation du contrat, généralement en cas de dégradation de la notation de l'entreprise ou de la contrepartie, à la juste valeur des contrats dérivés. Le tableau suivant présente la juste valeur globale des dettes nettes liées aux dérivés de gré à gré et aux dérivés compensés de gré à gré qui contiennent des garanties conditionnelles ou des clauses de résiliation susceptibles d'être déclenchées en cas de révision à la baisse des notations, ainsi que les garanties correspondantes que l'entreprise a déposées dans le cours normal de ses activités, aux 31 décembre 2024 et 2023.

Dérivés payables de gré à gré et compensés de gré à gré contenant des éléments déclencheurs de déclassement

(En millions)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	\$	\$
Juste valeur globale des dettes nettes au titre des instruments dérivés	15,371	14,655
Garanties déposées	15,204	14,673

Le tableau suivant montre l'impact d'un abaissement d'un ou deux crans des notations d'émetteur à long terme de JPMorgan Chase & Co. et de ses filiales, principalement JPMorgan Chase Bank, N.A., aux 31 décembre 2024 et 2023, en rapport avec les contrats de dérivés de gré à gré et compensés de gré à gré comportant des garanties conditionnelles ou des caractéristiques de résiliation susceptibles d'être déclenchées en cas d'abaissement des notations. Les contrats de produits dérivés exigent généralement que des garanties supplémentaires soient déposées ou que des résiliations soient déclenchées lorsque le seuil de notation prédéfini est franchi. Une dégradation par une seule agence de notation qui n'entraîne pas une notation inférieure à une notation correspondante préexistante fournie par une autre grande agence de notation n'entraîne généralement pas de garantie supplémentaire (sauf dans certains cas où une marge initiale supplémentaire peut être exigée à la suite d'une dégradation de la notation), ni d'exigences en matière de paiement de résiliation. L'impact sur la liquidité indiqué dans le tableau est calculé sur la base d'un abaissement de la notation en dessous de la plus basse notation actuelle des agences de notation mentionnées dans le contrat dérivé.

Impact sur la liquidité des déclencheurs de dégradation sur les dérivés de gré à gré et les dérivés compensés de gré à gré

(en millions)	31 décembre 2024		31 décembre 2023	
	Simple encoche cran déclassement	Deux crans déclassement	Un seul cran déclassement	Deux déclassement
	\$	\$	\$	\$
Montant des garanties supplémentaires à fournir en cas de déclassement ^(a)	119	1 205	75	1 153
Montant requis pour régler les contrats avec des déclencheurs de résiliation en cas de baisse de la notation de la banque déclassement ^(b)	78	458	93	592

(a) Inclut le collatéral supplémentaire à déposer pour la marge initiale.

(b) Les montants représentent la juste valeur des dettes dérivées et ne tiennent pas compte des garanties fournies.

Dérivés exécutés en prévision de la vente de l'actif financier sous-jacent

Dans certains cas, l'entreprise conclut des transactions dans lesquelles elle transfère des actifs financiers mais conserve l'exposition économique aux actifs transférés en concluant un dérivé avec la même contrepartie en vue du transfert initial. L'entreprise comptabilise généralement ces transferts comme des opérations de financement garanties, comme décrit dans la note 11, mais dans des circonstances limitées, ils peuvent être comptabilisés comme une vente et un dérivé selon les GAAP américains. Le montant de ces transferts comptabilisés comme une vente lorsque le dérivé associé était en cours n'était pas significatif aux 31 décembre 2024 et 2023.

Impact des produits dérivés sur le compte de résultat consolidé

Les tableaux suivants fournissent des informations sur les gains et les pertes enregistrés sur les produits dérivés en fonction de leur désignation ou de leur objectif en matière de comptabilité de couverture.

Gains et pertes liés à la couverture de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent les instruments dérivés, par type de contrat, utilisés dans les relations de comptabilité de couverture de la juste valeur, ainsi que les gains/(pertes) avant impôt enregistrés sur ces dérivés et les éléments couverts correspondants pour les exercices clos les 31 décembre 2024, 2023 et 2022, respectivement. L'entreprise inclut les gains/(pertes) sur le dérivé de couverture dans le même poste du compte de résultat consolidé que l'élément couvert correspondant.

	Gains/(pertes) enregistrés en résultat			Impact sur le compte de résultat des composantes exclues ^(e)		Impact de l'OCI
	Produits dérivés	Éléments couverts	Impact sur le compte de résultat	Approche de l'amortissement	Variations de la juste valeur	Dérivés - Gains/(pertes) ^(f) re comptabilisé dans les OCI
Exercice clos le 31 décembre 2024 (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Type de contrat						
Taux d'intérêt ^{(a)(b)}	711	(65)	646		699	-
Change ^(c)	(177)	402	225	(532)	225	(115)
Produit de base ^(d)	293	(160)	133	-	122	-
Total	827		1 004	(532)	1 046	(115)

	Gains/(pertes) enregistrés en résultat			Impact sur le compte de résultat des composantes exclues ^(e)		Impact de l'OCI
	Produits dérivés	Éléments couverts	Impact sur le compte de résultat	Approche de l'amortissement	Variations de la juste valeur	Dérivés - Gains/(pertes) ^(f) re comptabilisé dans les OCI
Exercice clos le 31 décembre 2023 (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Type de contrat						
Taux d'intérêt ^{(a)(b)}	1 554	(1 248)	306		157	-
Change ^(c)	722	(483)	239	(601)	239	(134)
Produit de base ^(d)	1 227	(706)	521	-	525	-
Total	3 503	(2 437)	1 066	(601)	921	(134)

	Gains/(pertes) enregistrés en résultat			Impact sur le compte de résultat des composantes exclues ^(e)		Impact de l'OCI
	Produits dérivés	Éléments couverts	Impact sur le compte de résultat	Approche de l'amortissement	Variations de la juste valeur	Dérivés - Gains/(pertes) ^(f) re comptabilisé dans les OCI
Exercice clos le 31 décembre 2022 (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Type de contrat						
Taux d'intérêt ^{(a)(b)}	(14 352)	14	(305)		(262)	-
Change ^(c)	(1 317)	1 423	106	(528)	106	130
Produit de base ^(d)	106	(70)	36	-	48	-
Total	(15 563)	15	163	(528)	(108)	130

(a) Il s'agit essentiellement de couvertures du risque de taux d'intérêt de référence (par exemple, Secured Overnight Financing Rate ("SOFR")) de la dette à long terme à taux fixe et des titres disponibles à la vente. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans le revenu net d'intérêt.

(b) Comprend l'amortissement du revenu/de la dépense associé(e) à l'ajustement de la comptabilité de couverture initiale appliquée à l'élément couvert. Ne comprend pas les intérêts courus sur les swaps de taux d'intérêt et les éléments couverts correspondants.

(c) Il s'agit essentiellement de couvertures du risque de change de la dette à long terme et des titres disponibles à la vente contre les variations des taux de change au comptant. Les gains et les pertes liés aux produits dérivés et aux éléments couverts en raison des variations des taux de change et de l'impact sur le compte de résultat des composantes exclues ont été enregistrés principalement dans les revenus des transactions principales et dans les revenus nets d'intérêts.

(d) Il s'agit de couvertures globales de la juste valeur des stocks de matières premières physiques qui sont généralement comptabilisés au plus faible du coût ou de la valeur nette de réalisation (la valeur nette de réalisation est proche de la juste valeur). Les gains et les pertes ont été comptabilisés dans les produits des opérations principales.

(e) L'évaluation de l'efficacité de la couverture exclut certaines composantes des variations de la juste valeur des dérivés et des éléments couverts, telles que les points à terme sur les contrats de change à terme, les valeurs temporelles et les écarts de base entre les devises. Les éléments exclus peuvent avoir une incidence sur les résultats, soit par l'amortissement du montant initial sur la durée de vie du dérivé, soit par les variations de la juste valeur comptabilisées dans la période en cours.

(f) Représente la variation de la valeur des montants exclus de l'évaluation de l'efficacité selon la méthode de l'amortissement, principalement les écarts de base entre les devises. Le montant exclu lors de la mise en place de la couverture est comptabilisé en résultat sur la durée de vie du dérivé.

Aux 31 décembre 2024 et 2023, les montants suivants ont été comptabilisés dans les bilans consolidés au titre de certains ajustements cumulés de la base de couverture de la juste valeur qui devraient être repris dans le compte de résultat au cours de périodes futures en tant qu'ajustement du rendement.

31 décembre 2024 (en millions)	Valeur comptable des éléments couverts	Montant cumulé des ajustements de juste valeur liés à la couverture inclus dans la valeur comptable des éléments couverts : (d)		
		Relations de couverture actives	Relations de couverture interrompues ^(e)	
			\$	\$
Actifs				
Titres de placement - AFS	203 141 ^(c)	(1 675)	(1 959)	(3 634)
Passif				
Dette à long terme	211 288	(3 711)	(9 332)	(13 043)
Titres de propriété émis par des EDDV consolidées	5 312	(30)	(5)	(35)

31 décembre 2023 (en millions)	Valeur comptable des éléments couverts	Montant cumulé des ajustements de juste valeur liés à la couverture inclus dans la valeur comptable des éléments couverts : (d)		
		Relations de couverture actives	Relations de couverture interrompues ^(e)	
			\$	\$
Actifs				
Titres de placement - AFS	151 752 ^(c)		(2 010\$)	(1 461)
Passif				
Dette à long terme	195 455	(2 042)	(9 727)	(11 769)
Titres de propriété émis par des EDDV consolidées	-			-

(a) Ne comprend pas les marchandises physiques d'une valeur comptable de 6,2 milliards de dollars et de 5,6 milliards de dollars au 31 décembre 2024 et 2023, respectivement, pour lesquelles l'entreprise applique la comptabilité de couverture de la juste valeur. Du fait de l'application de la comptabilité de couverture, ces stocks sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet de constater les gains et les pertes non réalisés au cours de l'exercice. Etant donné que l'entreprise sort de ces positions à la juste valeur, il n'y a pas d'impact supplémentaire sur le résultat net des périodes futures.

(b) Exclut les éléments couverts lorsque seul le risque de change est le risque couvert désigné, car les ajustements de base liés aux couvertures de change ne s'inverseront pas dans le compte de résultat au cours des périodes futures. Aux 31 décembre 2024 et 2023, la valeur comptable exclue pour les titres disponibles à la vente était de 28,7 milliards de dollars et de 19,3 milliards de dollars, respectivement. Aux 31 décembre 2024 et 2023, la valeur comptable exclue pour la dette à long terme était de 518 millions de dollars et de zéro, respectivement.

(c) La valeur comptable représente le coût amorti, déduction faite de la provision le cas échéant. Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, le coût amorti des portefeuilles fermés selon la méthode des couches de portefeuille s'élevait à 72,8 milliards de dollars et à 83,9 milliards de dollars, dont 41,2 milliards de dollars et 68,0 milliards de dollars étaient désignés comme étant couverts, respectivement. Le montant désigné comme couvert est la somme des montants notionnels de toutes les couches en cours dans chaque portefeuille, ce qui inclut les couches à départ au comptant et à départ à terme. Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, le montant cumulé des ajustements de base était de (1,7) milliard de dollars et de (165) millions de dollars, dont (1,2) milliard de dollars et 73 millions de dollars pour les relations de couverture actives, et (1,2) milliard de dollars pour les relations de couverture à terme, et (1,2) milliard de dollars pour les relations de couverture à terme.

(566) millions de dollars et (238) millions de dollars pour les relations de couverture abandonnées, respectivement. Voir la note 10 pour plus d'informations.

(d) Les montants positifs (négatifs) relatifs aux actifs représentent les ajustements cumulés de la base de couverture de la juste valeur qui réduiront (augmenteront) les revenus nets d'intérêts au cours des périodes futures. Les montants positifs (négatifs) relatifs aux passifs représentent les ajustements cumulés de la base de couverture de la juste valeur qui augmenteront (réduiront) les revenus nets d'intérêts au cours des périodes futures.

(e) Représente les ajustements de base existant à la date du bilan associés aux éléments couverts qui ont été retirés des relations de couverture de la juste valeur qualifiées.

Gains et pertes liés à la couverture des flux de trésorerie

Les tableaux suivants présentent les instruments dérivés, par type de contrat, utilisés dans le cadre de la comptabilité de couverture des flux de trésorerie, ainsi que les gains/(pertes) avant impôt enregistrés sur ces instruments dérivés, pour les exercices clos les 31 décembre 2024, 2023 et 2022, respectivement. L'entreprise inclut les gains/(pertes) sur l'instrument dérivé de couverture dans le même poste du compte de résultat consolidé que la variation des flux de trésorerie sur l'élément couvert correspondant.

	Gains/(pertes) sur dérivés enregistrés dans le résultat et dans les autres éléments du résultat global		
	Montants reclassés de l'AOCI au résultat net	Montants comptabilisés dans OCI	Total de variations dans OCI pour la période
Exercice clos le 31 décembre 2024 (en millions)	\$	\$	\$
Type de contrat			
Taux d'intérêt ^(a)	(2 668)	(3 603)	(935)
Change ^(b)	89	(139)	(228)
Total	(2 579)	(3 742)	(1 163)

	Gains/(pertes) sur dérivés enregistrés dans le résultat et dans les autres éléments du résultat global		
	Montants reclassés de l'AOCI au résultat net	Montants comptabilisés dans OCI	Total de variations dans OCI pour la période
Exercice clos le 31 décembre 2023 (en millions)	\$	\$	\$
Type de contrat			
Taux d'intérêt ^(a)	(1 839)	274	2 113
Change ^(b)	64	209	145
Total	(1 775)	483	2 258

	Gains/(pertes) sur dérivés enregistrés dans le résultat et dans les autres éléments du résultat global		
	Montants reclassés de l'AOCI au résultat net	Montants comptabilisés dans OCI	Total de variations dans OCI pour la période
Exercice clos le 31 décembre 2022 (en millions)	\$	\$	\$
Type de contrat			
Taux d'intérêt ^(a)	(153)	(7 131)	(6 978)
Change ^(b)	(267)	(342)	(75)
Total	(420)	(7 473)	(7 053)

(a) Il s'agit principalement de couvertures d'actifs à taux variable indexés sur le SOFR. Les gains et les pertes ont été comptabilisés dans le revenu net d'intérêt.

(b) Il s'agit essentiellement de couvertures du risque de change lié aux recettes et aux dépenses non libellées en dollars américains. Le classement des gains et des pertes dans le compte de résultat suit l'élément couvert - principalement les revenus autres que d'intérêts et les charges de rémunération.

Le cabinet n'a pas connu de transactions prévues qui n'ont pas eu lieu pour les exercices clos en 2024, 2023 et 2022.

Au cours des 12 prochains mois, l'entreprise s'attend à ce qu'environ (1,6) milliard de dollars (après impôts) de pertes nettes enregistrées dans le cumul des autres éléments du résultat global au 31 décembre 2024, liées aux couvertures de flux de trésorerie, soient comptabilisées en résultat. Pour les couvertures de flux de trésorerie qui ont été résiliées, la durée maximale pendant laquelle les résultats des dérivés enregistrés dans le cumul des autres éléments du résultat global seront comptabilisés dans les résultats est d'environ sept ans, ce qui correspond au calendrier des flux de trésorerie prévus couverts à l'origine. Pour les couvertures de flux de trésorerie ouvertes, la durée maximale pendant laquelle les transactions prévues sont couvertes est d'environ sept ans. Les transactions prévues à plus long terme de l'entreprise sont liées aux activités principales de prêt et d'emprunt.

Gains et pertes nets de couverture des investissements

Le tableau suivant présente les instruments de couverture, par type de contrat, qui ont été utilisés dans des relations de comptabilité de couverture d'investissement net, et les gains/(pertes) avant impôt enregistrés sur ces instruments pour les exercices clos les 31 décembre 2024, 2023 et 2022.

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2024		2023		2022	
	Montants comptabilisés en résultat (a)(b)	Montants comptabilisés dans les OCI	Montants comptabilisés en résultat (a)(b)	Montants comptabilisés dans les OCI	Montants comptabilisés en résultat (a)(b)	Montants comptabilisés dans les OCI
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dérivés de change	467	4 411	384	(1 732)	(123)	3 591

(a) Certaines composantes des dérivés de couverture peuvent être exclues de l'évaluation de l'efficacité de la couverture, comme les points à terme sur les contrats de change à terme. L'entreprise choisit d'enregistrer les variations de la juste valeur de ces montants directement dans les autres revenus.

(b) Exclut les montants reclassés du cumul des autres éléments du résultat global au résultat lors de la vente ou de la liquidation des entités couvertes. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, l'entreprise a reclassé un gain net avant impôt de 89 millions de dollars dans les autres produits et charges. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, l'entreprise a reclassé une perte nette avant impôt de (35) millions de dollars dans les autres produits, y compris l'impact de l'acquisition de CIFM. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, le cabinet a reclassé des gains nets avant impôt de 38 millions de dollars dans les autres produits/charges liés à la liquidation de certaines entités juridiques. Voir la note 24 pour plus d'informations.

Gains et pertes sur les produits dérivés utilisés à des fins spécifiques de gestion des risques

Le tableau suivant présente les gains/(pertes) avant impôt enregistrés sur un nombre limité de dérivés, non désignés dans des relations de comptabilité de couverture, qui utilisés pour gérer les risques associés à certains actifs et passifs spécifiques, y compris certains risques découlant des engagements hypothécaires, des prêts entrepôts, des MSR, des expositions aux prêts de gros, et des actifs et passifs libellés en devises étrangères.

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	Gains/(pertes) sur dérivés comptabilisés en résultat		
	2024	2023	2022
	\$	\$	\$
Type de contrat			
Taux d'intérêt ^(a)	(425)	(135)	(827)
Crédit ^(b)	(604)	(441)	51
Change ^(c)	(10)	(2)	(48)
Total	(1 039)	(578)	(824)

(a) Il s'agit principalement de dérivés de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt inhérent aux engagements hypothécaires, aux prêts entrepôts et aux MSR, ainsi qu'aux engagements écrits d'octroi de prêts entrepôts. Les gains et les pertes ont été enregistrés principalement dans les commissions hypothécaires et les revenus connexes.

(b) Concerne les dérivés de crédit utilisés pour atténuer le risque de crédit associé à l'exposition aux prêts dans les activités de gros de l'entreprise. Ces dérivés ne comprennent pas les dérivés de crédit utilisés pour atténuer le risque de crédit de la contrepartie découlant des créances sur dérivés, qui est inclus dans les gains et pertes sur les dérivés liés aux activités de tenue de marché et aux autres dérivés. Les gains et les pertes ont été comptabilisés dans le revenu des opérations principales.

(c) Il s'agit principalement de produits dérivés utilisés pour atténuer le risque de change d'actifs et de passifs spécifiés libellés en devises étrangères. Les gains et les pertes ont été comptabilisés dans les recettes des opérations principales.

Gains et pertes sur les produits dérivés liés aux activités de tenue de marché et autres produits dérivés

L'entreprise fait du commerce de produits dérivés pour répondre aux besoins de ses clients et utilise des produits dérivés pour gérer certains risques associés aux positions ouvertes nettes résultant de ses activités de tenue de marché, y compris le risque de crédit de la contrepartie découlant des créances sur produits dérivés. Tous les dérivés qui ne sont pas inclus dans la comptabilité de couverture ou dans les catégories de gestion des risques spécifiées ci-dessus sont inclus dans cette catégorie. Les gains et les pertes sur ces produits dérivés sont principalement enregistrés dans le revenu des transactions principales. Voir la note 6 pour plus d'informations sur les revenus des transactions principales.

Dérivés de crédit

Les dérivés de crédit sont des instruments financiers dont la valeur est dérivée du risque de crédit associé à la dette d'un émetteur tiers (l'entité de référence) et qui permettent à une partie (l'acheteur de protection) de transférer ce risque à une autre partie (le vendeur de protection). Les dérivés de crédit exposent l'acheteur de la protection à la solvabilité du vendeur de la protection, car ce dernier est tenu d'effectuer des paiements en vertu du contrat lorsque l'entité de référence connaît un événement de crédit, tel qu'une faillite, un défaut de paiement ou restructuration. Le vendeur d'une protection de crédit reçoit une prime pour la fourniture de la protection, mais il court le risque que l'instrument sous-jacent référencé dans le contrat fasse l'objet d'un événement de crédit.

L'entreprise est à la fois acheteur et vendeur de protection sur le marché des dérivés de crédit et utilise ces dérivés à deux fins principales. Premièrement, en tant que teneur de marché, l'entreprise gère activement un portefeuille de dérivés de crédit en achetant et en vendant de la protection de crédit, principalement sur des titres de créance d'entreprises, afin de répondre aux besoins des clients. Deuxièmement, en tant qu'utilisateur final, l'entreprise utilise des dérivés de crédit pour gérer le risque de crédit associé aux expositions de prêt (prêts et engagements

non financés) dans ses activités de gros et de consommation et aux expositions de contrepartie de dérivés dans ses activités de gros, et pour gérer le risque de crédit découlant de certains instruments financiers dans les activités de tenue de marché de l'entreprise. Voici un résumé des différents types de dérivés de crédit.

Swaps de défaut de crédit

Les dérivés de crédit peuvent faire référence au crédit d'une entité de référence unique ("single-name"), d'un indice large ou d'un portefeuille. L'entreprise achète et vend de la protection sur les obligations à référence unique et sur les obligations à référence indicelle. Les contrats de CDS à nom unique et de CDS sur indice sont des contrats dérivés de gré à gré ou compensés de gré à gré. Les CDS sur un seul nom sont utilisés pour gérer le risque de défaillance d'une entité de référence unique, tandis que les contrats de CDS sur un indice sont utilisés pour gérer le risque de crédit associé à des marchés de crédit plus larges ou à des segments de marché de crédit. Comme le S&P 500 et d'autres indices de marché, un indice de CDS est constitué d'un portefeuille de CDS sur de nombreuses entités de référence. De nouvelles séries d'indices CDS sont périodiquement établies avec un nouveau portefeuille sous-jacent d'entités de référence pour refléter les changements sur les marchés du crédit. Si l'une des entités de référence de l'indice subit un incident de crédit, l'entité de référence qui a fait défaut est retirée de l'indice. Les CDS peuvent également être référencés par rapport à des portefeuilles spécifiques de noms de référence ou par rapport à des niveaux d'exposition personnalisés : par exemple, pour fournir une protection contre la première tranche de 1 million de dollars de pertes de crédit réalisées dans un portefeuille de référence, les CDS peuvent être référencés par rapport à des niveaux d'exposition spécifiques.

Un portefeuille d'exposition de 10 millions de dollars. Ces structures sont communément appelées CDS de tranche.

Pour les contrats de CDS à nom unique et les contrats de CDS sur indice, lors de la survenance d'un événement de crédit, selon les termes d'un contrat de CDS, aucune des parties au contrat de CDS n'a de recours contre l'entité de référence. L'acheteur de protection a un recours contre le vendeur de protection pour la différence entre la valeur nominale du contrat de CDS et la juste valeur de l'obligation de référence au moment du règlement du contrat de dérivé de crédit, également connue sous le nom de valeur de recouvrement. L'acheteur de protection ne doit pas nécessairement détenir l'instrument de dette de l'entité de référence sous-jacente pour recevoir les montants dus au titre du contrat de CDS lorsqu'un événement de crédit se produit.

Notes relatives au crédit

Une obligation liée au crédit est un dérivé financé avec une composante de risque de crédit dans lequel l'émetteur de l'obligation liée au crédit achète à l'investisseur de l'obligation une protection de crédit sur une entité de référence ou un indice. En vertu du contrat, l'investisseur paie à l'émetteur la valeur nominale de la note au début de la transaction et, en retour, l'émetteur effectue des paiements périodiques à l'investisseur, en fonction du risque de crédit de l'entité référencée. L'émetteur rembourse également à l'investisseur la valeur nominale de la note à l'échéance, à moins que l'entité de référence (ou l'une des entités composant un indice de référence) ne connaisse un événement de crédit spécifié. Si un événement de crédit se produit, l'émetteur n'est pas tenu de rembourser la valeur nominale de la note, mais il paie à l'investisseur la différence entre la valeur nominale de la note et la juste valeur de l'obligation de référence défaillante au moment du règlement. Aucune des parties à l'obligation liée au crédit n'a de recours contre l'entité de référence défaillante.

Les tableaux suivants présentent un résumé des montants notionnels des dérivés de crédit et des obligations liées au crédit que l'entreprise a vendus et achetés aux 31 décembre 2024 et 2023. En cas d'incident de crédit, l'entreprise, en tant que vendeur de protection, verse généralement un pourcentage du montant notionnel total de la protection nette vendue, étant donné que le montant à payer sur les contrats tient compte de la valeur de recouvrement de l'obligation de référence au moment du règlement. L'entreprise gère le risque de crédit sur les contrats de vente de protection en achetant de la protection avec des entités de référence sous-jacentes identiques ou similaires. Les autres protections achetées mentionnées dans les tableaux suivants comprennent les dérivés de crédit achetés sur des positions de référence liées, mais non identiques (y compris des indices, des couvertures de portefeuille et d'autres points de référence), ainsi que les protections achetées par la BFI par le biais d'obligations liées au crédit. Les autres protections achetées comprennent également une protection contre certains prêts dans le portefeuille de prêts conservés, par le biais de l'émission de dérivés de crédit et d'obligations liées au crédit.

Le cabinet n'utilise pas les montants notionnels des dérivés de crédit comme mesure principale de la gestion du risque pour ces dérivés, car le montant notionnel ne tient pas compte de la probabilité de survenance d'un événement de crédit, de la valeur de recouvrement de l'obligation de référence, ou des instruments de trésorerie et des couvertures économiques connexes, qui réduisent tous, de l'avis du cabinet, les risques associés à ces dérivés.

Total des dérivés de crédit et des notes liées au crédit

	Paiement maximal/montant notionnel			
	Protection vendue	Protection achetée avec des sous-jacents identiques ^(c)	Protection nette (vendue)/achetée ^(d)	Autres protections achetées ^(e)
31 décembre 2024 (en millions)	\$	\$	\$	\$
Dérivés de crédit				
Swaps de défaut de crédit	(450 184)	474 554	24 370	6 858
Autres dérivés de crédit ^(a)	(110 913)	137 927	27 014	10 169
Total des dérivés de crédit	(561 097)	612 481	51 384	17 027
Notes liées au crédit ^(b)	-	-	-	10 471
Total	(561 097)	612 481	51 384	27 498

	Paiement maximal/montant notionnel			
	Protection vendue	Protection achetée avec des sous-jacents identiques ^(c)	Protection nette (vendue)/achetée ^(d)	Autres protections achetées ^(e)
31 décembre 2023 (en millions)	\$	\$	\$	\$
Dérivés de crédit				
Swaps de défaut de crédit	(450 172)	473 823	23 651	7 517
Autres dérivés de crédit ^(a)	(38 846)	45 416	6 570	29 206
Total des dérivés de crédit	(489 018)	519 239	30 221	36 723
Notes liées au crédit ^(b)	-	-	-	9 788
Total	(489 018)	519 239	30 221	46 511

(a) Les autres dérivés de crédit se composent principalement d'options de swaps de crédit et de swaps de rendement total.

(b) Représente principalement d'autres protections achetées par la CIB.

(c) Représente le montant notionnel total de la protection achetée lorsque l'instrument de référence sous-jacent est identique à l'instrument de référence de la protection vendue ; le montant notionnel de la protection achetée pour chaque instrument de référence sous-jacent identique peut supérieur ou inférieur au montant notionnel de la protection vendue.

(d) Ne tient pas compte de la juste valeur de l'obligation de référence au moment du règlement, qui réduirait généralement le montant que le vendeur de protection verse à l'acheteur de protection pour déterminer la valeur du règlement.

(e) Représente la protection achetée par l'entreprise sur des instruments référencés (nom unique, portefeuille ou indice) lorsque l'entreprise n'a pas vendu de protection sur l'instrument de référence identique. Comprend également la protection de crédit contre certains prêts et engagements liés à des prêts dans portefeuille de prêts conservés par le biais de l'émission de dérivés de crédit et d'obligations liées au crédit.

Les tableaux suivants résument les montants notionnels par notation, le profil d'échéance et la juste valeur totale des dérivés de crédit aux 31 décembre 2024 et 2023, lorsque JPMorganChase est le vendeur de la protection. Le profil d'échéance est basé sur l'échéance contractuelle restante des contrats de dérivés de crédit. Le profil de notation est basé sur la notation de l'entité de référence sur laquelle le contrat de dérivé de crédit est basé. Les notations et le profil d'échéance des dérivés de crédit pour lesquels JPMorganChase est l'acheteur de protection sont comparables au profil indiqué ci-dessous.

Protection vendue - dérivés de crédit notations^(a)/profil d'échéance

	<1 an	1-5 ans	>5 ans	Montant notionnel total	Juste valeur o f ^(b)	Juste valeur o f ^(b)	Juste valeur nette
31 décembre 2024 (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Cote de risque de l'entité de référence							
Qualité de l'investissement	(135 950)	(277 052)	(33 379)	(446 381)	4 593	(904)	3 689
De qualité inférieure	(42 149)	(70 525)	(2 042)	(114 716)	1 889	(1 738)	151

	<1 an	1-5 ans		Total notionnel	Juste valeur des créances ^(b)	Juste valeur des dettes ^(b)	Juste valeur nette
31 décembre 2023 (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Cote de risque de l'entité de référence							
Qualité de l'investissement	(89 981)	(263 834)	(29 470)	(383 285)	3 659	(1 144)	2 515
De qualité inférieure	(31 419)	(69 515)	(4 799)	(105 733)	2 466	(1 583)	883
Total	(121 400)	(333 349)	(34 269)	(489 018)	6 125	(2 727)	3 398

(a) L'échelle de notation est principalement basée sur les notations de crédit externes définies par S&P et Moody's.

(b) Les montants sont présentés sur une base brute, avant le bénéfice des accords généraux de compensation juridiquement exécutoires, y compris la compensation des garanties en espèces.

Note 6 - Revenus et charges autres que d'intérêts

Revenus autres que d'intérêts

Le cabinet comptabilise les revenus autres que les intérêts provenant de certains contrats conclus avec des clients dans les commissions de banque d'investissement, les commissions liées aux dépôts, les commissions de gestion d'actifs, les commissions et autres frais, ainsi que dans les composantes des revenus des cartes. Les contrats correspondants sont souvent résiliables sur demande et le cabinet n'a pas d'obligation résiduelle de fournir des services futurs. Pour les contrats à durée déterminée, l'entreprise peut s'engager à fournir des services à l'avenir. Les revenus associés à ces obligations de performance résiduelles dépendent généralement de la survenance d'événements futurs ou de la valeur des actifs sous-jacents, et ne sont pas comptabilisés tant que le résultat de ces événements ou de ces valeurs n'est pas connu.

Frais de banque d'investissement

Cette catégorie de revenus comprend les commissions de prise ferme et de conseil en matière de dette et d'actions. En tant que preneur ferme, le cabinet aide ses clients à lever des capitaux par le biais d'offres publiques et de placements privés de divers types d'instruments de dette et de capitaux propres. Les commissions de prise ferme sont principalement basées sur le prix d'émission et la quantité des instruments sous-jacents, et sont comptabilisées en tant que revenus généralement lors de l'exécution de la transaction du client. Le cabinet gère et syndique également des accords de prêts.

Les commissions d'arrangement de crédit et de syndication, incluses dans les commissions de prise ferme de titres de créance, sont comptabilisées en tant que revenus après avoir satisfait à certains critères de rétention, de délai et de rendement.

Le cabinet fournit également des services de conseil en aidant ses clients dans le cadre de fusions et d'acquisitions, de cessions, de restructurations et d'autres transactions complexes.

Les honoraires de conseil sont comptabilisés en tant que revenus généralement lors de l'exécution de la transaction du client.

Le tableau suivant présente les composantes des commissions de banque d'investissement.

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2024	2023	2022
	\$	\$	\$
Souscription			
Fonds propres	1 687	1 149	975
Dette	3 945	2 610	2 732
Total de la souscription	5 632	3 759	3 707
Avis	3 278	2 760	2 979
Total des commissions de banque d'investissement	8 910	6 519	6 686

Les commissions de banque d'investissement sont principalement perçues par CIB.

Principales transactions

Le chiffre d'affaires des transactions en principal est déterminé par de nombreux facteurs, notamment

- l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur, qui est la différence le prix auquel un participant au marché est disposé et apte à vendre un instrument à l'entreprise et le prix auquel un autre participant au marché est disposé et apte à l'acheter à l'entreprise, et vice versa ; et
- les gains et pertes réalisés et non réalisés sur les transactions d'instruments financiers et de matières premières, y compris celles qui sont comptabilisées selon l'option de la juste valeur, principalement utilisées dans le cadre d'activités de tenue de marché pour le compte de clients.

– Les gains et pertes réalisés résultent de la vente d'instruments, de la clôture ou de la fin de transactions, ou de paiements intermédiaires en espèces.

– Les gains et pertes non réalisés résultent des changements d'évaluation.

Dans le cadre de ses activités de tenue de marché pour le compte de ses clients, la société effectue des transactions sur des instruments de dette et de capitaux propres, des produits dérivés et des matières premières, y compris des stocks physiques de matières premières et des instruments financiers qui font référence à des matières premières.

Les revenus des transactions principales comprennent également les gains et les pertes réalisés et non réalisés liés :

- aux dérivés désignés dans des relations de comptabilité de couverture qualifiées, principalement des couvertures de la juste valeur des risques liés aux matières premières et aux devises ;
- aux produits dérivés utilisés à des fins spécifiques de gestion des risques, principalement pour atténuer les risques de crédit, de change et de taux d'intérêt.

Voir la note 5 pour plus d'informations sur la classification dans le compte de résultat des gains et des pertes provenant des activités liées aux produits dérivés.

Sur les marchés financiers des matières premières, l'entreprise négocie des produits dérivés de gré à gré (swaps, contrats à terme, options, etc.) et des ETD qui font référence à un large éventail de matières premières sous-jacentes. Sur les marchés physiques des matières premières, la société achète et vend principalement des métaux précieux et de base, du gaz naturel, et peut détenir des stocks d'autres matières premières dans le cadre d'accords de financement et d'autres accords avec les clients.

Le tableau suivant présente tous les gains et pertes réalisés et non réalisés enregistrés dans les revenus des opérations pour compte propre. Ce tableau exclut les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs de transaction, qui font partie intégrante de la performance globale des activités de tenue de marché pour le compte des clients de la BFI et des activités de déploiement de fonds de la Trésorerie et de la DSI. Pour plus d'informations sur les produits et charges d'intérêts, voir la note 7.

Les revenus de la négociation sont présentés principalement par type d'instrument. Les activités de tenue de marché de la société, axées sur le client, utilisent généralement une variété d'instruments.

En conséquence, les revenus de négociation présentés dans le tableau ci-dessous ne sont pas représentatifs des revenus totaux d'un LOB en particulier.

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2024	2023	2022
	\$	\$	\$
Recettes commerciales par type d'instrument			
Taux d'intérêt ^(a)	3 631	5	3 010
Crédit ^(b)	1 545	1 434	1 412 ^(c)
Change	4 874	5 082	5 119
Fonds propres	13 476	10 229	8 068
Produits de base	1 194	2 202	2 348
Total des recettes de négociation	24 720	24 554	19 957
Gains/(pertes) sur fonds propres	67	(94)	(45)
Principales transactions	24 787	24	19 912

(a) Comprend l'impact des changements dans les ajustements d'évaluation du financement sur les produits dérivés.

(b) Comprend l'impact des variations des ajustements de la valeur du crédit sur les produits dérivés, nets des activités de couverture associées.

(c) Comprend les réductions nettes des positions détenues en vue de la vente, principalement des engagements non financés, dans le portefeuille de financement relais.

Les revenus des opérations en principal sont essentiellement perçus par CIB.

Commissions sur prêts et dépôts

Les commissions liées aux prêts comprennent les commissions perçues au titre des engagements de prêts, des lettres de crédit de soutien, des garanties financières et d'autres activités de gestion des prêts.

Les commissions liées aux dépôts comprennent les commissions perçues au titre des activités de gestion de trésorerie et de la fourniture de services de découvert et d'autres services liés aux comptes de dépôt. Les commissions liées aux dépôts comprennent également l'impact des crédits obtenus par les clients qui réduisent ces commissions. Les commissions sur prêts et sur dépôts sont comptabilisées sur la période au cours de laquelle le service concerné est fourni. Voir la note 28 pour plus d'informations sur les engagements liés aux prêts.

Le tableau suivant présente les composantes des commissions sur prêts et sur dépôts.

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2024	2023	2022
	\$	\$	\$
Commissions liées aux prêts	2 192 ^(a)	2 365 ^(a)	1 468
Commissions sur dépôts	5 414	5 048	5 630
Total des prêts et dépôts frais connexes	7 606	7 413	7 098

(a) Comprend l'amortissement de l'escompte de juste valeur sur certains engagements de prêts acquis associés à First Republic, principalement dans AWM et CIB. L'escompte est reporté dans les autres passifs et comptabilisé de manière linéaire sur la durée de l'engagement et a été en grande partie comptabilisé en 2023 car les engagements étaient généralement à court . Voir la note 34 pour plus d'informations.

Les commissions liées aux prêts et aux dépôts sont perçues par CCB, CIB et AWM.

Frais de gestion d'actifs

Les frais de gestion des investissements comprennent les frais associés aux actifs que le cabinet gère pour le compte de ses clients, y compris les investisseurs dans les fonds sponsorisés par le cabinet et les propriétaires de comptes d'investissement gérés séparément. Les commissions de gestion sont généralement basées sur la valeur des actifs gérés et sont perçues et comptabilisées à la fin de chaque période au cours de laquelle les services de gestion sont fournis et la valeur des actifs gérés est connue. Le cabinet perçoit également des commissions de gestion basées sur la performance, qui sont perçues en fonction du dépassement de certains indices de référence ou d'autres objectifs de performance. Ces commissions sont provisionnées et comptabilisées lorsque la probabilité de renversement est faible, généralement à la fin de la période de facturation correspondante.

Tous les autres frais de gestion d'actifs comprennent les commissions perçues sur la vente ou la distribution de fonds communs de placement aux clients. Ces commissions sont comptabilisées en tant que revenus au moment où le service est rendu ou, dans le cas de certaines commissions de distribution, en fonction de la valeur des actifs du fonds sous-jacent ou de l'activité de rachat des investisseurs.

Le tableau suivant présente les composantes des commissions de gestion d'actifs.

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2024	2023	2022
	\$	\$	\$
Frais de gestion d'actifs			
Frais de gestion des investissements	17 425	14 908	13 765
Tous les autres frais de gestion d'actifs	376	312	331
Total des frais de gestion d'actifs	17 801	15 220	14 096

Commissions de gestion d'actifs perçues principalement par AWM et CCB.

Commissions et autres frais

Cette catégorie de revenus comprend les commissions et les frais liés aux services de courtage et de garde, ainsi qu'à d'autres produits.

Les commissions de courtage représentent les commissions perçues lorsque le cabinet agit en tant que courtier, en facilitant l'achat et la vente de titres et d'autres instruments financiers par ses clients. Les commissions de courtage sont perçues et comptabilisées en tant que revenus au moment de la transaction avec le client. L'entreprise comptabilise certains coûts payés à des chambres de compensation et à des bourses tierces en déduction des revenus de commissions.

Les frais d'administration comprennent principalement les frais de garde, de services aux fonds, de prêt de titres et de compensation de titres. Ces frais sont comptabilisés en tant que revenus sur la période au cours de laquelle le service concerné est fourni.

Le tableau suivant présente les composantes des commissions et autres frais.

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2024	2023	2022
	\$	\$	\$
Commissions et autres frais			
Commissions de courtage et honoraires	3 119	2 820	2 831
Frais d'administration autres commissions et frais	2 526	2 310	2 348
Total des commissions et autres honoraires	1 885	1 706	1 402
	7 530	6 836	6 581

(a) Comprend les commissions de vente de rentes, les frais de service liés aux certificats de dépôt et les commissions de vente liées aux voyages, ainsi que d'autres frais de service, qui sont comptabilisés en tant que revenus lorsque les services sont rendus.

Les commissions et autres frais sont principalement perçus par CIB, CCB et AWM.

Commissions hypothécaires et revenus connexes

Cette catégorie de revenus reflète la production de prêts à domicile et les revenus nets des services hypothécaires de CECC.

Les revenus de la production comprennent les commissions et les revenus comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont perçus sur les prêts hypothécaires montés avec l'intention de les vendre, ainsi que l'impact des activités de gestion des risques associées au portefeuille de prêts hypothécaires et aux prêts d'entrepôt. Les revenus de production comprennent également les gains et les pertes sur les ventes et les ajustements au coût ou à la juste valeur des prêts hypothécaires détenus en vue de la vente (à l'exception de certains prêts rachetés assurés par des agences gouvernementales américaines), ainsi que les variations de la juste valeur des instruments financiers évalués selon l'option de la juste valeur. Les revenus nets des services hypothécaires comprennent les revenus d'exploitation provenant de la gestion des prêts hypothécaires de tiers, qui sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle le service est fourni, les variations de la juste valeur des MSR, l'impact des activités de gestion du risque associées aux MSR et les gains et pertes sur la titrisation de l'excédent de services hypothécaires. Les revenus nets des services hypothécaires comprennent également les gains et les pertes sur les ventes et les ajustements au plus bas du coût ou de la juste valeur de certains prêts rachetés assurés par les banques. Les agences gouvernementales américaines.

Voir la note 15 pour plus d'informations sur les activités de gestion des risques et les MSR.

Certains produits de cartes de crédit permettent au titulaire de la carte de gagner des points en fonction de l'activité de son compte, qu'il peut choisir d'échanger contre des récompenses en espèces et autres qu'en espèces. Le coût pour l'entreprise lié à ces programmes de récompenses propriétaires varie en fonction de multiples facteurs, notamment les conditions des programmes de récompenses, l'activité du titulaire de la carte, les taux d'échange de récompenses du titulaire de la carte et les choix du titulaire de la carte en matière de récompenses. L'entreprise maintient un passif pour ses obligations dans le cadre de ses programmes de récompenses et déclare le coût de l'exercice en cours en réduction du revenu des cartes.

Les revenus nets d'intérêts provenant des prêts hypothécaires sont comptabilisés dans les revenus d'intérêts.

Revenus de la carte

Cette catégorie de revenus comprend les revenus d'interchange et autres revenus provenant des transactions par cartes de crédit et de débit, ainsi que les commissions perçues pour le traitement des transactions par cartes pour les commerçants, qui sont tous deux comptabilisés lorsque les achats sont effectués par un titulaire de carte et présentés nets de certains coûts liés à la transaction. Les revenus des cartes comprennent également les frais d'ouverture de compte et les cotisations annuelles, qui sont différés et comptabilisés de manière linéaire sur une période de 12 mois.

Accords de partage des revenus des cartes de crédit

L'entreprise a conclu des accords contractuels avec de nombreux partenaires de comarquage qui lui accordent le droit exclusif d'émettre des cartes de crédit comarquées et de les commercialiser auprès des clients de ces partenaires. Ces partenaires soutiennent les programmes de cartes de crédit comarquées et fournissent leurs listes de clients ou de membres à l'entreprise. Les partenaires peuvent également mener des activités de marketing et fournir des récompenses échangeables dans le cadre de leurs propres programmes de fidélisation que l'entreprise accordera aux titulaires de cartes de crédit comarquées en fonction de l'activité de leur compte.

La durée de ces accords est généralement comprise entre cinq et dix ans.

L'entreprise effectue généralement des paiements aux partenaires de cartes de crédit comarquées sur la base du coût des activités de marketing des partenaires et des récompenses du programme de fidélisation offertes aux titulaires de cartes de crédit, des ouvertures de nouveaux comptes et des volumes de vente. Les paiements aux partenaires basés sur les efforts de marketing entrepris par les partenaires sont passés en charges par l'entreprise au fur et à mesure qu'ils sont encourus et comptabilisés en tant que dépenses de marketing. Les paiements effectués dans le cadre des programmes de fidélisation des partenaires sont comptabilisés comme une réduction des revenus des cartes de crédit lorsqu'ils sont encourus. Les paiements aux partenaires basés sur l'ouverture de nouveaux comptes de cartes de crédit sont comptabilisés comme des coûts directs d'ouverture de prêts et sont différés et comptabilisés en tant que réduction du revenu des cartes sur une base linéaire sur une période de 12 mois.

Les paiements aux partenaires basés sur le volume des ventes sont comptabilisés en tant que réduction du revenu des cartes lorsque le revenu d'interchange correspondant est perçu.

Le tableau suivant présente les composantes du revenu des cartes :

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2024	2023	2022
	\$	\$	\$
Revenus d'interchange et de traitement des transactions avec les commerçants	33 847	31 021	28 085
Coûts des récompenses et paiements aux partenaires	(26 784)	(24 601)	(22 162)
Tous les autres ^(a)	(1 566)	(1 636)	(1 503)
Total des revenus de la carte	5 497	4 784	4 420

(a) Il s'agit principalement de l'amortissement des frais d'ouverture de compte et des frais annuels, qui sont différés et comptabilisés de manière linéaire sur une période de 12 mois.

Les revenus des cartes sont principalement générés par CCB et CIB.

Autres revenus

Cette catégorie de revenus comprend les revenus des contrats de location-exploitation, ainsi que les pertes associées aux investissements à vocation fiscale de l'entreprise, principalement les investissements dans l'énergie alternative réalisés avec la méthode de la mise en équivalence dans la CIB. Les pertes associées à ces investissements à vocation fiscale sont plus que compensées par la baisse de la charge d'impôt sur le revenu résultant des crédits d'impôt associés.

Le tableau suivant présente certaines composantes des autres revenus :

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2024	2023	2022
	\$	\$	\$
Revenus de location simple	2 795	2 843	3 654
Pertes sur investissements à fins fiscales	(97)	(1 538)	(1 491)
Gain sur les actions Visa	7 990 ^(b)	-	914 ^(c)
Gain estimé sur l'acquisition à prix avantageux lié à l'acquisition de First Republic	103	2,775	-
Gain lié à l'acquisition de CIFM ^(a)	-	339	-

(a) Gain sur la participation minoritaire initiale dans le CIFM lors de l'acquisition par le cabinet des 51 % restants de l'entité.

(b) Concerne le gain initial comptabilisé le 6 mai 2024 sur les actions Visa C. Voir la note 2 pour plus d'informations.

(c) Concerne la vente des actions Visa B.

Voir la note 18 pour plus d'informations sur les contrats de location simple.

Méthode de l'amortissement proportionnel : A compter du 1^{er} janvier 2024, à la suite de l'adoption des mises à jour des directives sur la comptabilisation des investissements dans des structures de crédit d'impôt au moyen de la méthode de l'amortissement proportionnel, l'amortissement de certains investissements de l'entreprise axés sur l'énergie de remplacement, qui était auparavant comptabilisé dans les autres revenus, est maintenant comptabilisé dans la charge d'impôt sur le revenu, ce qui correspond aux crédits d'impôt et aux autres avantages fiscaux connexes. Voir les notes 1, 14 et 25 pour plus d'informations.

Charges autres que d'intérêt

Autres dépenses

Les autres charges figurant dans le compte de résultat consolidé de l'entreprise sont les suivantes :

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2024	2023	2022
	\$	\$	\$
Frais de justice	740	1 436	266
Charges liées à la FDIC	1 893 ^(c)	4 203 ^(c)	860
Pertes d'exploitation	1 417	1 228	1 101
Apport d'actions Visa ^(a)	1 000	-	-
Liées à la Première République dépenses	777	1 060	-

(a) Représente l'apport d'une partie des actions Visa C à la Fondation JPMorgan Chase, comptabilisé au deuxième trimestre 2024. Voir la note 2 pour plus d'informations.

(b) Réflète les dépenses classées dans les autres dépenses, y compris 488 millions de dollars et 360 millions de dollars de coûts d'intégration et de restructuration associés à First Republic pour l'ensemble des exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023, respectivement. En outre, le deuxième trimestre de 2023 comprenait des paiements à la FDIC pour les personnes de First Republic qui n'étaient pas des employés de l'entreprise jusqu'au 2 juillet 2023. Voir la note 34 pour plus d'informations sur l'acquisition de First Republic.

(c) Le premier trimestre 2024 comprenait une augmentation de 725 millions de dollars de la cotisation spéciale de la FDIC, reflétant l'estimation révisée par la FDIC des pertes du Deposit Insurance Fund. Le quatrième trimestre 2023 incluait la cotisation spéciale FDIC de 2,9 milliards de dollars.

Voir la note 32 pour plus d'informations sur les revenus et les frais autres que d'intérêts par secteur.

Note 7 - Produits et charges d'intérêts

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé et classés en fonction de la nature de l'actif ou du passif sous-jacent.

Les produits d'intérêts et les charges d'intérêts comprennent les intérêts courus pour les instruments financiers évalués à la juste , à l'exception dérivés et de certains instruments financiers contenant des dérivés incorporés ; pour ces instruments, toutes les variations de la juste valeur, y compris les éléments d'intérêt, sont principalement comptabilisées dans les produits des opérations principales. Pour les instruments financiers

qui ne sont pas évalués à la juste, les intérêts correspondants sont inclus dans les produits d'intérêts ou les charges d'intérêts, selon le cas. Les produits d'intérêts et les charges d'intérêts comprennent également l'effet des dérivés qui répondent aux critères de la comptabilité de couverture, le cas échéant.

Les revenus d'intérêts sur les prêts et les titres comprennent l'amortissement et la désactualisation des primes et décotes à l'achat, ainsi que les frais et coûts nets différés sur les prêts. Ces montants sont reportés dans les prêts et les titres d'investissement, respectivement, et comptabilisés sur la base d'un rendement nivelé.

Voir les notes 5, 10, 11, 12 et 20 pour plus d'informations sur la comptabilisation des produits et charges d'intérêts liés à la comptabilité de couverture, aux titres d'investissement, aux activités de financement de titres (c'est-à-dire les titres achetés ou vendus dans le cadre d'accords de revente ou de mise en pension, les titres empruntés et les titres prêtés), aux prêts et à la dette à long terme, respectivement.

Le tableau suivant présente les composantes des produits d'intérêts et des charges d'intérêts :

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2024	2023	2022
	\$	\$	\$
Revenus d'intérêts			
Prêts	92 353 ^(d)	83 384 ^(d)	52 736
Titres imposables	21 947	17 390	10 372
Titres non imposables ^(a)	1 197	1 336	975
Total des titres de placement	23 144 ^(d)	18 726 ^(d)	11 347
Actifs détenus à des fins de transaction - instruments de dette	20 327	15 950	9 053
Fonds fédéraux vendus et titres achetés dans le cadre de conventions de revente	18 299	15 079	4 632
Titres empruntés	9 208	2 237	
Dépôts auprès des banques	22 297	9 039	
Tous autres actifs porteurs d'intérêts	8 305	7 669	3 763
Total des revenus d'intérêts	193 933	170 588	92 807
Charges d'intérêts			
Dépôts productifs d'intérêts	49 559	40 016	10 082
Fonds fédéraux achetés et titres prêtés ou vendus en vertu d'accords de rachat	19 149	13 259	3 721
Emprunts à court terme	2 101	1 894	747
Passifs détenus à des fins de transaction - dettes et autres passifs portant intérêts ^(c)	10 238	9 396	3 246
Dette à long terme	18 920	15 803	8 075
Intérêts bénéficiaires émis par des EDDV consolidées	1 383	953	226
Total des dépenses d'intérêt	101 350	81 321	26 097
Revenu d'intérêt net	92 853	89 267	66 710
Provision pour perte de crédit	10 678	9 320	6 389
Revenu net d'intérêt après provision pour pertes sur créances	81 905	79 947	60 321

(a) Représente les titres qui sont exonérés d'impôt aux fins de l'impôt fédéral américain sur le revenu.

(b) Comprend les intérêts perçus sur les créances des clients détenues à des fins d'investissement et liées au courtage, qui sont classées dans les intérêts courus et les créances, ainsi que tous les autres actifs générateurs d'intérêts, qui sont classés dans les autres actifs dans les bilans consolidés.

(c) Tous les autres passifs portant intérêt comprennent les charges d'intérêt sur les dettes des clients liées au courtage.

(d) Comprend la désactualisation de l'escompte d'achat sur certains prêts acquis et titres d'investissement associés à First Republic. Voir la note 34 pour plus d'informations.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de la succursale : 14, place Vendôme 75001 PARIS.